

**Silence**  
N°331  
Janvier  
2006  
4 €  
6 FS

# Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

**Marchandisation**

**Biopiraterie  
en échec**

**Environnement**

**Les réparateurs  
de biotope**

**Les alternatives  
en Ariège et  
Hautes-Pyrénées**





## Alternatives en Ariège Hautes-Pyrénées

<b>Energies</b>	
Phébus Ariège maîtrise l'énergie	4
<b>Agriculture biologique</b>	
La ferme de la Coume	8
<b>Décroissance</b>	
Réduire ses besoins	12
<b>Solidarités</b>	
Les Coquelicots jaunes	15
<b>Agriculture</b>	
Prommata : promotion de la traction animale	16
<b>Culture</b>	
le 22 à Anères	18
Terre de couleurs	21
Les Troubl'amours	23
Le festival de films Résistances	25
<b>Non-violence</b>	
Rififi et médiation	27
<b>Politique</b>	
Village écolo ou écovillage ?	28
<b>Transports</b>	
Pour la gratuité des transports collectifs	32
<b>Femmes</b>	
Saveurs d'ailleurs	35
<b>Symbiose</b>	
L'équitable	36
<b>Solidarités</b>	
A l'origine des SEL	38
<b>Social</b>	
Le Pont de l'écho	39
<b>Vivre ensemble</b>	
La sauce Baluet	41
<b>Culture alternative</b>	
Le Millepatte	42

### Environnement

Les réparateurs de biotope	50
<i>de Madeleine Nutchey</i>	

### Marchandisation

Biopiraterie en échec	57
<i>de Linda Bullard</i>	

### Dossier : brèves

- 7 Energies
- 11 Agriculture
- 12 Education
- 13 Habitat sain
- 15 Vacances
- 20 Fêtes
- 23 Culture
- 26 Librairies  
Médias
- 27 Paix
- 31 Politique
- 33 Environnement
- 34 Santé
- 35 Femmes
- 37 Solidarités  
internationales
- 37 Bio-magasins
- 40 Solidarités  
locales
- 41 Vivre ensemble

### Brèves

- 43 Vu de l'intérieur
- 43 Alternatives
- 46 Société
- 47 Femmes
- 48 Environnement
- 49 Paix
- 52 Energies
- 53 Nucléaire
- 54 Nord-Sud
- 55 Politique
- 56 Santé
- 58 Annonces
- 59 Courrier
- 61 Livres

## Aux lectrices et lecteurs de l'Ariège et des Hautes-Pyrénées

Depuis 1982, la revue *S!lence* essaie d'animer le débat sur les valeurs de l'écologie, des alternatives de terrain et de la non-violence. Elle essaie de donner la parole à celles et ceux qui pensent que la société actuelle n'est pas une fatalité.

Jusqu'en 1986, elle n'était que régionale. Puis, elle est devenue "francophone".

En 2005, après plus de 20 ans de fonctionnement, la revue, devenue une des plus importantes dans le domaine de l'écologie politique s'intéresse cette fois à votre région.

C'est en 1997 que nous avons lancé le concept de numéros régionaux. Nous avons ainsi publié :

- Alsace (n°218),
- Bretagne (n°259-260),
- Limousin (n°265-266),
- Rhône (n°272-273),
- Normandie (n°278-279),
- Isère (n°285-286),
- Aquitaine (n°291-292)
- Franche-Comté (n°298-299)
- Bouches-du-Rhône/Vaucluse (n°305-306)
- Poitou-Charentes (n°312-313)
- Drôme-Ardèche (n°318-319)
- Nord-Pas-de-Calais (n°325-326)

Si vous découvrez *S!lence* avec ce numéro, précisons que la revue ressemble habituellement à la deuxième partie de ce numéro, avec un dossier thématique en première partie (voir les numéros disponibles en avant-dernière page). Sachez aussi que nous ne sommes pas habituellement en kiosque, que l'on nous trouve dans les magasins bio et quelques librairies, et que le plus simple pour poursuivre la route avec nous est encore l'abonnement.

## Aux autres lectrices et lecteurs

Le dossier de ce mois est "transversal" dans la mesure où nous avons essayé de faire une liste la plus complète possible de ce qui se passe en Ariège et Hautes-Pyrénées.

Beaucoup d'adresses où chacun peut y choisir ce qui lui semble correspondre à sa définition des alternatives. Du fait du temps de collecte de ces adresses et de la fluctuation du milieu des alternatives, il est certain que certaines sont déjà dépassées.

Des adresses personnelles figurent dans ce numéro. Par politesse, il faut toujours prendre rendez-vous avant de vous rendre à l'une de celles-ci.

Nous devrions en principe poursuivre notre tour de France par Paris (été 2006), le Var et les Alpes-Maritimes (janvier 2007)...

La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.



AMAHIE, UNE ÉPIDÉMIE INÉVITABLE

AU CONFINEMENT,  
AVEC LES POUX



WITTE CONTRE LE POISON  
DE LA DISCRIMINATION

MESSAGE REÇU, ON  
BRULE DES VOITURES DE  
TOUTES LES COULEURS



NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE CHÔMAGE

SI ON OBTIENT PAS SATISFACTION  
ON FOOT LE FEU AU XVII<sup>e</sup>



RÉNOVATION  
DES BUREAUX DE POSTE



DÉCÈS DE ROSA PARKS  
ICÔNE AMÉRICAINE DES DROITS CIVIQUES,

ET CETTE FOIS  
PERSONNE N'A  
VOULU PRENDRE  
MA PLACE



# Que la montagne est belle

**E**n Ariège comme en Hautes-Pyrénées, les néo-ruraux, arrivés depuis les années 70, sont aujourd'hui majoritaires (1). Plus l'altitude augmente et plus ils sont nombreux en proportion, mettant fin à la mort des vallées abandonnées progressivement au cours du vingtième siècle.

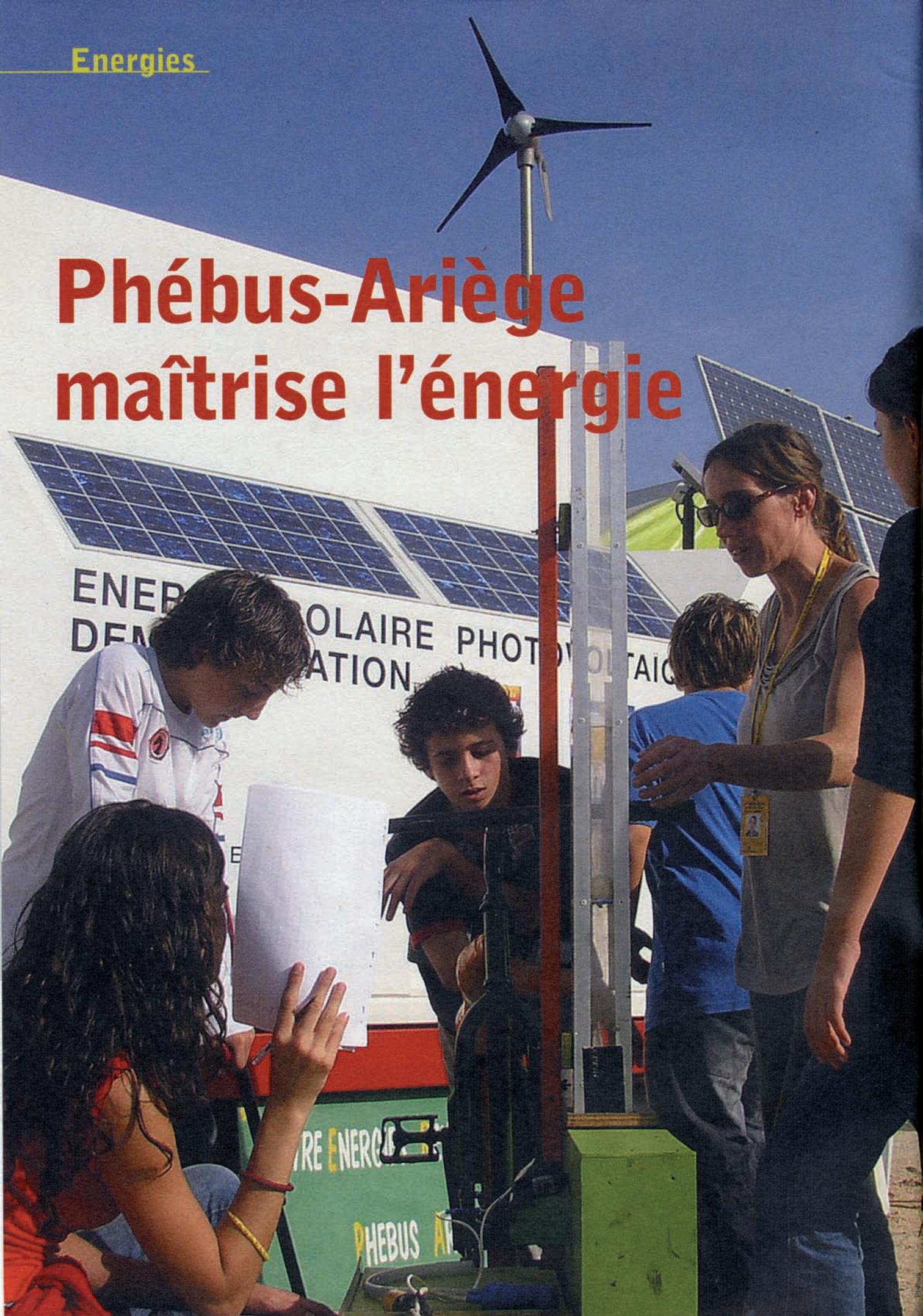
Les alternatives y fleurissent dans tous les domaines... tant et plus qu'après avoir commencé à enquêter sur la région Midi-Pyrénées, nous avons réduit progressivement le périmètre de ce numéro pour ne plus garder que ces deux départements de haute montagne. Et encore ne présentons-nous ici sans doute qu'une faible partie des alternatives à partir des pistes indiquées par nos lecteurs. Car les aventures collectives sont souvent liées à une vallée et il faut un peu de chance pour en trouver l'entrée.

Les "alternatifs" installés en Ariège et en Hautes-Pyrénées sont venus de toute l'Europe. Cette mixité culturelle a sans doute contribué à enrichir les réseaux locaux, réseaux aussi multiples et interconnectés que possible, avec souvent comme plaque tournante quelques lieux militants dans les rares agglomérations. Alors que les partis traditionnels luttent contre la "désertification", les alternatifs voient plutôt d'un bon œil une possible "décroissance". Deux visions du monde sur un terreau fertile.

Michel Bernard ■

(1) Hautes-Pyrénées : 225 000 habitants dont agglomération de Tarbes 80 000 habitants ; Ariège : 135 000 habitants, la commune la plus peuplée est Pamiers avec 14 000 habitants.

# Phébus-Ariège maîtrise l'énergie



## L'association *Phébus Ariège* mène avec persévérance une action en faveur des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

**C**laude Olislagers est arrivé à Dun, dans l'Ariège, en 1982. Venant de Belgique, il se lance dans le maraîchage biologique, sa femme menant une activité de fleurs coupées. En 1993, ils apprennent que l'association Hespul (1) cherche des volontaires pour installer des capteurs photovoltaïques reliés au secteur, dans le cadre d'un programme de recherche financé par l'Union européenne. Claude Olislagers qui est déjà passionné par les questions d'énergie, se porte candidat et est retenu : sa maison devient la première du département à disposer de photopiles.

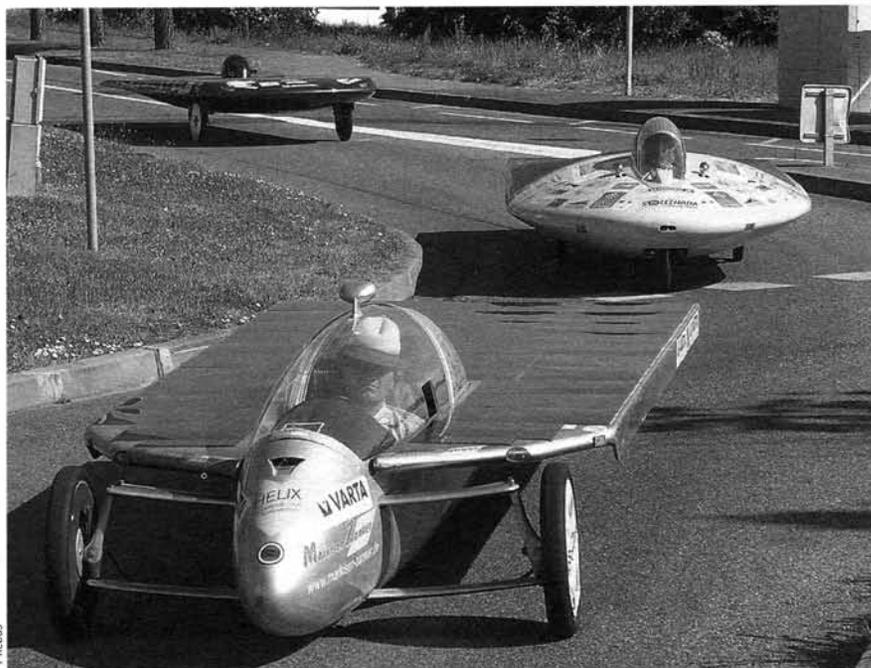
Il commence alors à organiser des visites de l'installation et comprend qu'il y a une véritable attente du public dans ce domaine. Dès l'année suivante, il décide de franchir le pas, arrête l'agriculture biologique et part faire un stage à l'Asder (2) pour devenir conseiller en maîtrise de l'énergie et en énergies renouvelables.

### Des débuts difficiles

Les premières années sont difficiles car il n'y a pas de reconnaissances. Mais Claude Olislagers ne désespère pas et continue à suivre différentes formations notamment pour devenir diagnosticien en énergie dans l'habitat. En 1997, cela lui permet de passer un accord avec la région Midi-Pyrénées et avec l'Ademe (3) pour devenir un lieu officiel d'information sur l'énergie. Le premier contrat avec la région consiste à faire un recensement précis de tout ce qui existe en solaire thermique dans les collectivités et le secteur industriel de l'Ariège.

Il entre à cette époque au conseil d'administration du Cler, le Comité de liaison énergie renouvelable, qui fédère associations et entreprises au niveau national (4). Il participera au développement des points-info-énergies dans toute la France. En 1999, le projet est proposé à l'Europe, mais n'est pas retenu. En 2000, le gouvernement, sur proposition de Dominique Voynet alors ministre de l'environnement, va reprendre l'idée et concrétiser un tel réseau sous le contrôle de l'Ademe. Avec quelques collègues, Claude Olislagers y

***Phébus-Ariège mène une campagne permanente pour conseiller des méthodes simples pour économiser l'énergie.***



Rallye de voitures dans les Pyrénées.

représente le Cler. *Phébus-Ariège* devient l'un des espaces-info-énergie en Ariège.

### Promotion auprès du grand public

*Phébus-Ariège* se développe petit à petit. Une partie de l'activité de diagnostic est faite pour des collectivités. Une autre direction concerne le grand public.

*Phébus-Ariège* met au point la première remorque de démonstration qui circule en France avec dessus 10 m<sup>2</sup> de photopiles et 5 m<sup>2</sup> de capteurs solaires thermiques (photo de la page 4). Les photopiles sont montées avec un système Hespul et peuvent évacuer leur production électrique sur le secteur. Une deuxième remorque verra le jour plus tard avec cette fois-ci des photopiles fonctionnant en site isolé et stockant l'électricité dans des batteries.

Avec les remorques, les salariés de l'association déplacent une petite éolienne de 50 W qui se démonte et se remonte facilement et que l'on peut brancher en démonstration sur les stands. Ils font également des démonstrations de fonction-

nement d'une pile à combustible avec des expériences pour comprendre comment on peut produire l'hydrogène à partir d'une catalyse provoquée par l'électricité produite par les énergies renouvelables.

En plus des remorques et des stands, ils organisent des visites sur des sites équipés, visites à destination des enfants, des adultes, des élus : cela comprend le solaire, l'éolien, mais aussi une importante ressource locale, le bois, avec des machines pour déchiqueter et différentes chaudières à alimentation automatique ou non.

Le résultat en chiffres : plus de 1000 personnes par an (5) qui viennent les voir ou demandent une aide par téléphone et cela progresse de 20% par an. A ceci, il

(1) Hespul, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 80 90. Hespul à l'origine s'appelait également Phébus, mais pour des raisons de droit de propriété du nom, a dû changer de nom... Alors que dans l'Ariège, il a été possible de le conserver.

(2) Asder, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, 562, avenue du Grand-Ariétaz, 73094 Chambéry cedex 9, tél : 04 79 85 88 50. L'Asder organise chaque année des formations dans différents domaines liés aux énergies renouvelables.

(3) Ademe, Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie, structure dépendant du ministère de l'environnement.

(4) Cler, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 55 86 80 00.

(5) Dans un département qui ne compte que 135 000 habitants.



Claude Olislagers animant un stand de démonstration.

faut ajouter ce qu'ils nomment les "contacts furtifs", c'est-à-dire les rencontres sur les stands. Avec trente journées de salons et foires par an, ils estiment que cela représente 2500 personnes de plus.

Les visites et demandes de renseignements les ont amenés à réfléchir à des modules de formation qui ont vu le jour en 2004. Ils regroupent ainsi les demandes, font venir un spécialiste sur place et ciblent plutôt les artisans qui ont besoin de

démonstration en grandeur nature. Par exemple, en avril 2005, les artisans ont pu voir concrètement comment se monte un chauffe-eau solaire individuel. A la demande de particuliers, une rencontre a réuni une vingtaine de personnes autour d'une démonstration d'un moteur pentone sur une tondeuse à gazon, un moteur qui permettrait de faire d'importantes économies d'énergie, mais sur lequel on manque cruellement de comparaison scientifique. L'association *Roule ma fleur* (6) est venue présenter comment on peut utiliser de l'huile de tournesol pour faire tourner un moteur diesel...

## Rallye solaire

La question de l'avenir des voitures est une question qui revient souvent dans un département où il est impossible de se déplacer autrement actuellement. Cela a amené Laurent Koechlin, le président de *Phébus-Ariège* à s'intéresser aux voitures solaires. Après avoir vu une course en Suisse (7), ils ont cherché des partenaires pour mettre en place une "course" de démonstration dans les Pyrénées. Ont répondu à cet appel la Cité de l'Espace, un parc d'exposition scientifique privé de Toulouse, une équipe du CNRS en lien avec des écoles d'ingénieurs, des associations locales françaises, allemandes et espagnoles. Le rallye est plus un lieu de confrontation entre différentes recherches qu'une course. Quatre catégories ont été mises en place : vélos assistés, tricycles, quatre roues, véhicules de course.

Chaque année, en juin, au moment où le soleil est à son maximum, le rallye démarre en Espagne, franchit un col des Pyrénées, et se termine à la Cité de l'Espace à Toulouse. Alors que la course la plus fameuse, qui se tient tous les deux ans en Australie, en décembre, est une course de vitesse sur le plat, ici, les véhicules sont beaucoup plus sollicités : en 2005, il fallait passer du niveau de la mer (Figueras en Espagne) à un col à 800 m. Lors de la dernière édition, 22 véhicules étaient présents, surtout des prototypes venant d'écoles d'ingénieurs... mais également une vraie voiture solaire de marque Twike conduite par un Barcelonnais venu prendre le départ depuis Barcelone par la route et qui est ensuite reparti de Toulouse par la route (8). L'une des grandes difficultés pour ces rallyes est d'obtenir les autorisations de circuler sur les routes normales.

D'une confrontation entre ingénieurs, la course technique évolue. Cette année, un éducateur de Colomiers (banlieue de Toulouse) a réalisé des vélos solaires avec des adolescents en difficulté qui sont ensuite venus faire la course pendant cinq jours avec un effet social extrêmement positif pour eux.

(6) *Roule ma fleur*, 48220 Fraissinet-de-Lozère.

(7) Le Tour de Sol malheureusement aujourd'hui disparu.

(8) La Twike est un tricycle pour deux personnes avec propulsion électrique et à pédales qui peut atteindre les 80 km/h. Elle est livrée avec 5 m<sup>2</sup> de photopiles pour assurer la recharge du moteur électrique. Elle est commercialisée en Allemagne et en Suisse. Renseignements : [www.twike.de](http://www.twike.de)



Marie Clemis

Captteurs solaires eau et photovoltaïques au siège de Phébus Ariège.

## Des réalisations

Succès pour *Phébus*, la commune de Pamiers, la plus habitée du département, avec 14 000 habitants, vient d'engager un "économe de flux", c'est-à-dire quelqu'un chargé de trouver comment faire des économies d'énergie (9). Avis à toutes les communes plus importantes : dès la première année, les économies réalisées ont permis de dégager plus d'argent que ne coûte le salaire de cet ingénieur. Cinq piscines dont trois communales (Mirepoix, Foix et Varilhès) sont chauffées au solaire. Des maisons disposent maintenant de plancher solaire directe, de chauffe-eau solaire, de chaudière à bois déchiqueté, de pompe à chaleur géothermique, de puits canadien... autant de techniques différentes pour économiser l'énergie. *Phébus-Ariège* organise tout au long de l'année des visites de ces réalisations.

*Phébus-Ariège* mène également une campagne permanente pour conseiller des méthodes simples pour économiser l'énergie et est parti en guerre contre les cheminées à feu ouvert où l'on fait souvent un feu de bois en même temps que l'on chauffe par radiateur : l'air chaud est aspiré par la cheminée et le joli feu de bois, si beau à regarder, est un gouffre à énergie. Même à l'arrêt, une telle cheminée, avec sa trappe fermée, laisse encore passer quotidiennement quinze fois le volume d'air de



Voiture solaire de compétition capable de rouler à 100 km/h.

la maison alors que trois fois suffisent pour l'aération. L'un des premiers gestes à faire dans les maisons traditionnelles est donc d'adopter un foyer fermé.

Avec le temps, la maison même de *Phébus-Ariège* est devenue un lieu de démonstration : centrale photoélectrique *Phébus*, remorques de démonstration, capteurs solaires thermiques, plancher solaire, chaudière à bois déchiqueté, lampes économes, pile à combustible, économiseurs divers... et une mine d'in-

formations. C'est là qu'il vous faut aller si vous avez un projet de construction ou de rénovation dans le département.

**Michel Bernard** ■

*Phébus Ariège*, 6, rue du Ploumail, 09600 Dun, tél : 05 61 68 62 17.

Pour les Hautes-Pyrénées, voir : CIEN, ZA Bastillac Nord, rue du 19-Mars-1962, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 93 13.

(9) Il a fallu inventer le nom d'*économe* par opposition aux *économistes* qui eux ne pensent qu'à augmenter les consommations pour assurer leur sainte croissance !

## Energies

### Solstice

Solstice est une association d'informations et de démonstrations sur les énergies renouvelables, installée en Ariège. Elle a mis en place une base itinérante : les camions des membres de l'association, équipés en solaire seront bientôt renforcés par le "camion solstice" munis de panneaux photovoltaïques, d'isolation en matière recyclable, d'un point internet mobile. Il circulera sur les festivals, manifestations, marchés, vous pourrez y trouver des informations, des conseils pour aménager votre habitation ou votre véhicule, des diaporamas, des activités et ateliers pour tous âges sur divers thèmes (énergies propres et renouvelables, gestion de l'eau, récupération et recyclage, gestion des déchets, découverte de la nature...) et un petit café.

■ Solstice, rue Clovis-Dedieu, 09420 Castelnau-Durban, tél : 05 61 66 17 45.

### Et également

#### Ariège

- Pyrénées solaire, Le Courtal, 09000 Burret, tél : 05 61 64 52 24.
- A3E, Ariège environnement écologie énergie, M. Dimitripoulos, Barracq, 09350 Daumazan-sur-Arize, tél : 05 61 69 80 49.

### Réseau Sortir du nucléaire

Les centrales nucléaires ont été mises au point à partir des technologies utilisées pour les sous-marins nucléaires dans les années 50.

Depuis, malgré les milliards engloutis par la recherche, rien n'a vraiment progressé. Le risque d'accident est toujours possible (et peut provoquer des millions de morts à terme comme à Tchernobyl), les déchets s'entassent. Pourtant, en parallèle, avec de faibles moyens, il a été développé des techniques efficaces dans les domaines des économies d'énergie et des énergies renouvelables. La France, au côté de seulement quelques autres pays dans le monde, continue à vouloir utiliser l'énergie nucléaire et pousse même à la construction de nouveaux réacteurs type EPR. Pour demander la sortie du nucléaire, le réseau éponyme fédère actuellement 720 groupes en France et mène différentes campagnes de sensibilisation.

- Mahe Pascal, Rhodes-de-Haut, 09100 Madière, tél : 05 61 67 03 28.
- Biocouserans, 22, rue des Jacobins, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 04 68 88. *Solaire photovoltaïque, électricité autonome.*
- La boîte à soleil, Le Peyrié, 09400 Saurate, tél : 05 61 05 88 60.
- Chamoley Patrick, village Rogalle, 09140 Soueix-Rogalle, tél : 05 61 66 82 82.



### En Ariège :

- Les Verts, Danielle Delavergne, 8, avenue de Sibian, 09000 Foix, tél : 05 61 02 87 58.
- Le Mille pattes, Le Château, 09240 Durban-sur-Arize.

■ Le jardin des Sept-Vallées, Suzanne Zahmel, 15, rue de la Montagne, 09320 Passat, tél : 05 61 04 91 25.

■ Comité écologique ariégeois, Denise Clanet, Lasquère, 09420 Rimont, tél : 05 61 96 30 93.

■ Comité Somport des Hauts-Plateaux, Jean Bedecarax, Carrier de Dijos, La Cambra, 09460 Querigut, tél : 04 68 20 43 84.

■ Mirepoix environnement, Claude Fressonnet, 43, place du Rumat, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 60 18 95.

■ Olmes écologie, Jean-Philippe Cabrol, 6, place de la Cabanette, 09600 Laroque-d'Olmes, tél : 05 61 01 46 72.

### En Hautes-Pyrénées :

- Uminate 65, Jean-Marc Boyer, 58, rue de Saint-Jean, 65000 Tarbes, tél : 05 62 94 82 19.
- Biocoop, 77, route de Lourdes, 65310 Oudou, tél : 05 62 37 89 36.

### Hautes-Pyrénées

- Bigorre innovation chauffage, 1 bis, place Foirail, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 20 12.
- Carrère Jean-Philippe, rue du Moulin, 65220 Trie-sur-Baïse, tél : 05 62 65 66 47. *Chauffage Géothermie.*

# La ferme de la Coume

Après 15 ans de biodynamie en Alsace, Benoît et Véronique Thiry ont décidé de s'installer dans les Hautes-Pyrénées pour mettre en place une structure agricole qui favorisera l'implantation de jeunes.

**B**enoît Thiry est d'origine belge. Véronique est Allemande, de la région de la Forêt Noire. Ils se sont rencontrés dans un stage d'un an de formation pratique en biodynamie en Champagne. La biodynamie est une manière de faire de l'agriculture biologique qui essaie d'être la plus globale possible et la plus proche de la nature et l'environnement.



Benoît Thiry.

## Première installation

Ils s'installent d'abord dans les Pyrénées-Atlantiques sur trois hectares : maraîchage, petit élevage et boulangerie artisanale avec vente sur les marchés. Avec cinq autres producteurs locaux, ils fondent le marché biologique de Pau. La construction d'un lac collinaire qui inonde 50% des terres disponibles du village et le souci de rejoindre la proximité d'une école Steiner pour les enfants les font partir à la recherche d'une autre structure de travail agricole.

## Deuxième installation

Ils rejoignent en Alsace une exploitation maraîchère et laitière (25 vaches) de trois hectares. Ils participent à la structuration du mouvement biodynamique en Alsace et s'impliquent dans la mise en place d'une formation BPA polyculture élevage adaptée à la biodynamie pour adultes avec un centre d'Obernai (1). Cette formation existe depuis 1990 et dure deux ans. En tant que président du mouvement biodynamique d'Alsace, Benoît Thiry participe à la sélection des candidats à cette formation. Aujourd'hui, cette formation est renommée et il y a 80 candidats à chaque début de session pour seulement vingt places.

(1) Centre de formation pour adultes d'Obernai, CFPPA, 44, boulevard de l'Europe, 67212 Obernai cedex, tél : 03 88 49 99 29.

(2) Safer, Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, chargée de contrôler la vente des terres agricoles.

(3) Les Baronnies, entre Bagnières-de-Bigorre et Lannemezan, sur les piémonts des Pyrénées, offre un incroyable entrelac de petites routes complexes qui les protège encore du tourisme.

Le contact avec ces candidats à l'entrée en agriculture biodynamique leur permet de prendre conscience de la difficulté qu'il y a à s'installer aujourd'hui, en dehors de quelques niches très spécialisées et demandant peu de terrain. Permettre une installation dans le contexte agricole d'aujourd'hui est un véritable défi.

Ils réfléchissent alors à un nouveau projet avec une structure telle que l'agriculteur ne serait plus propriétaire des terres ce qui en permettrait la transmissibilité par simple remplacement dans la structure agricole. Afin d'assurer une continuité à cette structure, ils pensent à l'associer avec les consommateurs, lesquels sont invités à participer à une "autre relation à la terre" : apporter une aide financière en adoptant une bête, en participant aux investissements, etc.

Pour créer ce projet, ils négocient leur départ du GAEC alsacien, groupement agricole d'exploitation en commun, qui comprenait alors sept salariés, et cherchent un nouveau lieu. En 2003, à 40 ans, avec quatre enfants, une nouvelle aventure commence.

## Créer un lieu transmissible et durable

Ils n'avaient pas d'a priori sur le lieu recherché. C'est par un agriculteur local, ami biodynamiste, qu'ils apprennent qu'une ferme va être mise en vente par la Safer (2) dans la région des Baronnies, au pied des Pyrénées (3). S'il y a des terres, il n'y a qu'un immense hangar agricole moderne, neuf granges, plusieurs ruisseaux, mais aucune maison d'habitation. Avec des terrains assez pentus, aux expositions variées, avec des surfaces boisées et d'autres à l'abandon, le lieu présente une forte potentialité pour y développer une agriculture en symbiose avec la nature. Au total, il y a une trentaine d'hectares.

L'exploitation est alors achetée sous forme d'une SCI, société civile immobilière, dans laquelle ils investissent leurs



La ferme de la Coume.



Marie Clem's

La grange en chantier, future maison de la famille Thiry.

parts retirées du précédent GAEC et ils mettent ainsi une option sur l'achat de cette ferme. Ils procèdent ensuite à une recherche de capitaux auprès de sympathisants... et comme ils sont connus en Alsace, la majorité des capitaux viendra de cette région. Quand le capital est réuni, les statuts permettent la rétrocession de leurs propres parts de manière à permettre à de nouvelles personnes de s'impliquer dans le projet. A la différence d'un GFA, groupement foncier agricole, la SCI est plus souple : chacun peut prendre et revendre des parts et peut même en faire don à une association (dans un GFA, il n'y a que des individus).

Ici, l'association immobilière de la biodynamie (à Colmar) est actionnaire et peut recevoir des dons de ceux qui veulent se désengager sans revendre leurs parts (4) et accueille tout autre don lié au projet.

La SCI, propriétaire, loue les lieux à une SCEA, société civile d'exploitation agricole, dont le fonctionnement est assez proche des GAEC à la différence que cette structure est plus facilement ouverte à des investissements non-issus des personnes salariées de la structure. Le bail est un bail d'usage, c'est-à-dire que le locataire s'engage à payer l'ensemble des frais d'entretien et d'investissement dans les lieux (y compris les impôts), en échange de quoi, il ne paie pas de loyer. Ainsi la SCI est propriétaire, mais ne fait pas de bénéfices sur le dos du locataire (5).

Pour démarrer l'activité, ils louent une maison dans le village voisin en attendant de pouvoir aménager une des

granges en habitation. Ils en choisissent une en léger surplomb du hangar et la rénovent en respectant au mieux les critères de l'habitat écologique. Ils quittent leur maison au village pendant l'été 2005 et campent à côté de leur future maison encore en chantier, maison qu'ils n'intégreront qu'à l'automne.

Il y a deux autres fermes en biodynamie dans le voisinage, et l'exploitant de l'une d'elles est proche de la retraite.

Ce montage financier doit permettre à de nouveaux agriculteurs qui voudraient s'installer sur place, ou à proximité, de bénéficier d'une structure, la SCI, qui peut augmenter son capital pour acquérir de nouvelles terres et d'une structure d'exploitation, la SCEA, qui dispose du matériel et des bêtes et qui peut aussi ouvrir son capital.

A noter que l'amélioration du paysage, du patrimoine commun, des terres bénéficie en principe à la SCI et ne change pas la valeur de la SCEA.

Au fur et à mesure que des personnes se montrent intéressées en investissant dans la SCI, Benoît et Véronique peuvent rétrocéder leurs parts (importantes au départ) et dégager pour eux de nouvelles ressources... pour éventuellement les investir dans la SCEA.

(4) Cette association a vocation à gérer des biens immobiliers dans le cadre de l'agriculture biodynamique et possède ainsi également le 5, rue de la Gare à Colmar où se trouvent plusieurs associations comme le mouvement d'agriculture biodynamique, la revue *Biodynamis* ...

(5) Les locaux qui hébergent *Silence* et huit autres associations fonctionnent sur le même modèle.

## Participation au projet

Pour inciter des personnes à participer au projet, même en n'étant pas agriculteur, la ferme a été organisée pour favoriser les rencontres : des chantiers d'amélioration sont organisés régulièrement avec des visiteurs qui échangent leur travail contre l'hébergement et la nourriture. Un des premiers chantiers a consisté à mettre en place un parcours qui fasse découvrir les différentes parties de la ferme (adret, ubac, culture, prairies, maraîchage, forêts...). Une association culturelle a vu le jour pour organiser des activités artistiques avec des personnes locales. Pour cela, sous le hangar d'origine, une salle voûtée a vu le jour à la suite d'un chantier avec une personne qui a appris au groupe à faire une voûte selon les techniques afghanes. Enfin, dans la mesure du possible, la vente directe à la ferme permet de rencontrer des personnes qui, avant d'acheter, sont invitées à faire le parcours de découverte. Cette vente est complétée par la présence sur deux marchés locaux à Lannemezan et Bagnières-de-Bigorre. En été, les ventes à la ferme représentent 40% du chiffre d'affaires, moins pendant le reste de l'année. Tout au long de l'année, des paniers de légumes sont proposés à des familles locales. Une vingtaine de paniers sont actuellement distribués chaque semaine.

Benoît et Véronique bénéficient d'une bonne connaissance du monde associatif et ont su très rapidement dynamiser les relations locales. De même, ils reçoivent régulièrement des jeunes en formation ou de jeunes volontaires qui se logent dans une autre des granges et moins de deux ans après leur arrivée, la ferme fonctionne déjà bien avec un maraîchage installé sur un replat avec de grandes serres, un élevage de brebis installé dans le hangar : le troupeau comprend 70 brebis, mais



Marie Clem's

également trois chèvres et sept vaches plus cinq porcs gascons plein air défricheurs, transformés en charcuterie. De nombreux champs ont été débroussaillés, dont un à destination d'un camping à la ferme. Une opération de parrainage a permis de faire adopter 80 arbres fruitiers par des personnes qui soutiennent l'initiative. Ces fruitiers ont été placés le long des chemins, du côté sud, afin que leurs ombres portent sur les chemins et non sur les prairies. Un important compostage permet de dynamiser les cultures. Un potager permet d'assurer l'alimentation sur place. Une fromagerie aux normes permet la production de fromages.

## Recherche de réseaux

Interrogé sur sa vision de la biodynamie, Benoît insiste sur le fait que c'est une volonté de recherche permanente de sens avec la nature. Si au départ, il y a un siècle, la biodynamie a été théorisée par Rudolf Steiner, aujourd'hui chaque agriculteur mène ses propres expériences et échange ses résultats avec les autres. Il n'y a donc pas de dogme. La biodynamie est une œuvre d'imagination qui intègre les connaissances acquises en agriculture biologique, en particulier dans le domaine de la dynamisation des préparations et la réalisation des composts.

L'agriculture doit être aussi recherche de liens. Ici, du fait de l'altitude (800 m) et de l'absence de champs plats, il n'y a pas de culture de céréales : le seigle serait possible, mais il faudrait le récolter à la main. Il a donc fallu prendre contact avec des agriculteurs de la plaine de Vic-en-Bigorre. Cela s'est fait par le biais de l'association biodynamique de Gascogne qui de Bordeaux à l'Ariège fédère une quinzaine de fermes (6).

Une ferme en polyculture-élevage, reconverte récemment à la biodynamie, cherchait des débouchés supplémentaires pour ses céréales. Elle produisait surtout du maïs et du soja destinés à une coopérative céréalière. Du fait du partenariat avec la ferme de la Coume et d'autres fermes locales, elle va pouvoir diversifier ses céréales. Cela va lui permettre également de fournir des boulangers bio locaux qui faisaient venir les céréales de plus loin et répondre à une demande locale en épautre, orge, millet, blé, lentilles.

Le travail en réseau a aussi permis de rencontrer un jeune qui utilise ses vaches pour des travaux de trait. Il est venu pour aider à des chantiers de déboisement où les tracteurs n'ont pas accès.



Vente à la ferme.

Ce travail en réseau qui se veut le plus local possible a également permis la naissance d'une association de fait "Les Coquelicots jaunes" dont les activités sont extrêmement diverses (7).

Benoît pense qu'une des raisons du déclin de l'agriculture traditionnelle vient de la perte de l'échange entre paysans. L'individualisme a rendu le métier impossible, alors que l'entraide permet de dépasser ses propres limites, de s'enrichir mutuellement, de renouveler son imaginaire, de faire sans cesse de nouvelles découvertes.

## Un résultat encore fragile

La première année, une femme de la ville est venue s'installer avec eux pour essayer de créer son activité d'accueil. Elle n'a pas supporté la charge de travail. Ce n'est donc pas évident. Un jeune apiculteur rénove une grange et prépare sa pré-installation avec cinquante ruches sur la ferme. Une néo-paysanne, diplômée, développe l'atelier cochon gascon sur dix hectares de parcours en vue de rejoindre la SCEA.

Afin de redynamiser le tissu rural et répondre à la demande de produits du terroir, la ferme de la Coume aimerait concrètement pouvoir accompagner un autre jeune ayant déjà une expérience agricole et être prêt à intervenir, une ferme du voisinage étant libre depuis l'été 2005.

Alors que la SCI peut permettre de préempter régulièrement de nouvelles terres, il y a une forte concurrence avec les vacanciers, en particulier des Anglais, qui

n'hésitent pas à payer le prix fort pour s'emparer des terres. Rien qu'en 2004, trois maisons se sont vendues dans l'entourage pour des résidences secondaires : les élus laissent faire car le plus souvent, ils ne croient plus à la possibilité de trouver des repreneurs dans le milieu agricole.

En octobre 2005, la ferme de la Coume a organisé une première rencontre des petites initiatives foncières, agricoles, alternatives pour toujours stimuler l'imagination et essayer de surmonter le côté défaitiste des institutions. 25 personnes étaient présentes, impliquées dans plusieurs projets innovants, certains depuis 20 ans.

Une heure de promenade sur le sentier "pédagogique" de la ferme fait prendre conscience du potentiel énorme que l'on peut développer si l'on bénéficie d'un bon réseau et si l'on n'a pas peur de prendre des risques. A découvrir si vous vous aventurez dans les Baronnie.

MB ■

La ferme de la Coume, Benoît et Véronique Thiry, 65200 Banios, tél : 05 62 91 03 47.

(6) Association biodynamique de Gascogne, Ferme Guillot (Nauta), Saint-Arilles, 32350 Sers.  
(7) Voir article p15.



Extrait d'une fresque explicative sur le mur de la fromagerie.



## Agriculture

### Syndicats de l'agriculture biologique

Dans la plupart des départements, il existe des structures syndicales professionnelles pour la défense des intérêts de l'agriculture biologique.

- Civam Bio 09, George Estelle, Cottes, 09240 La Bastide-de-Sérou, tél : 05 61 64 01 60.
- GAB 65, Mme Ducomps, 65300 Coussan, tél : 05 62 35 40 64.

### Au pays du goût doux

Depuis 1982, cette ferme située au cœur des Pyrénées ariégeoises, est cultivée en biodynamie. Au départ, il s'agissait d'une exploitation abandonnée qui d'année en année a été restaurée. L'agriculture biodynamique essaie d'harmoniser les différents espaces qui nous entourent : physique, social et spirituel. Elle met en avant un enrichissement du sol, à partir de composts dynamisés. La ferme produit fruits et légumes qui sont transformés en purées, confitures, gelées, sirop...

- Au pays du goût doux, Geniez Nicole, domaine de Douach, 09420 Castelnaud-Durban, tél : 05 61 96 35 37.

### Producteurs bio

#### Ariège

- Harter Renate, La Vallée, chemin Saint-Amans, 09100 Escosse, tél : 05 61 67 63 94.
- Cabon Annie et Ellemeet Hugo, Guillemot, 09120 Cazaux, tél : 05 61 05 39 81.

### Association pour le maintien de l'agriculture paysanne

L'Amap est un nouveau système d'économie solidaire qui met directement en relation un agriculteur et un groupe de consommateurs. Elle favorise une agriculture paysanne locale par un lien solidaire avec la ville. Pour le producteur, en lui assurant un débouché régulier, elle lui augmente ses revenus (plus d'inventus, moins de pertes). Pour le consommateur, c'est un moyen de manger sainement à un prix abordable. Le consommateur qui devient partenaire de l'exploitation achète en début de saison une part de la récolte de la ferme. Chaque semaine, il compose son panier de fruits frais suivant la récolte du jour. Le producteur s'engage à cultiver sain, dans le respect de la nature et de l'environnement (agriculture biologique).

- Marion et Miki Le Page, ferme Bonzom, 09130 Sainte-Suzanne pour l'Amap Ramonvillose de Bonzometais. Ségolène, tél : 05 61 53 63 38. Distribution : restaurant le Pré Vert, 28, rue Jacques-Prévert, 31530 Ramonville, le jeudi de 19h à 20h.
- Fabienne Lauffert, Ticol, 09130 Durfort ; Renate Harter, La Vallée, 09100 Escosse et Sabine Leray, Les Durieux, 09350 Montfau pour l'Amap de la Lèze. Annette Caule, tél : 05 34 40 84 78 ou Annie Weidknet, tél : 05 62 72 81 13. Viandes. Distribution : cinéma Utopia, Tournefeuille, 1<sup>er</sup> jeudi du mois de 19h à 20h.

### Confédération paysanne

Le renouveau du syndicalisme passe sans doute par la pratique de ce syndicat novateur dans bien des domaines. Fortement implanté dans la société civile, ce syndicat agricole a su dépasser le corporatisme pour s'intéresser à de nombreuses questions politiques : agriculture durable, rapports Nord-Sud, questions de développement, commerce équitable, agriculture biologique, lutte contre les OGM ou la malbouffe, décroissance, etc. Prône le maintien des petites exploitations, une agriculture moins intensive, le développement de l'agriculture biologique, etc.

- Confédération paysanne, Leboeuf Didier, Saurine, 09420 Rimont, tél : 05 61 04 90 28.
- Confédération paysanne, chemin des Bourdes, 65200 Astuges, tél : 05 62 91 52 52.



- Laurent Pascal, Pédescaux, 09130 Artigat, tél : 05 61 68 58 87. *Marché à la ferme : légumes, fruits, miel.*
- La Ferme du Mignou, Chardin Antoine et Béatrice, Le Mignou 09130 Villeneuve-du-Latou, tél : 05 61 68 54 93.
- Bielsa Christiane, Goutte-Madère, 09130 Pailhes, tél : 05 61 67 33 58.
- Le Bourdaou d'Ajeou, Zim Andrea, Las Coslounques, 09140 Ercé, tél : 05 61 96 52 18. *Fromage de vache. Viandes de bœuf et de veau sur réservation.*
- M. et Mme Icart, Caroulets, 09140 Ercé, tél : 05 61 96 52 78.
- Gaec De Smidt Laurent et Nathalie, Ferme de Soula, 09210 Lezat-sur-Lèze, tél : 05 61 69 22 74.
- Steinmann Hubert, Ferme de Guilhem, 09290 Camarade-Le Mas-d'Azil, tél : 05 61 69 79 81. *Fromage au lait cru bio de vache.*



- Marboeuf Jean-Pierre, 09300 Lieurac, tél : 05 61 01 38 41.
- AVE, Alimentation viv équilibre, Shulmeister Eva, Plantemil, 09350 Deaumazan-sur-Arize, tél : 05 61 69 68 46. *Cours de cuisine bio, végétale, sans gluten.*
- Bio-collectif, Pasquier Christophe, Plantemil, 09350 Deaumazan-sur-Arize, tél : 05 61 69 68 46. *Approvisionnement des collectivités en produits bio et écologiques (cantines, restaurants, entreprises, etc.)*
- Le Jardin d'Hippocrate, Forestie Monique, Le Maleychar, 09350 Castex, tél : 05 61 69 83 64.
- La Ferme d'en les Prés, Leray Sabine et Sigaudes Jean-Pierre, Les Durieux, 09350 Montfat, tél : 05 61 60 41 75. *Élevage de bœufs, veaux, porcs gascons élevés en plein air. Découpe et transformation.*
- EARL du Lat, M. et Mme Tourrent, place Henri-Martin, 09400 Mercus, tél : 05 61 05 14 00. *Viande de bœufs, vaches et veaux.*
- Bos Jeannette et Pim, Sus Cases, 09469 Carcanières, tél : 04 68 20 45 83.
- EARL de Canterate, Fressonnet Claude et Terris Patrick, 09600 Montbel, tél : 05 61 60 18 95. *Confitures, condiments, pâtes fraîches, gâteaux, viande de porc et de bœuf ; délices de cassis pour kirs et sirops.*
- La Ferme s'égare, Dubois Benoît, Masset, 09700 Brie, tél : 05 61 67 35 92.
- Larive Anne, Au pays des Abajous, Samorthein, 09800 Bethmale, tél : 05 61 96 19 53.

### Hautes-Pyrénées

- Les Ruchers du Tourmalet, Magnès Michel, 65120 Betspouey, tél : 05 62 92 92 92. *Pollen de montagne, propolis, miels, pain d'épices, confiture au miel, encaustique...*
- Ferme bio des Esquiros, Salvia Muriel et Sallanabe Henri, 4, chemin Esquiros, 65200 Astugue, tél : 05 62 91 52 52.
- Roger Edith et Alain, chemin de la Fontaine, 65220 Trie-sur-Baïse, tél : 05 62 35 56 45.
- Gaec des Carlins, Blanchard Pascal, 65240 Aulon, tél : 05 62 39 93 59.
- Ducomps Véronique, ferme Hourcanne, 65350 Coussan, tél : 05 62 35 40 64.
- Genestin Véronique, Jean Blanc, 65530 Castelnaud-Magnoac, tél : 05 62 39 81 34.
- Marie Eric, chemin Mone, 65670 Montleion-Magnoac, tél : 05 62 99 44 30.

# Réduire ses besoins

Venant d'Alsace, Vincent et Clotilde Dameron sont venus s'installer à Tarbes après le détachement de Clotilde du ministère de l'agriculture au parc national des Pyrénées. Vincent, lui aussi fonctionnaire, travaille alors à l'ONF, Office national des forêts. Il se met alors en congé parental pour suivre sa compagne.

Clotilde découvre que si un parc naturel est joli de l'extérieur, sa gestion peut être lourde du fait des conflits internes et externes et ses moyens ne sont pas toujours écologiques (développement touristique, nombreux déplacements en

Vincent et Clotilde Dameron ont décidé d'aller vers une plus grande autonomie et multiplient pour cela les contacts locaux et l'autoproduction.

voitures diesel, héliportages en montagne, travaux sans matériaux sains...). Après un an et demi à ce poste, elle demande à se mettre en disponibilité.

Comme ils se plaisent dans la région, ils cherchent à s'y installer et découvrent les Baronnies, région de moyenne montagne, très vallonnée. Ils y apprécient le mélange diffus entre ruraux et néoruraux.

Après son congé parental, Vincent réalise quelques études sur l'effet de serre et les problèmes climatiques pour le compte d'organismes de recherche, et se penche en parallèle sur la question de l'habitat écologique. Il profite de son statut d'ingénieur pour réaliser à titre anecdotique du conseil dans ce domaine et, pour se faire la main, expérimente dans sa propre maison toutes sortes de techniques "à faibles impacts écologiques".

Comme ils peuvent bénéficier d'un certain nombre d'années de disponibilité avant d'éventuellement reprendre un poste de fonctionnaire, ils décident d'essayer d'aller vers une démarche de plus en plus autonome.

## Découverte de la vie rurale

D'un côté, ils rénovent une ancienne maison, de l'autre, ils se lancent en tâtonnant dans le jardinage et un peu d'élevage. Ils démarrent avec une quinzaine de brebis et une vache. Pour le lait, les fromages, la crème, le beurre, l'entretien de l'espace et la viande.



Une maison restaurée selon de multiples techniques de l'habitat sain.

### Lieux de vie

Après 1968, une forte critique se fait au sujet des internements psychiatriques, contre les maisons de redressement, contre la déscolarisation des enfants en difficulté. Un mouvement multiforme apparaît avec la mise en place de lieux d'accueil. En 1985, le Gerpla, Groupe d'échange et de recherche sur la pratique des lieux d'accueil, voit le jour. C'est le début d'un long processus de reconnaissance sociale. Une loi voit le jour le 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et reconnaissant les lieux de vie et d'accueil.

- Animacueil, M. Berthon, Montesquieu Avantes, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 66 21 60.
- La Canelle, M. et Mme Thibout, Baulou, 09000 Foix, tél : 05 61 65 50 58.
- Jeanne Marie Loze, Fourtane, Badassac, 09130 Pailhes, tél : 05 61 67 44 93.
- M et Mme Theunissen, Hameau de Petitai, 09130 Artigat, tél : 05 61 68 53 14.
- La Plante, M. Caubet, Mme. Demangeau, M. Pernet, Le Peyre, 09230 Mérigon, tél : 05 61 66 26 77.
- Via Brachy, M. Estrade, 09420 Espias-de-Sérou, tél : 05 61 64 59 43.
- La Maison, Mme Abdallah, quartier Les Gerbes, 65400 Arras-en-Lavedan, tél : 05 62 97 20 75.

## Education

### Crèches parentales

Les crèches parentales, bien qu'étant financées la plupart du temps par les communes, sont gérées directement par les parents. Une crèche pour les enfants est une école d'autogestion et de coopération pour les parents.

- Crèche parentale, rue de l'Hôtel-de-Ville, 09270 Mazerès, tél : 05 61 69 38 28.
- Crèche parentale Gribouille, 63, rue François-Marques, 65000 Tarbes, tél : 05 62 44 89 47.

### Pédagogie Steiner

Enseignement équilibré entre activités intellectuelles artistiques et manuelles. Respect du développement et de l'épanouissement de l'enfant.

- Ecole Chant'arize, Domaine de Porteclose 09350 Campagne-sur-Arize, tél : 05 61 69 85 60.

### Groupe français d'éducation nouvelle

Le Gfen, Groupe français d'éducation nouvelle, né en 1922, intervient en matière de recherche éducative, en formation, œuvrant pour le "tous capables, tous chercheurs, tous créateurs". Pour le Gfen, l'éducation ne passe pas que par l'école et il est tout aussi important d'apprendre la vie citoyenne que les connaissances de l'éducation nationale.

- Gfen Hautes-Pyrénées, Pierre Colin, 1, chemin Clair, 65000 Tarbes, tél : 05 62 34 03 83.

### Caravansérail

L'association Caravansérail, animée par un photographe et une architecte/artiste propose des animations dans les écoles autour de la construction de la cabane de ses rêves. Une activité qui permet la sensibilisation des enfants aux questions d'environnement, à l'agriculture bio, à l'habitat sain, etc.

- Association Caravansérail, Denise Bresciani, Vic n°1 de Liseras, 65500 Villenave-près-Marsac, tél : 05 62 31 25 33.

Très impliqués dans le milieu associatif local et plongés dans les techniques d'éco-habitat, ils ne trouvent pas toujours le temps de suivre leur jardin où la concurrence est difficile avec les plantes sauvages. De même, ils trouvent vite que la traite d'une vache deux fois par jour est pénible sur toute l'année. Alors que pour les brebis, les agneaux peuvent assurer la traite et les remplacer pendant un week-end.

Au bout d'un an, ils pensent vendre la vache quand des amis leur proposent de la partager, ce qui pourrait résoudre le problème.

La maison est complètement repensée : alors que les occupants sont traditionnellement au niveau du sol, ils sont sous le charme de la charpente et décident de s'installer dans les anciens greniers à foin. Mais comme il faut refaire la toiture, pour garder l'ancienne charpente, ils la doublent avec du bois neuf permettant de réaliser une isolation en cellulose insufflée.

Ils installent un poêle de masse au centre du salon qui avec la cuisinière assure une partie du chauffage. Des capteurs solaires thermiques sont en voie d'installation sur le toit pour être reliés à des tuyaux prévus à l'avance dans les murs.

Les murs et les planchers sont isolés de différentes manières selon les pièces : bois, laine, chanvre, paille, cellulose... La salle de bains bénéficie d'un mur de séparation décoré par des bouteilles incluses dans la maçonnerie.

Une installation photoélectrique de 22 m<sup>2</sup> est installée sur le toit et reliée au réseau avec double comptabilité de ce qui est produit et consommé. Elle produit environ 2000 kWh, ce qui devrait être suffisant à terme pour couvrir les besoins du couple... quand les capteurs solaires thermiques seront en route car pour le moment il y a un cumulus électrique pour l'eau chaude sanitaire.

Alors que la maison n'est pas encore terminée, un autre chantier a démarré : une bergerie avec ossature bois et bottes de paille. Les brebis auront aussi droit à un habitat sain.

Une partie de l'ancien rez-de-chaussée est aménagée en cellier et cave à fromage ; l'autre partie devrait à terme être aménagée pour de l'accueil d'amis, familial et touristique.

Vincent et Clotilde ne se sont pas fixé de buts précis si ce n'est d'aller vers moins de besoins et peut-être éviter de redevenir fonctionnaires au bout de leur disponibilité.

## Habitat sain

### Maisons paysannes de France

Fondée en 1965, l'association Maisons paysannes de France a pour but de sauvegarder les maisons paysannes traditionnelles, en favorisant leur entretien et leur restauration selon les techniques et les savoir-faire propres à chaque région ; de protéger le cadre naturel et humain des maisons paysannes et de leurs agglomérations ; de promouvoir une architecture contemporaine de qualité en harmonie avec les sites et utilisant des matériaux sains. Pour cela, elle cherche à mobiliser l'opinion en faveur de l'architecture paysanne et des paysages ruraux, patrimoine national que nous voulons transmettre aux générations futures.

■ Paul Garrigues, Le Calhol d'en Bas, 09300 Bélesta, tél : 05 61 01 68 46.

■ Claudine Moitoret-Daffis, Point d'accueil, 09800 Augirien, tél : 05 61 96 82 66.

### Amélioration de l'habitat

L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat dispose d'antennes dans chaque département. Cet organisme officiel intervient dans la rénovation ou la création de logements. Elle peut vous aider pour connaître les possibilités d'aides financières et est particulièrement ouverte concernant les techniques utilisées.

■ ANAH, 10, rue des Salenques, 09007 Foix cedex, tél : 05 61 02 47 12.

■ ANAH, 3, rue de Lordat, 65013 Tarbes cedex, tél : 05 62 51 41 41.

### Ecorce

Ecorce est un tout jeune réseau d'éco-construction qui se met en place dans le département de l'Ariège avec comme objectif de favoriser la mise en relation des compétences dans les domaines de l'habitat sain, de la construction, des économies d'énergie, des énergies renouvelables...

■ Ecorce, chez Claude Fressonnet, 43, place du Rumat, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 60 18 95.

### Et également

■ Ariège habitat sain, 15, avenue Jacques-Carrié, 09120 Varilhes, tél : 05 61 67 73 45. *Distributeur de matériaux sains pour l'habitat.*

■ Le jardin d'Hippocrate, Forestie Monique, Maleychard-d'en-Haut 09350 Castex, tél : 05 61 69 83 64. *Produits pour jardins bio.*

■ Marboeuf Jean-Pierre, 09300 Lieurac, tél : 05 61 01 38 41. *Produits pour jardins bio.*

■ M. Gillon, 32, rue des Pyrénées, 65150 Saint-Paul, tél : 05 62 39 77 89. *Architecte.*

■ Boitard B.E., Village, 65350 Coussan, tél : 05 62 35 03 38. *Architecte.*

■ Socli, 2, quartier Castans, 65370 Izaourt, tél : 05 62 99 33 80. *Producteur et distributeurs de chaux naturelle, de pigments, adjuvants, produits de décoration à la chaux (peintures, stuccos, etc), enduits.*

■ Eco Sud, BP 521, 65005 Tarbes, tél : 05 62 36 99 90. *Produits pour les jardins bio.*

### Habitat autoconstruit

De très nombreuses personnes choisissent d'aller s'installer dans les vallées reculées des Pyrénées et y autoconstruisent leur habitat, loin des réglementations. Cela va de la simple cabane à des maisons plus imposantes, des chalets, des zomes, des yourtes... avec souvent comme seule énergie, quelques capteurs photovoltaïques. Les habitants se méfient des visiteurs, mais il existe un site internet [archilibre.org](http://archilibre.org) mis en place par Jean Soum qui présente bon nombre de ces réalisations. Il a également publié un petit livre sur ce sujet.

■ Soum Jean, Marquet, 09130 Le Carla-Bayle, tél : 05 62 11 49 43.



Photos Jean Soum

## Plus qu'un Sel

Pour arriver à plus d'autonomie, ils sont persuadés que cela passe par les réseaux et déjà à Tarbes, ils étaient impliqués dans un Sel, système d'échange local. Mais ils en ont vite vu les limites : comme il n'y a pas assez de monde dans une telle organisation associative, le local s'est étendu à une bonne partie du département. Celui-ci étant très montagneux, cela conduit à des déplacements longs pour des résultats pas toujours cohérents.

Ils ont donc recherché comment s'impliquer dans un réseau plus local. Etant éloignés de moins de trois km de la Ferme de la Coume, ils ont donc participé au lancement des Coquelicots jaunes. Ce réseau qui ne couvre que quelques dizaines de personnes dans un rayon beaucoup plus restreint permet plus d'échanges et d'entraides (1). Ils y sont notamment très impliqués dans les conseils en éco-construction, la demande étant forte pour aller vers plus d'autonomie énergétique et une meilleure qualité de l'environnement dans l'habitation.

## Calandreta

Bien que n'étant pas du tout régionalistes, ils ont fait le choix de mettre leurs enfants dans une école occitane à Bagnères-de-Bigorre. Ces écoles, les Calandreta, fonctionnent sous contrat avec l'Etat (2). L'école de Bagnères-de-Bigorre accueille des enfants à partir de deux ans et demi jusqu'à leur entrée au collège. Ces écoles ont un statut associatif et ce sont les parents qui en assurent l'administration... ainsi que parfois le ménage à tour de rôle et un week-end collectif d'entretien en été.

Ils ont choisi cette école parce qu'elle propose une pédagogie Freinet dans des classes de petits effectifs : quinze à vingt élèves par classe. Les instituteurs y parlent en occitan au maximum, mais les enfants ont la possibilité de revenir au français si le besoin s'en fait sentir.

Vincent et Clotilde avaient déjà participé à deux crèches parentales en Alsace

et à Tarbes. Ils cherchaient une école avec des petites classes. Beaucoup de gens choisissent les écoles occitanes pour l'excellente pédagogie et non pour l'occitan... même si dans les montagnes, des conseils municipaux se tiennent encore en occitan. De fait, les enfants sont bilingues... pas les parents.

Les enfants des Baronnies ont du mal à se rencontrer du fait de l'éparpillement dans une multitude de petites vallées : on compte 26 communes, chacune ayant moins de 100 habitants et il y a 60 enfants dispersés dans dix écoles dont deux seulement dans les Baronnies. Les vieilles histoires locales et la géographie font qu'actuellement on compte quatre communautés de communes et Clotilde essaie actuellement, avec d'autres parents, de lancer un centre de loisirs sur l'ensemble des communes avec comme objectif que les enfants puissent se rencontrer malgré les différentes écoles, que les parents se rencontrent également ce qui ne peut que déboucher sur de nouvelles formes de réseaux.



Vincent Dameron.

Cet été, il y a eu deux fois trois semaines d'activité, mais cela se heurte à une multitude de problèmes administratifs... et aux problèmes de transports.

Pour diminuer ses besoins, il semble que la meilleure piste soit d'aller vers des réseaux très locaux, mais même ainsi, en région de montagne, l'automobile pèse lourd. Expérience en cours...

MB ■

Vincent et Clotilde Dameron,  
65200 Marsas, tél : 05 62 95 28 16.

(1) Voir ci-après.

(2) Il y a deux types d'écoles privées : celles qui acceptent le programme de l'éducation nationale comme ici sont sous contrat, c'est-à-dire que les enseignants sont payés par l'Etat. Les écoles qui veulent expérimenter un programme différent ne sont pas sous contrat et doivent alors payer l'ensemble des charges, c'est par exemple le cas des écoles Steiner.



Clo et Hervé Dubois-Carenzi, des passionnés de yourtes, ont lancé l'association *Amitiés Pyrénées-Mongolie, yourtes en Baronnies*, association qui propose le campement dans des yourtes. Pour le moment, il s'agit de yourtes familiales, mais une yourte de 75 m<sup>2</sup> est à l'étude pour y accueillir des ateliers et des séminaires. Outre le tourisme de passage, Clo et Hervé Dubois-Carenzi accueillent des enfants pour des séjours plus ou moins longs en lien avec l'aide sociale à l'enfance du département.

Pour donner plus de punch à leur activité, ils découvrent la possibilité d'avoir l'aide d'un "stagiaire volontaire européen". Celui-ci vient alors pendant un an sur un projet de développement local, financé par l'Union européenne. Mais cette aide a plus de chance d'être attribuée à un projet de pays qu'à un projet individuel.

Clo et Hervé prennent alors contact avec les autres initiatives alternatives locales : la ferme biodynamique de la Coume (1), Clotilde et Vincent Dameron qui ont restauré leur maison en matériaux écologiques, un artisan en feutre de laine (2), l'association équestre Sakapunta (3) afin de déposer une demande commune.

Des réunions locales sont organisées pour présenter cette opportunité et une association voit le jour : les Coquelicots jaunes.

## Entraide locale

Le Coquelicot jaune — *Meconopsis cambrica* — est une fleur assez rare en Pyrénées, présente dans les Baronnies. Il aurait été importé de Grande-Bretagne lors de migrations des siècles passés.

Les débats multiples débouchent sur un projet élargi. L'association a pour but de favoriser les échanges culturels, de savoir-faire, de vivre-ensemble. Alors que la question d'un volontaire européen est passé au second plan, elle a déjà permis de stimuler

(1) Voir page 8.

(2) Florence et Luc Verdoux, 65200 Marsas, tél : 05 62 95 46 69.

(3) Sakapunta, quartier Peyrehitte, 65200 Lies, tél : 05 62 95 17 70.

## Ecoles occitanes

■ *Ecole Calandreta*, chemin de pic,  
09100 Pamias, tél : 05 61 60 58 08.

■ *Ecole Calandreta*, 2, rue de l'Ayguerôte,  
65000 Tarbes, tél : 05 62 51 50 27.

■ *Ecole Calandreta*, rue Alphonse-Cazes,  
65200 Banières-de-Bigorre,  
tél : 05 62 91 19 95.

# Les Coquelicots jaunes

Dans les Baronnies, au pied des Hautes-Pyrénées, l'association Les Coquelicots jaunes entend favoriser l'entraide entre personnes.

de nombreuses initiatives déjà plus ou moins en place localement comme des commandes groupées pour les produits bios et écolos auprès de coopératives d'achat permettant de bénéficier de prix de gros et de limiter les transports individuels ; la mise en place d'un système de prêt du matériel agricole ou de bricolage en recensant ce que chacun avait déjà, ce qui permet d'éviter de multiplier les achats ; tenue régulière de chantiers collectifs dans le domaine agricole et de l'éco-habitat en autoconstruction lors de week-end. Le chantier se termine par des discussions et débats autour de sujets variés.

Plusieurs personnes ayant manifesté des dons pour le théâtre et la musique, l'association a également mis sur pied un groupe qui assure des bals folks et une

troupe de théâtre qui a joué sa première création pendant l'été 2005.

Individuellement, le temps manquait, collectivement, on gagne en efficacité et les échanges de savoirs sont nombreux.

Par exemple, à la ferme de la Coume, un chantier collectif a permis la réalisation d'une fresque expliquant comment on fabrique le fromage, toutes les colorations étant tirées de pigments trouvés localement dans le sol. Chez Clotilde et Vincent, la technique des sols en terre battue a été mise en place par le piétinement des danseurs... lors d'une fête organisée dans la nouvelle bergerie.

**Individuellement, le temps manquait, collectivement, on gagne en efficacité et les échanges de savoirs sont nombreux.**

sus, ce qui ne veut pas dire à l'unanimité (tout le monde est d'accord, mais que l'on comprend le sens commun de la décision).

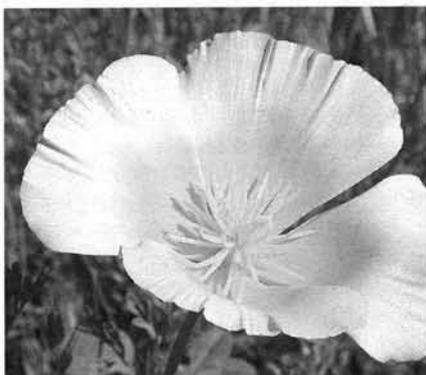
Chacun propose des activités et ainsi, par exemple, certains ont suivi pendant huit mois, à raison d'un soir par semaine, un cours d'espéranto. Ils ont débattu des possibilités des biocarburants et des possibles limitations de la voiture (très difficile en montagne !) avec peut-être le recours au covoiturage et à des vélos électriques... Du covoiturage se fait pour aller chercher

les enfants à l'école ou pour aller au marché. Pour les autres usages, c'est difficile.

Si cette structure semble dynamique, selon ses initiateurs, c'est essentiellement que, contrairement à certains Sel, il s'agit là d'une entraide qui se met en place sur une zone géographique restreinte permettant des rencontres répétées, sans avoir à gérer d'importants déplacements. Un système d'échanges encore plus local.

MB ■

Clo et Hervé Dubois-Carenzi,  
Dévathcot, 65200 Banios, tél : 05 62 95 36 08,  
www.yourtes-chambres.com



## Fonctionnement allégé

Alors que dans les Sel, systèmes d'échanges locaux, il y a une comptabilité des échanges, ici, c'est informel, il n'y a pas de comptabilité.

Une dizaine de familles, soit près d'une vingtaine de personnes se retrouvent ainsi dans ce réseau d'échanges dont les statuts ont fait l'objet de larges débats : action locale mais sans frontière, pas de hiérarchie mais quand même des règles de fonctionnement, décision au consen-

## Vacances

### Accueil paysan

Accueil paysan est un réseau national qui s'est mis en place autour d'une charte prévoyant pour les paysans qui font de l'accueil en ferme la volonté d'échanger avec les vacanciers dans un esprit convivial et de partage des savoirs-faire. Le siège d'Accueil paysan est à Grenoble. Voici les adhérents de l'Ariège et des Hautes-Pyrénées.



- Rigaux Philippe et Céline, Les Bourriès, 09140 Seix, tél : 05 61 04 85 84. *Gîte et chambre paysans.*
- Village de Marc, 09220 Auzat, tél : 05 61 64 83 86. *Gîte paysan.*
- La Ferme d'Hector, Violaine Bérot et Bertrand Thuillier, Belloc, 09160 Betchat, tél : 05 61 66 47 50. *Chambre paysanne.*
- Bohin Nathalie, Meyer François, La Fitte, 09230 Fabas, tél : 05 61 96 41 32. *Camping paysan.*
- Haras Picard du Sant, Savignol Jean-Louis, Les Peyroutets, 09230 Lasserre, tél : 05 61 66 65 34. *Chambre paysanne.*
- Vergers de Sésame, Duran Michèle et Eric, Caoué de Coume, 09290 Le Mas-d'Azil, tél : 05 61 69 99 56. *Chambre paysanne.*

- Thouzery Michel et Michèle, Le Paquetayre, 09300 Montferrier, tél : 05 61 03 06 29. *Gîte paysan.*
- Ferme de Losque, Maria Christina et Bunschoten Martien, Losque, 09420 Castelnaud-Durban, tél : 05 61 96 39 17. *Chambre paysanne.*
- Mainson Pistoulet, Sombrin Cathie, quartier Cuhour, 65130 Bulan, tél : 05 62 39 03 49. *Chambre paysanne.*
- Belocq Marie-Thérèse, 6, rue des Platanes, Quartier Monlôo, Dumoret, BP 352, 65203 Bagnères-de-Bigorre, tél : 05 62 95 41 47. *Chambre paysanne.*

### Et également

- Domaine de l'Eglantière, Ariès Espenan, 65230 Castelnaud-Magnoac. *Centre de naturisme.*

**D**e même qu'en adaptant les techniques modernes à l'agriculture biologique, on peut obtenir de bons rendements, on peut, en utilisant les acquis de l'agriculture motorisée, obtenir des outils performants avec la traction animale.

Tout commence en fait avec l'arrivée du tracteur après-guerre. Des professionnels de l'agriculture doutent du bénéfice qu'apporte le recours à une machinerie lourde qui permet certes de cultiver de plus grandes surfaces, mais qui coûte extrêmement cher. Parmi eux, Jean Nolle, dès 1944, alors agriculteur, se met à créer des outils alternatifs. Il développe une technologie adaptée pour ne pas avoir à recourir à l'endettement : des machines que l'on peut fabriquer et entretenir soi-même. Participant à un programme d'aide au développement en Casamance (Sénégal) dans les années 50, il comprend vite que la question se pose également dans les autres pays : quand une machine tombe en panne, le paysan devient esclave du système industriel. Il reprend alors des études d'ingénieur mécanicien et va parcourir le monde pour essayer d'alerter les paysans sur le piège que représente le machinisme lié à une agriculture intensive et à des emprunts. Il fera des missions dans 72 pays. S'il est souvent entendu dans les pays du Sud, il faudra attendre les années 70 et l'arrivée de la pensée écologiste pour que l'on recommence à s'intéresser au machinisme agricole adapté à la traction animale en Europe. C'est alors l'époque d'une intense réflexion sur les "technologies appropriées", c'est-à-dire des technologies favorisant l'autonomie de l'agriculteur et non sa dépendance à un système commercial.

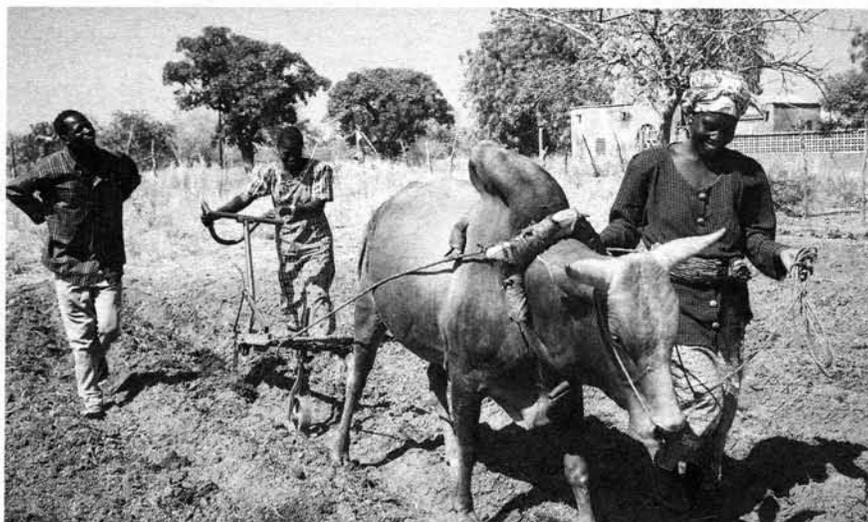
## Naissance de Prommata

En 1991, Jean Nolle vient présenter ses réflexions et ses innovations technologiques à des paysans ariégeois. Dans un département où la désertification rurale est à l'œuvre et n'est combattue que par l'arrivée de néo-ruraux, ces derniers, qui cherchent des solutions allant vers plus d'autonomie, sont conquis par ce qu'il présente et décident de lancer une association pour la promotion d'un machinisme moderne agricole à traction animale, ce sera Prommata.

En 1993, l'association bénéficie de la venue de nombreux jeunes venus dans la région pour la rencontre Ecotopia organisée localement par le Mille-Pattes (1) pour tisser des liens au niveau international. Jean Nolle meurt cette année-là.

# Promotion de

**Tracteur ou cheval ? Même avec un pétrole bon marché, le bilan énergétique de la mécanisation de l'agriculture posait problème. Si le pétrole devient rare, nul doute que l'avenir est le retour à la traction animale... Prommata prépare l'avenir en adaptant les techniques modernes à cette traction animale.**



Prommata  
Labour.

En 1994, la commune de Rimont, entre Foix et Saint-Girons, leur loue les locaux de l'ancienne gare où ils installent des bureaux et un atelier de fabrication métallurgique. Ils bénéficient de l'héritage du matériel de Jean Nolle et commencent un travail de recherche spécifique adapté à la traction animale. Les membres de l'association, agriculteurs pour la plupart, deviennent des expérimentateurs sur le terrain.

Au fil des années, des liens se créent avec des paysans du Sud et des demandes spécifiques d'outillage leur sont faites qui nécessitent des études sur le terrain pour connaître les ressources locales et toujours penser l'autonomie de l'utilisateur.

A partir de 1998, Prommata est agréée comme organisme de formation. En 2001, Prommata rejoint la fédération nationale des Civam (2). Ils passent une convention avec la région Rhône-Alpes pour une mission d'évaluation à Madagascar. La même année, ils sont également invités à partici-

per à la mise au point d'un outil avec des structures ukrainiennes.

En 2002, une importante mission démarre au Burkina Faso pour mettre en place une formation portant sur la fabrication, l'utilisation et l'entretien de tels outils. Mission qui s'est poursuivie jusqu'à cette année.

L'association compte aujourd'hui 350 adhérents dans toute la France, souvent en lien avec le maintien d'une tradition de la traction animale : dans le maraîchage en Bretagne, en zone de montagne... L'association s'autofinance à 80% et dispose actuellement de six salariés dont cinq en contrats-aidés. Il y a deux postes administratifs et quatre qui se partagent le suivi du travail en atelier (Philippe), la formation et les démonstrations (Patrice), la communication et le lien avec les adhérents (Valérie) et le service conservatoire qui cherche à collecter l'histoire de la traction animale (Jojo).

Actuellement, un équipement pour un agriculteur revient à moins de 1000€, ce qui évite d'avoir à faire des emprunts pour s'équiper. Il est aussi possible d'adhérer à l'association pour 15€ à 30€

(1) voir page 42.

(2) Fédération nationale des Civam, 39, rue de Bretagne, 75003 Paris, tél : 01 44 54 27 70.

# la traction animale



et d'obtenir les plans et de réaliser ses outils en autoconstruction : le but de l'association n'est absolument pas commercial. Autour des salariés, on compte des administrateurs bénévoles, souvent agriculteurs, et des formateurs, certains étant administrateurs, qui sont rémunérés pour de la formation et lors des voyages d'études.

## Le choix de la qualité

L'association a grossi sans publicité : elle répond à une demande et progresse par échanges de savoirs entre paysans adhérents qui proposent souvent eux-mêmes des améliorations qui sont ensuite testées dans la ferme-vitrine.

A l'arrivée, il y a la volonté de proposer des outils légers, autoconstructibles, interchangeables facilement à partir d'un seul porte-outils, à moindre coût, économes dans le travail, ayant un bon rendu agricole et respectant au mieux le sol. Il ne s'agit pas de revenir avant le tracteur, mais de profiter des améliorations techniques apportés en même temps que celui-ci pour les adapter à une autre démarche.

Prommata ne gère pas la question du rapport à l'animal. Les outils sont adaptables au niveau de l'attache aussi bien à des chevaux que des bœufs, des ânes ou des zébus.

Progressivement, la question de la qualité est devenue importante dans le secteur agricole. Si on peut penser à l'agriculture biologique, ce n'est pas le seul domaine où le cheval est en train de revenir. On en voit de plus en plus dans les vignobles où une association y fait la promotion du cheval de trait : *Trait de génie* (3).

## Autonomie au Sud

Le travail dans les pays du Sud se fait toujours par une demande de groupes du pays. Des missions exploratoires sont faites alors par Prommata pour connaître les modes de culture, les matériaux disponibles. Il s'agit de former des personnes à la réalisation d'un matériel qui assure ensuite l'autonomie de l'agriculteur et non pas d'apporter des outils tout faits.

(3) Traits de génie, Le Biadet, 82340 Donzac, tél : 05 63 95 86 68.

(4) Héritage du travail de Pierre Rabhi dans les années 80.

Au Burkina Faso, où il a fallu cinq voyages pour déterminer exactement ce qu'il était possible de faire, il a ainsi fallu s'assurer du métal disponible (beaucoup de récupération), éviter les alliages difficilement réparables, respecter les tailles de barres d'acier disponibles...

Au Burkina, la formation pour le matériel est associée aux méthodes de cultures à partir du compostage, très développé dans ce pays (4).

Si pour le moment, c'est la bio et la recherche de qualité qui a porté la question de la traction animale, dans les pays du Sud, la question de la montée du prix du pétrole devrait vite devenir un argument important.

## Tracteurs et hélicoptères

Des contacts ont eu lieu avec des paysans des pays de l'Est, notamment en Roumanie où la traction animale est encore bien présente. Mais il y a un problème psychologique important : les agriculteurs roumains ne rêvent que de gros tracteurs et pour le moment, les échanges portent sur l'endettement des paysans ici et leur incapacité à se désendetter.

Cette question psychologique liée au "grosse machine veut dire gros progrès" est aussi majoritaire ici, même si des syndicats comme la Confédération paysanne ne tiennent plus ce discours.

Le tracteur, comme la voiture, est perçu comme un instrument de liberté. Alors qu'il faut s'occuper des bêtes tous les jours, on peut — en théorie — laisser le tracteur sous un hangar et partir en vacances. Mais comme pour la voiture, cette liberté a un prix à payer et provoque un endettement énorme. Un endettement tel que même lorsqu'une réflexion est menée, certains paysans n'arrivent plus à se sortir du système dominant.

Passer à la traction animale nécessite une "reconversion" et pose clairement la question de l'individualisme : en ayant des animaux de trait en commun à plusieurs, il devient possible d'avoir des vacances sans dépendre des coûts du tracteur.

Ce n'est pas un hasard si l'association a pu se développer en Ariège : la moitié de la population est néo-rurale, donc déjà en recherche de plus d'autonomie, plus de lien social. C'est aussi un territoire pentu

où le tracteur a toujours eu du mal à passer. Le débardage de bois sur les pentes des montagnes a toujours été maintenu avec des animaux de trait... même s'il y a actuellement des tentatives à partir d'hélicoptères. Les animaux se révèlent compétitifs contre les hélicoptères dans un autre domaine : celui de l'alimentation des bergers en estive. Les hélicoptères ne devraient pas résister à la montée des prix du carburant.

## Une demande de plus en plus forte

Des CFPPA, Centres de formation professionnelle pour adultes, qui ont commencé à intégrer des formations pour l'agriculture biologique demandent maintenant des modules de formation en traction animale. La démarche est liée pour le moment à une recherche de qualité et d'autonomie principalement. Pas encore au prix de l'énergie.

Cette redécouverte de la traction animale arrive au bon moment car après trente ans sans presque aucune promotion de ces techniques, il y avait un risque de perte des savoir-faire.

La reconnaissance par les Civam et les CFPPA ouvre un chemin... que l'on parcourra de préférence avec un animal.

MB ■

Prommata, La Gare, 09420 Rimont, tél : 05 61 96 36 60, site : [www.prommata.org](http://www.prommata.org)



Désherbage.

# Le 22 à Anères

Depuis une dizaine d'années, l'association Remue-méninges a redonné vie à la petite commune d'Anères en y rouvrant un bar associatif et en y organisant différentes manifestations culturelles. Enthousiasmant !



Marie Clem's

Pendant des années, Didier et Françoise ont voyagé à l'étranger, Didier assurant la logistique de missions pour *Vétérinaires sans frontières*. Lorsqu'en 1997, ils décident de revenir s'installer en France, ils arrivent à Anères, un village des Hautes-Pyrénées, dans la vallée de la Neste. Un village de 150 habitants dont une trentaine à la maison de retraite. Le père de Françoise est né ici et elle y venait passer ses vacances. Ils pensent alors se lancer dans un élevage d'autruches. Ils apprennent que la dernière licence IV du village (qui autorise les débits de boissons) est à vendre. Avec deux amis, eux-aussi anciens de *Vétérinaires sans frontières* et de *Médecins sans frontières*, ils décident de racheter la licence (5000€) en espérant pouvoir l'utiliser dans un projet culturel. Pour que cette licence reste valable, il faut qu'elle serve au moins une fois par an une journée ou bien une fois tous les trois ans pendant au moins une semaine, cette obligation étant fixée par les services de douanes.

La licence étant en désuétude depuis déjà pas mal de temps, il y a nécessité de l'utiliser vite. En août 1997, ils décident

alors d'organiser sous forme de fête un *Café du village* et la mairie prête pour cela la salle des fêtes pendant un mois. Didier prend un statut de commerçant pour assurer le débit de boissons.

Pendant ce premier mois, le café sert des boissons et propose des brochettes d'autruche en dégustation (ce qui était un moyen de tester l'idée de l'élevage d'autruche !). Deux spectacles sont organisés : un de jonglage, un de marionnettes et des repas ouverts à tous sont organisés. Beaucoup de monde participe.

Cela provoque une polémique dans le village entre ceux qui apprécient l'idée de la fête et ceux qui critiquent le choix du lieu : une licence privée ne devrait pas, selon eux, servir dans un lieu public. Cela leur vaut leur premier article : "Le café qui divise". Il est des débuts plus faciles.

Même si le maire a bien soutenu, se pose la question de la poursuite de l'activité en dehors de la salle des fêtes. Juste à côté de celle-ci, il y a une ancienne maison en vente, pas en très bon état, mais assez grande pour y accueillir un café et d'autres dépendances. C'est une ancienne cordonnerie abandonnée depuis quarante

ans. Les trois amis du départ se décident alors à monter une SCI dont le capital est réuni grâce à un emprunt bancaire, à hauteur de 60€ de remboursement mensuel pour chacun. Le lieu sera à eux en mai 1998.

Entre-temps, ils ont lancé le projet d'une association qui serait locataire des lieux et qui assurerait le fonctionnement du café et d'activités culturelles autour de ce lieu. En novembre 1997, l'association *Remue-méninges* voit le jour. Dix-huit personnes participent à l'assemblée générale constitutive.

Pour pouvoir lancer des activités culturelles pendant l'été, ils lancent un appel à 400 personnes de leurs connaissances, personnes locales ou plus éloignées. L'appel est entendu et permet à l'association de disposer d'une base financière de près de 5000€. Cela permet de réaliser l'assainissement des lieux confié à une entreprise et de faire tous les travaux nécessaires par eux-mêmes assez rapidement et pour pas cher en utilisant au maximum des matériaux de récupération. La SCI loue alors les locaux à l'association selon un bail d'usage : pas de loyer, mais obligation de prendre en charge tous les frais liés au local.

Le 21 juin 1998, le *Café du village* ouvre pour la fête de la musique. La soirée donne des envies aux présents qui dans un moment de rigolade proposent d'instaurer une soirée le 22 de chaque mois en faisant un jeu de mots rappelant un vieux sketch de Fernand Raynaud,

**Proposer des activités ouvertes à tous et laisser à chacun la possibilité d'en proposer. Profiter des savoirs de chacun et saisir les opportunités des relations que l'on pouvait avoir.**

comique des années 60, "Le 22 à Asnières". L'idée séduit et depuis cette date, il se passe toujours quelque chose le 22 au *Café du village*.

## Faire sortir les gens de chez eux

L'idée de départ était modeste : faire sortir les gens de chez eux, sachant qu'il n'y avait plus de lieu de rencontres dans le village. Pour cela, il fallait proposer des activités ouvertes à tous et laisser à chacun la possibilité d'en proposer. Il s'agissait de profiter des savoirs de chacun et de saisir les opportunités des relations que l'on pouvait avoir. Le résultat est éclectique : on obtient tout un panel d'activités qui vont de la fête de la pomme (en octobre) ou du cochon (en janvier) à la tenue d'un festival du film muet en lien avec *Arte*. Tout fonctionne bénévolement avec l'aide de Paulo, seul salarié ayant bénéficié d'un emploi aidé. Tous les spectacles sont en "entrée libre", c'est-à-dire que chacun donne ce qu'il veut, ce qu'il peut, afin d'éviter une sélection par l'argent. Les repas sont assurés par des bénévoles, tous les artistes acceptent de venir avec une rémunération "au chapeau". Ce fonctionnement assure grosso-modo un équilibre financier.

## Marchons de nuit

Se succèdent ainsi tout au long de l'année du théâtre de rue, du théâtre, des concerts, des projections de films, de la danse contemporaine, du jazz, et depuis quelques années l'opération "Marchons de nuit" le 22 août. Cela avait commencé en 2000 par un "marché de nuit" avec des stands artisanaux et un vide-grenier à partir de 20 h. La deuxième année, un violent orage tombe dès la première heure



Spectacle des "Ribouillot".

provoquant un repli rapide des exposants dans le café où une fête est improvisée qui va durer jusqu'à 5 heures du matin. L'idée du marché est alors abandonnée et remplacée dès l'année suivante par un "Marchez de nuit", toujours le 22 août, avec un itinéraire d'environ 1 km dans le village avec de-ci, de-là, des animations : installation artistique, conte, danse... C'est compter sans le sens de l'orthographe de la presse qui annonce la soirée comme "un marché", ce qui ramène des visiteurs tout étonnés de découvrir qu'il faut... marcher. Pour éviter cela, l'année

### En 2006

Dimanche 22 janvier : Pêle porc, partage du boudin.

Mercredi 22 février : Carnaval

Mercredi 22 mars : printemps de contes

Samedi 22 avril : fête du pain

### Et également :

Du 15 au 17 avril : tournage d'un court-métrage, en oir et blanc et muet à Anères.

Du 31 mai au 4 juin : 8<sup>e</sup> festival d'Anères.

suivante, en 2002, la soirée du 22 août trouve son nom actuel "Marchons de nuit". La dernière édition en 2005 a réuni près de 200 personnes qui ont déambulé dans le village jusqu'à minuit : découverte des originalités du lieu, création locale et fenêtres décorées par les habitants. Le groupe de personnes — de 6 à 90 ans — qui se déplace a ainsi pu découvrir du trapèze, une rétro-projection, une descente de ski sur une pente glacée (en août !), un numéro de dressage de cheval, des sculptures en matériaux de récupération, et une œuvre de peinture réalisée par le lancement d'œufs d'autruche remplis de peinture à partir d'une catapulte géante.

## Films muets

Un passionné de cinéma muet, Sylvain Airault, organise, dans un bar associatif, *Le Limonaire*, à Paris, des projections de films muets accompagnées d'un pianiste comme cela se faisait à l'époque (1). Or son ami pianiste était originaire de la région. Lorsque l'association *Remue-méninges* décide pour la première fois de passer un film muet le 22 août 1998 sur un écran tendu devant le café, le pianiste, en vacances, leur propose d'assurer l'accompagnement. C'est le début d'une grande histoire.

Sylvain Airault, le projectionniste, propose en fin de soirée de pérenniser cela sous forme d'un festival annuel. Les locaux en acceptent le principe sans plus y réfléchir. Mais le passionné ne perd pas son temps et début 1999, il revient et propose un festival clé en mains : il a déjà monté un pré-programme, a déjà cherché des sources de financements et se propose d'amener la matériel nécessaire. Les "Remue-méninges" sont sous le charme

(1) Le Limonaire, 21, rue Bergère, 75009 Paris, tél : 01 45 23 33 33.



Concert de jazz au café.

et l'aventure peut commencer quand Sylvain Airault décroche une bourse de 5000€ auprès du Mécénat Carrefour qui, à ce moment, aidait des projets culturels, sociaux ou environnementaux (2). La date du festival est discutée : il est choisi de le tenir le week-end de Pentecôte, donc en dehors des vacances scolaires, pour éviter que cela soit squatté par les touristes et pour que cela reste un événement surtout local. Le premier festival se déroule donc en 1999 et bénéficie alors d'aides de la région et du département. Par la suite, ils bénéficieront d'une aide de plus en plus importante de la Drac, Direction régionale des affaires culturelles (le ministère de la culture), de l'Europe, puis de différents organismes liés au cinéma... et enfin d'un partenariat avec la chaîne de télévision Arte qui projette également des films muets.

Des liens se créent aussi avec d'autres festivals de films muets à l'étranger, ceci étant facilité par le support : pas de problème de traduction pour les échanges de films ! Des échanges ont ainsi lieu avec un festival en Aragon (en Espagne, de l'autre côté des Pyrénées) et avec Bologne (Italie). Le festival d'Aragon a la particularité de travailler sur des films contemporains et chaque année un film en provenance de leur sélection est projeté à Anères. Un partenariat a été mis en place avec une école du film de Toulouse.

Dans un premier temps, les séances se tiennent dans la salle des fêtes... qui, malgré ses 400 places, se révèle trop petite. Depuis trois ans maintenant, un chapiteau est monté pour recevoir des concerts et un bon millier de personnes assiste au festival. Celui-ci s'est étendu à la journée avec "causerie" dès 11 h du matin, feuilleton à midi, courts métrages à 14 h, puis films longs à 17 h, 21 h, avec pour respirer entre les deux, un concert à l'heure du repas. Le festival est devenu une activité à part entière, avec une association indépendante depuis 2001, mais avec presque les mêmes personnes. Pendant le festival, le *Café du village* assure repas et boissons.



Didier.

Marie Clem's



DR

Animation pendant la fête du pain.

Depuis deux ans, les jeunes du village ont créé leur propre festival *Le super 8* dans une seconde salle, en lien avec des collèges du voisinage où en 2005 ont été tournés deux courts-métrages qui ont été présentés à l'occasion.



Marie Clem's

Chantal.

Martine qui aide aux cuisines est enchantée de voir son village s'ouvrir ainsi et reconnaît que tout cela n'a été possible que parce qu'ils ont su se lancer dans l'aventure avec une bonne dose d'inconscience. Elle apprécie le fonctionnement sans hiérarchie où l'on s'appuie sur les savoirs de chacun. Jean-Louis a l'impression de ne participer à rien et pourtant d'aider à tout : "on m'appelle, je viens"... avec sa caisse à outils. Chantal, originaire de Paris, qui s'occupe de garder la mémoire de l'association, apprécie la mise en avant de la recherche de relations entre les personnes, sans cet esprit marchand que l'on retrouve dans d'autres initiatives. Et tous apprécient Didier pour ses grandes capacités d'accueil.

(2) Ce mécénat n'existe plus aujourd'hui.

A partir de 2002, devant l'ampleur que prenait le festival, il a été décidé de ne plus grandir, afin que l'organisation reste au niveau du village. Pour cela, le choix a été fait de diminuer la communication en la restreignant à un niveau plus local. L'absence du lundi de Pentecôte en 2005 les a plutôt aidés : il n'y a pas eu de baisse du nombre de visiteurs, mais cela a effectivement pénalisé ceux qui viennent de loin. Ces derniers sont des passionnés du cinéma.

Si le festival est subventionné par de multiples partenaires, *Remue-ménages* reste totalement autonome : les prix modestes du *Café du village* lui assurent son auto-financement. Avec le temps qui passe, il y a toujours quelques personnes grincheuses qui trouvent que cela "envahit le village", mais le fait qu'il n'y a pas de nuisances fait qu'avec le temps, c'est plutôt la fierté d'avoir un village vivant qui domine. Un remue-ménages que chacun peut faire là où il se trouve.

MB ■

*Remue-ménages*, Café du village, 65150 Anères, tél : 05 62 39 79 38, <http://festival.aneres.free.fr>

## Quelques fêtes

- **Faites de l'environnement.** Fin mai à Mirepoix. Association Pays de Mirepoix environnement, 43, place du Rumat, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 60 18 95 ou 05 61 68 78 96.
- **Ariège en bio,** mi-octobre à Saint-Lizier. 60 exposants. Civam bio 09, Cottes, 09240 La Bastide-de-Sérou, tél : 05 61 64 01 60.
- **Foire bio.** Début juin à Tarbes. GAB 65, 12, rue Pedebidou, 65190 Tournay, tél : 05 62 35 27 73.

# Terre de couleurs

Derrière un festival de musiques du monde,  
une volonté d'aller vers une démarche  
plus écologique du spectacle.

Tout démarre à Sainte-Croix-Volvestre, une commune du nord de l'Ariège (et donc au sud de Toulouse) où un groupe d'amateurs de musique décide en 1993 de faire un festival. Pour sa première édition, il est axé sur un mélange entre la musique occitane et la musique tibétaine, profitant de la présence d'un groupe de moines tibétains dans la région et d'une chanteuse locale occitane Rosina de Peyre. Le premier festival s'appelle "Terra de colors".

Dès la deuxième année, il s'oriente vers les musiques actuelles et les musiques du monde. Une association se met en place "Sainte-Croix s'éclate" et le festival prend la forme actuelle de "Festival de musique du monde" avec la venue de Zebda, d'un groupe martiniquais, de reggae, Manu di Bango, de groupes espagnols, africains...

Pendant une dizaine d'années, le festival se tient au centre de Sainte-Croix-Volvestre et il grossit, provoquant de plus en plus de problèmes d'intendance, bloquant la vie du village et la circulation. La mairie finit par décider d'interdire la tenue du festival sur sa commune en 2003.

La maire d'une commune voisine, Daumazan-sur-Arize, prend alors contact avec les organisateurs et propose de venir s'installer sur des terrains communaux. C'est un déménagement difficile et un tournant politique.

## Virage et engagement politique

Déménagement difficile car le terrain prêté est complètement nu et qu'il faut tout repenser pour l'organisation. L'association décide d'élargir le festival à une démarche en lien avec l'économie solidaire. Plusieurs organisateurs du festival étant impliqués par ailleurs dans des associations sociales et/ou écologiques, c'est un défi qu'ils relèvent avec enthousiasme. Tout un travail est alors fait pour que le festival devienne plus "soutenable". Les buvettes donnent la priorité aux producteurs locaux pour la bière, le café arrive du Chiapas par une filière de commerce

équitable, des verres sont fabriqués en plastique dur lavables pour éviter la production de déchets (1). Le terrain étant nu, ils font le pari d'être le premier festival entièrement équipé en toilettes sèches, ce qui nécessite un travail d'information sur leur fonctionnement : les 10 000 festivaliers sur trois jours s'y adapteront sans aucun problème.

Ils engagent également une réflexion sur les choix musicaux : le festival propose essentiellement des groupes peu connus soit de jeunes groupes locaux (la moitié de la programmation), soit des groupes venus d'un peu partout et qui ne se sont jamais produits dans la région, voire jamais en France. Ils refusent la pratique des têtes d'affiche systématique. Le nouvel espace étant immense, le festival s'ouvre à de nouvelles formes artistiques : théâtre de rue, démonstration de capoeira (2), animations diverses. Une multiplicité des buvettes permet aux visiteurs de découvrir l'alimentation biologique, l'alimentation végétarienne, un salon de thé indien.

La mise en place d'un chapiteau de l'économie solidaire avec les associations de la région a été réalisée avec le soutien de la Maison de l'économie solidaire de Toulouse (3) avec stands et quatre conférences-débats. Un thème est fixé chaque année pour assurer une certaine rotation des associations présentes.

Il y a d'autres chapiteaux avec concerts gratuits, cirque, cinéma... Afin de favoriser la venue de tous, les prix sont calculés au plus juste : 2€ par jour pour l'entrée sur le site (gratuit pour les habitants de la commune), ce qui donne accès à tous les lieux sauf le grand chapiteau où ont lieu les grands spectacles et où il faut en plus payer entre 18€ et 23€. On ne s'étonnera pas de voir que la plupart des publicités présentes dans le programme sont des publicités pour la bio, le tourisme vert et d'autres activités de l'économie solidaire. Le lien entre tout cela est résumé dans la présentation du festival : "la beauté du monde n'a d'égale que sa diversité".

## Partenariat et bénévolat

L'organisation de ce festival d'importance repose sur l'implication de tout un réseau associatif et des nombreux bénévoles de ces associations. Ainsi, la régie technique des scènes est assurée par Art-Cade (4), une association avec laquelle Terre de couleurs partage des locaux et avec laquelle il y a une mutualisation des moyens (accueil commun, matériel en commun...). Les chapiteaux sont amenés

(1) Les verres étant aux couleurs du festival, les organisateurs ont constaté avec amusement que de nombreuses personnes les collectionnent... ce qui en fait finalement une source de financement puisqu'ils sont consignés à un prix supérieur à celui de leur fabrication.

(2) La capoeira, importée du Brésil, est entre la danse et les arts martiaux.

(3) Maison de l'économie solidaire, Adepes, 73, chemin Mange-Pommes, 31520 Ramonville-Saint-Agne, tél : 05 61 73 04 86.

(4) Art-Cade, place communale, 09230 Sainte-Croix-Volvestre, tél : 05 61 04 69 27. Dispose d'une salle de concert sur place.



Dominique Hauser

L'entrée du festival.

par la Compagnie de Bals, une autre association dont le siège est à Pailhès (5). D'autres associations aident pour la décoration, d'autres assurent une partie des événements... Le festival mobilise environ 270 bénévoles pendant trois jours, la plupart venant de moins de 50 km. Ils sont déjà une douzaine à se retrouver pendant presque un mois : quinze jours avant, trois jours pendant, dix jours après. Une estimation a été faite : le festival représente 17 000 heures de travail bénévole !

Pendant le festival, il y a huit salariés : la sécurité civile obligatoire pour la circulation automobile et la surveillance des lieux.

Terre de couleurs n'a qu'un seul salarié à l'année, Arnaud, en contrat-emploi jeune, qui assure différentes tâches : repérer les groupes musicaux, collecter des CD pour les faire entendre aux bénévoles de l'association, organiser la venue des groupes sélectionnés, éventuellement assurer le contact avec d'autres festivals pour mutualiser les frais de la venue d'un groupe lointain et assurer ainsi une tournée, assurer la communication autour du festival.

Arnaud reçoit l'aide de certains bénévoles, professionnels du milieu, qui par leur métier sont présents sur d'autres festivals et lui signalent des groupes à entendre et éventuellement à contacter.

L'association a un budget de 175 000 €. Elle tire entre 75 et 80% de son financement du festival et des activités qui y sont liées, le reste vient de subventions. Rares sont les festivals aussi peu subventionnés. Malgré des prix extrêmement bas et de nombreuses activités gratuites, ils arrivent presque à boucler leur budget ainsi. L'une des ressources complémentaires vient de la nourriture vendue pendant le festival : les stands sont tenus par des bénévoles et proposent essentiellement des produits locaux. C'est le plus gros travail des bénévoles : rien



Dominique Haussier

que pour eux et les artistes, cela représente déjà 4000 repas !

Malgré cela, en 2004, il a fallu faire face à un trou financier qui a été comblé en partie par un concert de soutien pendant l'année.

## Vers un éco-hameau ?

Le choix a été fait de communiquer essentiellement localement. Le public varie selon les heures, familial en journée, plus jeune en soirée. Il revient d'année en année et plus de 70% viennent de la région. Beaucoup ont connu le festival par le bouche-à-oreille et viennent autant pour la musique que pour l'ambiance conviviale.

Le nouvel espace depuis 2003 permet d'accueillir un "festival off" avec des compagnies de passage qui peuvent disposer d'une bonne visibilité sur le lieu et qui sont payées "au chapeau". Les groupes

présents dans les autres lieux (grand chapiteau, chapiteau Cantina, chapiteau cirque...) sont payés eux de manière classique au cachet.

La taille de ce nouvel espace permet de développer ainsi plus d'activités autour de la musique et a permis de franchir le cap des 10 000 entrées en 2004.

Au fur et à mesure des années, pour ne pas trop grossir, les quelques grosses pointures sont délaissées au profit de musiques inconnues du public. C'est la notoriété du festival et la fidélité du public qui en font le succès... un travail de longue haleine qui permet un plus grand partage entre tous, une implication locale, beaucoup d'entraide... et évidemment beaucoup de musiques.

Tout ceci a fait se créer un réseau amical. Le maire de Daumazan et d'autres ont lancé un projet d'éco-hameau pour appuyer d'autres démarches écologiques au niveau local. René Bielak, vice-président de *Terre de couleurs*, est également l'un des animateurs de l'association *Renova*, une association de sauvegarde du patrimoine fruitier (6). Il étudie avec le maire comment associer ce projet d'éco-hameau avec la mise en place sur des communaux prêts en bail emphytéotique, de vergers conservatoires. Un appel à participation à cet éco-hameau a été lancé lors de l'édition 2004 du festival.

MB ■

*Terre de couleurs*, Maison des associations, 09230 Sainte-Croix-Volvestre, tél : 05 61 66 34 62, [infos@terredecouleurs.com](mailto:infos@terredecouleurs.com)

(5) Compagnie de Bals, Bals-le-Vieux, 09130 Pailhès, tél : 05 61 67 55 50.

(6) Fédération Renova, 12, champ de Mars, 09350 Daumazan-sur-Arize, tél : 05 61 60 27 71.



Dominique Haussier

## Culture

### Rivages

Rivages, Réseau interassociatif du val d'Adour pour la gestion de ses énergies et de son environnement, est un collectif d'une vingtaine d'associations sur le territoire du pays val d'Adour (Hautes-Pyrénées et Gers) qui soutient ses membres dans leur développement par de la mise en réseau, par la communication, l'information, la formation, les centrales d'achats, le matériel commun et des projets communs...

■ Rivages, Maison des associations, 1 bis, rue du Château, 65500 Artagnan, tél : 05 62 31 88 59.

### Associations côté Hautes-Pyrénées :

■ Art Païs, 16, rue du Sajat, 65700 Lafitole, tél : 05 62 96 01 90. *Mise en valeur de la richesse et du professionnalisme de créateurs des métiers d'art. Développement de la complémentarité des métiers et des matériaux.*

■ Cour'téchelle, Village, 65700 Sombrun, tél : 05 62 96 06 97. *Sophrologie, relaxation et gestion du stress enfants, adolescents et adultes.*

■ Evad, Editions du val d'Adour, librairie Mouchet, 65500 Vic-en-Bigorre. *Maison d'édition associative dont le thème de prédilection est le val d'Adour.*

■ RéCréation, 2, rue Gaston-Dreyt, 65000 Tarbes, tél : 06 72 77 19 51. *Favoriser la création et l'expression grâce à l'animation d'ateliers itinérants tout public. Musique, chant, théâtre, maquillage, contes, photos...*

■ Théâtre les Sept chandelles, place de la Libération, 65700 Maubourguet, tél : 05 62 96 03 30. *Le théâtre Les Sept chandelles est une association installée dans le canton de Maubourguet depuis 1995. Son but est de promouvoir le théâtre en milieu rural. Elle participe à la création, l'élaboration et la représentation de spectacles amateurs.*

### Catharsis production

Catharsis production s'intéresse aux pratiques alternatives. Elle a produit différentes vidéos, entre autres :

■ **Ecoconstruction**, recueil de six courts-métrages : *Ecocentre en formation* - 30mn, Stagiaires et formateurs construisent six maisons bioclimatiques à l'Ecocentre du Périgord : terre crue, terre cuite, paille, OSB, chaux/chanvre, zome. *Ma songerie aux murs d'Opale* - 14mn Construire sa maison en paille en Ariège et s'initier au Feng Shui. *La maison bioclimatique de Patrick Charmeau* : ingénieur, Patrick Charmeau a entièrement conçu et construit sa maison bioclimatique, sa station d'épuration en lagunage, son potager. *La force tranquille du chanvre/chaux et de la paille* - 10mn. Une auberge en colombages et chanvre/chaux et une maison en paille en Ariège et les conseils de Flop aux auto-construiteurs. *Films techniques* (terre crue, enduits terre, terre

## Les Troubl'amours

Depuis 1998, les Troubl'amours proposent flamenco, chansons traditionnelles et chansons engagées aux enrégés comme aux plus doux.

Autour de la famille Ferrari (Emmanuel, voix et accordéon ; Simon, voix, saxophone et hautbois ; Silvain, accompagnement photographique ; Pascale et Anna, compositrices), on retrouve Eric Chafer, au tuba et à la contrebasse, et Bruno Bernès, aux percussions, pour un groupe musical qui revendique en premier lieu d'être vagabond. Ils veulent n'appartenir qu'à un seul Etat, l'Etat d'esprit, un "hypoétique Etat" où la musique exprime les sentiments et les ressentiments. Au-delà de sages chansons d'amour, des textes plus engagés nous expliquent ce désir de ne plus s'associer à notre société de consommation.

"*Consummons, sommions nous de consommer sauvons la société (...)* Euros, disquettes et CD Rom, je consomme dès qu'il me sonne, entre deux sommes dans ma cité je sauve la société" Plus rien n'est gratuit dans ce monde de marchandise et même les rats doivent aller chercher leur bouffe au supermarché jusqu'à ce que "Les rats ont tous péri écrasés par les prix".  
Reste les pigeons...

Ils essaient d'associer leur musique avec une démarche cohérente dans la vie de tous les jours. Leur deuxième CD *Air Tadjiguin* a été élaboré, en 2004, lors d'un lent voyage vers le sud de l'Italie, financé par des spectacles de rue ou de salles, puis enregistré là-bas, avant un retour vers les Pyrénées. Ce CD est présenté dans un remarquable petit livre d'une cinquantaine de pages avec des photos prises pendant le voyage, le tout sur papier recyclé pour respecter les arbres. La troupe essaie au maximum de jouer en musique acoustique, c'est-à-dire sans recours à l'électricité, par choix de la qualité du son, du respect de l'auditeur, mais aussi par souci d'économiser l'énergie.

Engagés dans différentes associations culturelles, sociales et écologiques, ils s'expriment souvent dans la rue, voire au sein même des manifestations. Laissez-vous ensorceler, la poésie vous aidera à penser autrement le monde. Partez sur les routes, jusqu'en Tadjiguin.

■ Troubl'amours, 19, impasse Dizac, 65000 Tarbes, tél : 05 62 51 37 72.



Photos extraites du CD "Air Tadjiguin".

copeaux) - 21mn. *Tout est bon dans la filière chanvre* - 10mn. Démonstration de rue sur les bienfaits du chanvre à Biocybèle.

■ **L'an 01**. 12 minutes. Pour le 1<sup>er</sup> mai 2001, les réseaux alternatifs ariégeois décident d'organiser à Verniolle une journée positive de réflexion pour changer la réflexion sociale. Environ 200 bénévoles montent, sans subvention publique, sept chapiteaux dans lesquels un public très nombreux assiste à des concerts, des pièces de théâtre, des débats et des ateliers créatifs libres et gratuits. La Joyeuse, monnaie parallèle imprimée pour l'occasion, permet de payer la nourriture tandis que les syndicats organisent leur manifestation rituelle qui vient se disperser sur le lieu.

■ **Quand la terre s'affaire**, 10 minutes, La Safer est un organisme sous tutelle de l'Etat qui a le monopole de l'attribution des terres mises en vente. A Rouget, en Ariège, 16 hectares se libèrent et deux candidats se proposent : l'un est un gros exploitant qui possède plus de 100 hectares, l'autre un groupement foncier agricole de quatre fermiers, dont un jeune agriculteur en cours d'installation, deux en voie d'installation hors norme et un agriculteur déjà en place cherchant à étoffer sa ferme de 9 hectares. Qui va l'emporter ?

■ Catharsis production, Bragat, 09240 Suzan, tél : 05 61 04 49 40.



L'écocentre du Périgord, présenté dans le film vidéo "Ecoconstruction".

## Culture

### Cinéma Art et essai

- Salle communale, 09420 Castelnaud-Durban, tél : 05 61 05 05 50.
- Centre culturel, 18, avenue Charles-de-Gaulle, 09000 Foix, tél : 05 61 05 05 50.
- Le Casino, 2, rue René-Cassin, 09300 Lavalenet, tél : 04 68 51 30 01.
- Espace culturel André-Malraux, 14, rue Vidal-Lablache, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 68 81 44.
- Salle Max Linder, hôtel de ville, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 04 03 27.
- Centre François-Mitterrand, avenue Paul Joucla, 09400 Tarascon, tél : 05 34 09 88 87.
- Casino, 65400 Argelès-Gazost, tél : 05 62 90 08 55.
- Le Maintenon, rue Alfred-Rolland, 65200 Bagnères-de-Bigorre, tél : 05 62 90 08 55.
- Le Méridien, route de Pau, 65420 Ibos, tél : 05 62 90 08 55.
- Le Lalano, 65220 Lalanne Trie, tél : 05 62 90 08 55.
- Le Palais, square du Charles-de-Gaulle, 65100 Lourdes, tél : 05 62 90 08 55.
- Cinévic, place du Corps-Franc-Pommiès, 65500 Vic-en-Bigorre, tél : 05 62 33 74 00.

### Espéranto

La langue internationale de l'espéranto a été inventée il y a plus d'un siècle par le docteur Zamenhof. Parce qu'elle est construite sans exception et qu'à chaque son correspond une seule écriture, la langue internationale peut devenir demain une langue universelle complémentaire des langues régionales. Elle peut s'apprendre beaucoup plus vite que l'espagnol, la langue actuellement en plus fort développement et bien sûr bien plus vite que l'anglais et ses très nombreuses exceptions que les Etats-Unis essaient d'imposer comme langue commerciale.

**espéranto**

- CEEA, Cercle d'études espérantistes de l'Ariège, Kinou, L'Equi-Table, place Duthil, 09000 Foix.
- CEEA, Mairie, 09340 Verniolle.
- CEEA, chez Edwige Portes, 24, avenue Halte, 09340 Verniolle.
- CEEA, chez Claude Fressonnet, 43, place du Rumat, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 60 18 95.
- CEEA, chez Monique Garrigues, Le Moulin, 09600 Limbrassac.
- Foyer de culture internationale Hejmoj, Balagué, 09800 Balaguères, tél : 05 61 04 70 66.

### Les Chocolats blancs

L'association *Les Chocolats blancs* est née en 2000 et regroupe des musiciens qui se sont lancés dans la découverte de la musique traditionnelle africaine et l'ont cuisinée à la sauce "chocolats", c'est-à-dire en réécrivant les rythmes pour les intégrer à notre oreille européenne. La recette : prenez des djembés, entourez-les de dum-dums, saupoudrez-les de notes de saxophone, avec un zeste de didgeridoo, quelques pincées de djabara, des gouttes de bâton de pluie, le tout parsemé de petites percussions diverses. Les Chocolats blancs se dégustent aussi sur fond de contes pour petites et grandes oreilles. Servez très chaud...

- Les Chocolats blancs, Ruffié, 09000 Foix, tél : 05 61 64 06 37 et 05 61 03 60 29.



## Pipototal

Pipototal (Potentiel d'interventions publiques d'œuvres théâtrales ou thématiques à ambition ludique) a été fondé en 1989 par Philippe Geffroy, artiste pluridisciplinaire et créateur d'allégories mécaniques naïves. La compagnie intervient en déambulation urbaine, ou pour des expositions, avec une ou plusieurs allégories mécaniques animées par des acrobates, comédiens, musiciens, ... Pipototal c'est avant tout de la poésie mécanique déambulatoire !

- Pipototal, BP 5, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 68 61 61.

### Et également

#### Ariège

- Ici ou là, 15, rue Paul-Delpech, 09000 Foix, tél : 06.10.05.22.19. Ici ou là est un collectif d'auteurs de photos, vidéo et édition. Il est actuellement composé de quatre personnes : Sandrine Bartels, Benoît Goudaillier, Eric Cavanhac et Olivier de Robert. Ici ou là a pour principale vocation de faire la promotion du terroir local par les moyens audiovisuels.
- Camera au poing, Les Pierronnettes, 09000 Ganac, tél : 06 81 38 10 52. Depuis 2000, l'association *Camera au poing* mène des ateliers vidéo dans les établissements scolaires, avec le milieu associatif et les secteurs enfance et jeunesse.
- Culture 09, BP105, 09007 Foix, tél : 06 30 04 51 75. *Culture 09* est une association de promotion et valorisation des artistes située à Foix. Créée en avril 2004, elle a pour principale vocation de faire connaître et reconnaître les talents du département de l'Ariège (sans être toutefois exhaustif). Elle vise à fédérer les associations et les différents événements du département. Ainsi, elle a lié un partenariat avec *Festiv'art* pour la partie arts plastiques en 2005 à Foix. Malgré la diversité des disciplines au sein de sa structure, c'est vers l'audiovisuel qu'elle se dirige avec un projet de télévision locale en Ariège.
- Antenne collective, 2, impasse des Pyrénées, 09100 Villeneuve-du-Paréage. *Projet de télévision de proximité participative* lancé en 2001. L'objectif, outre la naissance d'une chaîne locale, est d'apporter un outil d'expression aux Ariégeois à travers des programmes réalisés avec des néophytes et des espaces de débats. Pour permettre à une large population de s'approprier cette télévision, le projet prévoit la création préalable d'un centre de ressource audiovisuel.
- Cirque La Cabriole, Le Fort, 09600 Montbel, tél : 06 08 24 01 31. *Cirque de rue qui se déplace en roulotte. Numéros en duos ou en solo. Ateliers pour les enfants.*
- Compagnie Carapace, Le Fort, 09600 Montbel, tél : 04 68 69 34 03. *Spectacle et performances de feux, jongleries et acrobaties.* ■ Ateliers des arts actuels de l'Ariège, Le Pape, 09600 Dun, tél : 05 61 67 80 35. *Promotion des arts actuels en Ariège. Actions créatives, pédagogiques, informatives ou festives, tout en favorisant le partenariat inter-associatif, l'interdisciplinarité artistique et l'utilisation des nouvelles technologies multimedia.*

- Les Têtes en l'air, Le Château, 09700 Justiniac, tél : 05 61 67 86 14. *Compagnie de théâtre et de cirque, ée e, 1993, spécialisée dans les techniques d'acrobaties aériennes : corde volante, corde lisse, élastiques, trapèze.*
- Association ExpresArt, Alto café, rue principale, 09800 Illartein, tél : 06 25 09 10 09. *Animations culturelles en milieu rural : expos, concerts, conférences philo, ateliers d'écriture...*

- Spectacles de grands chemins en vallées d'Ax, Ax-Animation, La Résidence, 6, avenue Théophile-Delcassé, 09110 Ax-les-Thermes, tél : 05 61 64 38 00. Depuis 1998, deuxième quinzaine de juillet, musique, arts de la rue, théâtre, cirque et cinéma.



- Ariège communication vidéo, Mairie, 09800 Augirein, tél : 05 61 66 04 64. Depuis 1999, l'association *Ariège communication vidéo* s'est donné pour mission de préserver et de mettre en valeur les richesses et la mémoire du département. Cette équipe de vidéastes naturalistes produit des magazines audiovisuels et des documentaires conçus pour être des outils au service de la prévention et du développement durable.

#### Hautes-Pyrénées

- Thot'M, l'atelier d'écriture, 1, chemin Clair, 65000 Tarbes, tél : 05 62 34 45 93. *Centre permanent d'écriture, ateliers d'écriture et de création, rencontres littéraires, débats avec les auteurs.*
- Musiques d'Amérique latine, place du 14-Juillet, 65130 Capvern-les-Bains, tél : 05 62 39 08 09. *Festival en août.*
- Les Baladins de Pétronille, atelier-théâtre, 1, place de la Mairie, 65500 Pujol, tél : 05 62 31 28 02. *Créations, élaborations, représentations et promotions de spectacles culturels et artistiques en milieu rural et pour tout public.*

# Dix ans de Résistances

Ce festival de films, né à Foix en 1996, se tient début juillet. Une démarche dynamique pour donner de l'écho aux luttes d'hier et d'aujourd'hui et pour inciter le spectateur à venir échanger, débattre et progresser dans ses démarches.

Le festival *Résistances* n'a que dix ans, mais ses racines sont beaucoup plus anciennes. Cela commence en 1962, lorsque Louis Lecoin, ancien résistant, militant anarchiste et pacifiste, fait une grève de la faim, en pleine guerre d'Algérie, pour demander le droit à l'objection de conscience. Il obtient alors de la part du général de Gaulle la mise en place d'un statut pour les réfractaires à l'armée.

## Dans le mouvement communautaire

Ce premier statut est extrêmement restrictif et comme il n'est pas question de laisser visibles les objecteurs, ceux-ci doivent faire un service civil au sein de l'ONF, Office national des forêts. Les premiers objecteurs se retrouvent à vivre ensemble dans des cabanes forestières perdues dans les montagnes des Alpes, du massif Central et des Pyrénées. Alors qu'aux USA, le mouvement hippie lance la mode des vies communautaires, en France, les objecteurs commencent à inviter leurs amis dans ces lieux retirés et initient les premières communautés françaises qui prendront leur envol après les manifestations de mai 68.

Marc Saracino est alors un jeune commercial qui va d'hôtel en hôtel dans le sud-ouest de la France. Au gré d'une rencontre, il passe une nuit dans une de ces communautés. Il y dort peu, passant ses nuits à refaire le monde, prend conscience de l'absurdité de son métier, le lâche et en 1967, participe à sa première expérience communautaire. En 1968, il est sur les barricades à Paris, avec l'espoir que cela débouche sur une remise en cause du système et un retour à la



nature. Il revient vivre dans une communauté près de Toulouse, avec des objecteurs et des étudiants, avant de choisir de vivre dans la montagne ariégeoise où il existe des vallées entières à l'abandon.

## Remises en question

Le mouvement communautaire expérimente alors des modes de vie radicalement différents : sexualité libre, paternité collective... et publie à tour de bras, nationalement dans *La Gueule ouverte* ou dans *Actuel*, plus localement dans des revues comme *La lettre de la montagne*, *Hyper-utopie* ou encore *Les manuscrits de Broucaillou*.

A la suite d'une scission dans la communauté, une trentaine partent à Paris où ils ouvrent un squat au 19, rue des Envierges qui va vite accueillir plus d'une centaine de personnes.

Les autorités essaient de casser le mouvement par tous les moyens et il faut vite mettre en place un service d'ordre pour éjecter des dealers venus de

la préfecture. Le squat accueillera aussi les premiers éléments d'Action directe ce qui provoquera de nouvelles divergences sur les méthodes. Cette vague communautaire post-68 disparaît avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Beaucoup en sortent meurtris et déçus.

Dans les années 80, Marc Saracino passe dans l'enseignement, puis dans le syndicalisme. Il s'engage dans une aide aux sans-papiers au moment des premiers charters Pasqua. Des problèmes de santé l'incitent à quitter Paris. Il revient alors, en 1995, dans la vallée où il vivait en communauté.

## Lutter autrement

Il tire le constat que l'affrontement militant au quotidien ne permet pas, seul, d'arriver à quelque chose. Il cherche alors comment défendre les mêmes idées, mais d'une autre façon. Sa compagne, Catherine Dubuisson travaille dans le milieu du cinéma. Ils débattent alors de la possibilité de créer un festival de films ayant une portée politique, qui dénonce l'oppression de la société et qui permette aux spectateurs de découvrir ce que leur cachent soigneusement les médias dominants. *Résistances* va ainsi voir le jour en 1996 sous forme associative. L'association organisatrice s'intitule *Les Amis du film en Ariège*.

## Pré-programme pour 2006

La prochaine édition, en juillet 2006, devrait s'articuler autour des quatre thèmes suivants :

- *L'argent sale* avec la question des paradis fiscaux, les ventes d'armes et comment cet argent sale contrôle les médias pour qu'on n'en parle pas.
- *L'art d'ignorer les pauvres* : comment les pauvres deviennent de plus en plus invisibles dans la société, en particulier localement, alors qu'ils sont de plus en plus nombreux.
- *Voitures contre nature* : la voiture fait en France plus de morts chaque année que le conflit en Irak... alors pourquoi ne parle-t-on que de l'Irak ? Comment l'industrie automobile tient les médias par la publicité. D'autres modes de transports sont-ils possibles...
- *La politique une source d'espoir ?* avec une présentation des films de Guy Debord, chef de file des Situationnistes.

Pour Marc Saracino, "le cinéma est le média le plus important au niveau planétaire, mais c'est aussi le média le plus manipulateur, ce que le capitalisme a très bien compris en produisant des films dits à grand spectacle". L'objectif de Résistances, c'est d'utiliser le même média mais en opposition et de faire se rencontrer des personnes ayant les mêmes préoccupations, que ce soit l'écologie, le social, les droits de l'homme, la biodiversité, le régionalisme...



Conférenciers devant le château de Foix.

Le festival travaille par grandes thématiques et autour de films, propose de multiples débats. Pas question de seulement voir de l'image. Quand la lumière se rallume, les personnes, qui sont souvent sur le même questionnement, engagent le débat, parfois en présence du réalisateur, souvent avec des animateurs politiques ou associatifs. Rien à voir avec la télévision ou le cinéma. A la télé, le film fini on va se coucher. Au cinéma, on rit et on pleure ensemble, mais on n'échange rien. Ici, il faut mettre des mots sur l'émotion liée au film, relier cela avec ses pratiques au quotidien (pour Marc Saracino, c'est cela l'écologie : la recherche de cohérences), échanger, converger ou diverger... Chaque débat est un moment très fort. Il y a des soirées où tout le monde s'engueule : les animateurs, les organisateurs, le public...

## Au delà du festival

L'association *Les amis du film en Ariège* mène également un travail au niveau département en recensant les films réalisés par des Ariégeois ou tournés dans le département — une cinquantaine actuellement. Elle tient également à jour un annuaire des professionnels du cinéma au niveau départemental. Enfin, elle met en place des formations en produisant des courts-métrages réalisés avec des jeunes du département.

Marc Saracino, 65 ans aujourd'hui, n'a pas de vérités à promouvoir. Il a suffisamment connu d'échecs dans sa vie pour apprendre à relativiser. Il n'est pas sûr de grand chose, mais espère que le festival, en permettant la rencontre autour de thèmes liés à des luttes, peut aider chacun, chacune à progresser.

## Le festival trace sa voie

Marc Saracino est très influent dans le choix des thèmes — quatre principaux par an —, mais il ne suffit pas d'en proposer, il y a tout un travail autour du thème à réaliser pour voir ce qui existe dans le domaine cinématographique. Les thèmes sont donc débattus dès l'automne, puis communiqués à différents distributeurs de films. Ceux-ci envoient alors ce qu'ils pensent pouvoir correspondre aux thèmes et les animateurs du festival commencent alors un long travail de sélection : environ 400 films sont visionnés et une centaine seront retenus.

La première année, le festival a réuni environ 4000 personnes à Tarascon, dont beaucoup du milieu du cinéma, et pas mal de Parisiens. Depuis, il a réussi son implantation au niveau local, s'est déplacé à Foix et la dernière édition a réuni plus de 15 000 personnes dont 30% viennent du département, 50% de la région, le reste de Paris et de la Catalogne.

Des collaborations se sont mises en place avec *Ariège-image* pour diffuser des films en parallèle au festival un peu partout dans le département. Chaque soirée ainsi organisée propose deux films : un film local et un film du festival. En 2005, le film *Le cauchemar de Darwin* a eu le plus de succès avec 160 personnes à Ax-les-Thermes. Le festival bénéficie de subventions de la région, du département, de l'Europe, mais depuis le retour de la droite au gouvernement, les subventions du ministère de la culture et de la DRAC ont été supprimées. Un partenariat a été mis en place avec le généralitat de Catalogne et une partie du festival présente chaque année des films sur les luttes en Catalogne.

Le Festival est l'occasion de la tenue d'un village associatif où l'on rencontre les médias militants, des associations, des librairies et des éditeurs locaux ou nationaux...

(1) Notamment en partenariat avec L'Equitable présenté page 36.

En dix ans, l'association a recueilli ainsi plus de 1500 copies de films et un projet de cinémathèque est en discussion pour rendre accessible ces films au public (1).

Foix devient ainsi chaque été un bouillon de cultures, un lieu de confrontations, un endroit où l'on peut s'enrichir au contact des autres et où l'on fait mentir l'adage "sage comme une image".

MB ■

*Résistances*, 24, avenue Charles-de-Gaulle, BP 162, 09004 Foix cedex, tél : 05 61 05 13 30, [www.cine-resistances.fr](http://www.cine-resistances.fr)

## Librairies

- Le bleu du ciel, 15, rue Victor-Hugo, 09100 Pamiers, tél : 05 61 60 02 79. *Esotérisme, santé, écologie...*
- Porterie Saint-Norbert, 12, rue de la Châtaigneraie, 65130 Laloubère, tél : 05 62 56 97 49. *Librairie généraliste et alternative.*
- Autres termes, 10, rue Daleas, 65200 Bagnères-de-Bigorre, tél : 05 62 95 09 18. *Librairie généraliste présentant un important rayon de livres sur l'écologie.*



- Pyrénéiste, 28, place de la République, 65400 Argeles-Gazost, tél : 05 62 97 18 25. *Tout sur la montagne, randonnée, nature.*

## Médias

- Ferri Jean-Yves, Le Pech, 09000 Saint-Pierre-de-Rivière, tél : 05 61 65 47 97. *Edition BD.*
- Association Radio Transparence (Foix, 93.7 et 107 Mhz, Pamiers, 95 Mhz, Saint-Girons, 97.3 Mhz), 4, rue du Mercadal, 09000 Foix, tél : 05 61 65 50 00. *Radio qui prend son temps.*
- Oxygène FM (Pamiers : 94.2 Mhz), MJC, place de Verdun, BP 54 09102 Pamiers cedex, tél : 05 61 60 08 09. *Radio généraliste, info locale, reportages, histoire régionale.*
- Fréquence Luz (Argeles-Gazost, 104.2 Mhz, Luz-Saint-Sauveur, 99.6 Mhz), maison de la Vallée, place Saint-Clément, 62120 Luz-Saint-Sauveur, tél : 05 62 92 38 38.
- Barousse Fm (Barbazan, 93.2 Mhz), Association pour le développement des moyens de communication culturels et sportifs, 20 bis, rue Nationale, 65370 Loures-Barousse, tél : 05 62 99 30 37. *Radio généraliste, infos locales, libre expression, vie associative, musique de tout genre.*
- Radio Val-d'Adour (Maubourquet, 88.6 Mhz), centre Multimédia, BP 25, 65501 Vic-en-Bigorre, tél : 05 62 31 62 62.

# Rififi et médiation

L'association ARP, Association ressources pédagogiques pour une culture de non violence, a mis au point un spectacle qui permet au public de bien comprendre "comment régler sans violence ses conflits quotidiens".

En 1997, plusieurs femmes se retrouvent pour proposer chacune des ateliers : expression par les arts plastiques, danses en cercle, relaxation, jeux coopératifs, écoute et communication... Elles répondent ainsi à un appel de Prix Nobel pour une promotion de la culture de non-violence lancé par l'ONU pour la décennie 2001-2010. Elles décident de créer l'association *Agir pour des relations de paix* (ARP) qui devient vite *Association de ressources pédagogiques pour une culture de non-violence*, des personnes ayant signalé que de parler directement de paix semble être une raison de blocage au niveau des administrations qui craignent les sectes.

En 1999, trois de ces femmes participent à la création d'un spectacle de clowns qui initie les enfants aux premiers secours (avec le concours de secouristes de la Croix-Rouge). Malgré la durée du spectacle, les enfants ne décrochent pas, à la fois amusés et sérieux : ils découvrent avec fierté qu'ils peuvent secourir d'autres enfants ! Enthousiasmées par l'efficacité de la formule, ces trois femmes décident de s'en inspirer pour créer un spectacle de sensibilisation à la gestion non-violente des conflits. Entre temps, l'une d'entre elles, Claudine Aillaud, a poursuivi sa formation dans ce domaine au Cun du Larzac (1) et à Génération médiateurs (2), association qui a lancé en France la médiation des conflits par les pairs, entre enfants, dans les établissements scolaires. C'est ainsi qu'en avril 2000, naît le spectacle *Rififi et médiation*.

Ce spectacle est en continuelle évolution, en fonction des réactions des différents publics, avec une recherche de simplification. Il a déjà été joué plus de cent fois. Il est destiné à des enfants du primaire et une version "maternelle" peut être jouée pour les enfants à partir de 4



ans. Le spectacle dure une heure et s'il commence à être bien connu dans la région Midi-Pyrénées, il n'est pas local et peut être joué n'importe où... pour le moment, jusqu'à Clermont-Ferrand.

Les trois clowns qui le jouent actuellement, Elisabeth Grimm, Pierre Moryousef et Claudine Aillaud, sont des formateurs et proposent aux équipes éducatives des formations pour soutenir des projets de prévention de la violence, en partenariat avec le Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées qui propose d'autres outils tels qu'une mallette pédagogique (3).

## Les quatre étapes de la médiation

A travers des scènes de dispute entre les clowns, les spectateurs, pris à témoin et interpellés, apprennent peu à peu comment mener une médiation. Ainsi après une dispute, Claudine arrive comme médiatrice avec une valise d'où elle sort un tapis de la paix, un micro, des panneaux expliquant les étapes à suivre. Les deux personnes acceptant de s'asseoir sur le tapis de la paix, elles peuvent parler dans le micro. Première étape : chacune

## Paix

### Mouvement de la paix

Le Mouvement de la paix est né en 1949 dans la mouvance communiste, pour s'opposer aux guerres, à l'arme nucléaire et soutenir une forme de relations internationales fondées sur la justice, la démocratie et la coopération entre les peuples. Il agit pour le désarmement, en particulier nucléaire, mais



aussi contre la production et les transferts d'armements, pour la réduction des budgets militaires.

- Comité Ariège, Philippe Makowsky, 10, rue François-Truffaut, 09000 Foix, tél : 06 64 89 27 26.
- Comité Hautes-Pyrénées, Dany Allaire, 13, rue de la Victoire, 65000 Tarbes, tél : 05 62 33 05 06.

### Et également

- Génération médiateurs, Claudine Aillaud, 09000 Serres-sur-Arget, tél : 05 61 65 28 78.
- Man, Mouvement pour une alternative non-violente, Mangeart Rémy, route de Foix, 09130 Pamiers, tél : 05 61 68 50 41.
- Union pacifiste, Vincer Ozanam, maison Artigues, 65200 Saulagnets.

(1) Cun du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62 33. C'est là que *Silence* a fêté ses vingt ans.

(2) Génération médiateurs, 39, rue des Amandiers, 75020 Paris, tél : 01 56 24 16 78.

(3) Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, tél : 05 61 78 66 80.

# Village écolo

fait le récit de ce qui s'est passé. Deuxième étape : chacune explique ce qu'elle ressent. Troisième étape : chacune explique ce dont elle a besoin. Quatrième étape : comment arriver à une solution gagnant-gagnant. Les spectateurs proposent eux-mêmes des solutions.

Après une nouvelle dispute, les acteurs demandent deux volontaires pour essayer de franchir les quatre étapes. Ils choisissent alors un garçon et une fille, plutôt vifs, parmi ceux qui se sont exprimés auparavant. Claudine quitte alors la scène, laissant les enfants observer ce qui se passe entre les deux acteurs-clowns.

## Sortir de l'impuissance face à la violence

Le spectacle veut transmettre plusieurs messages : tout d'abord que les conflits sont nombreux et que c'est normal qu'il y ait des conflits, ils font partie de la vie. Ensuite qu'il est possible de chercher à résoudre ces conflits : la valise peut servir pour n'importe quel conflit du moment qu'on respecte son mode d'emploi et que les protagonistes sont d'accord pour tenter cette démarche.

Au-delà, ce spectacle rassemble aussi les adultes spectateurs pour lancer et dynamiser leur projet de prévention de la violence : il facilite l'adhésion et l'implication de chaque membre de l'équipe éducative, quel que soit l'initiateur du projet (centre de loisir associé à l'école, école, parent d'élève, commune, communauté de communes...). L'association ARP a, en retour, recueilli plusieurs témoignages d'une nouvelle dynamique plus apaisée après leur passage.

## Elargir les possibilités

Le spectacle a été conçu pour des enfants du primaire. L'association travaille à une version plus adaptée aux collégiens, en reprenant les techniques du théâtre de l'Opprimé mises au point par Augusto Boal (4), avec l'appui du Théâtre sans frontières (5). Une équipe de clowns qui ne demande qu'à venir vous faire rire dans votre établissement.

MB ■

ARP, Lux, 09000 Serres-sur-Arget, tél : 05 61 65 28 76.

(4) Théâtre de l'Opprimé, 78, rue du Charolais, 75012 Paris, tél : 01 43 45 81 20.

(5) Théâtre sans frontières, 37 bis, rue Roquelaine, 31000 Toulouse, tél : 05 61 62 26 26, <http://tsf.opprime.free.fr>

En Ariège, l'arrivée de très nombreux néo-ruraux fait qu'ils sont majoritaires dans les communes dès que l'altitude s'élève. Alors plutôt que de créer des écovillages, on assiste aujourd'hui à l'apparition de villages gérés par des écolos. Exemple à Montagne, près de Foix.

**D**ominique Masset est depuis le début 2005, maire de Montagne, une commune d'une cinquantaine d'habitants. Ce nom ne doit pas vous être inconnu : Dominique Masset est l'une des trois personnes ayant fait le jeûne contre l'EPR en juin et juillet 2004 (1). Comment un militant peut-il devenir maire de sa commune ?

## Recherche de sens

Né en 1952 dans le Pas-de-Calais, Dominique Masset est d'abord un révolté : chahuteur au collège, encarté à l'extrême-gauche à 15 ans. Perturbateur pendant son service militaire, il y restera plus longtemps que prévu : les jours de cachot se rajoutant au service militaire.

En 1974, il bénéficie d'une amnistie qui met fin à sa lutte au sein de la grande muette et décide de partir faire la route. Il vivra un temps au Maroc, partira en Inde en stop, traversera ce pays à pied pendant six mois... pour découvrir que l'on peut aussi voyager en soi sans se déplacer. De ces voyages, il tire une certaine philosophie de la vie et décide alors de venir s'installer dans les Pyrénées.

En 1985, il trouve un terrain à Montagne et s'installe comme apiculteur bio... au moment où arrive le varroa, un parasite qui détruit les essaims et provoque une baisse importante de la production de miel. Il complète alors son activité en développant une activité de charpentier et se lance dans la construction en habitat bois bio. Il y a alors beaucoup de demandes de la part des néo-ruraux. Souvent, il intervient uniquement comme conseil pour des projets en autoconstruction.

## Une commune à reconstruire

A Montagne, il devient le neuvième habitant d'un village en voie de désertification. Le maire de l'époque ne prend aucune initiative pour attirer de nouveaux habitants, au contraire. Des maisons sont en ruine, de nombreux terrains agricoles sont à l'abandon. Comme de très nombreux natifs de la région, le maire d'alors est persuadé que ces villages de montagne (2) sont condamnés à disparaître... et que l'arrivée des néo-ruraux n'est qu'un phénomène passager qui n'a pas d'avenir.

Aux élections municipales de 1989, les trois familles de néo-ruraux décident de s'impliquer dans la vie du village. Mais pour bien montrer qu'ils veulent travailler avec tout le monde, ils demandent à figurer sur la liste du maire sortant. Comme dans toutes les petites communes, il y a neuf élus au conseil municipal, soit pratiquement un par famille. La liste est seule à se présenter et le nouveau conseil municipal compte six anciens et trois nouveaux dont Dominique Masset.

L'ambiance ne reste pas longtemps au beau fixe. Les trois nouveaux s'abstiennent dès le début sur le choix du maire. Le maire se sentant menacé va prendre des mesures de manière unilatérale, ce qui lui vaut, progressivement, de se fâcher avec les cinq autres anciens.

Les trois nouveaux se retrouvent alors en position de négociateurs pour que la commune puisse continuer à vivre.

En 1991, cela dégénère et le maire est poussé à la démission. Les autres anciens qui ont apprécié le dynamisme apporté par les trois nouveaux acceptent un changement d'équipe : un nouvel arrivant est élu maire et Dominique Masset se retrouve adjoint.

**Remettre plus de politique dans le village en favorisant les décisions par démocratie directe.**

(1) Voir *Silence* n°316.

(2) Les habitations du village se trouvent à environ 800 m d'altitude, mais la commune s'étend de 500 m à 1500 m.

# ou écovillage ?



Pour redynamiser le village, la nouvelle équipe va alors proposer de faire une fête pour faire connaître la commune. Ils impliquent d'autres néo-ruraux des environs et proposent sur une quinzaine de jours un parcours de land-art réalisé avec l'apport d'artistes internationaux. Cela vaut à la commune d'avoir 2500 visiteurs et des passages à la télévision régionale.

Cela marque le début d'une reconquête de la commune par de nouveaux arrivants.

La nouvelle équipe change le dicton de la commune. De "A Montagagne, ta place te gagne" est préféré "A Montagagne, qui monte y gagne".

## Initiatives en faveur des nouveaux habitants

La commune est le plus gros propriétaire foncier et rien ne se fait plus pour l'entretien des terrains du fait d'un morcellement complexe du privé avec en moyenne des parcelles d'un dixième d'hectare. La commune met alors en place une association forestière pastorale pour la mise en commun de la gestion foncière. Cette création passe par une enquête publique : si 75 % des propriétaires sont d'accord, les autres doivent suivre. Il y a alors des oppositions de quelques propriétaires privés comme l'ancien maire. Après une période de médiations, cette association va permettre de réunir en une seule entité plus de 250 hectares qui peuvent ensuite être loués pour de nouveaux arrivants. Un des arguments en faveur de cette structure commune est la possibilité de bénéficier d'aides financières pour la remise en état des clôtures, la restauration des points d'eau et l'entretien des chemins. Le taux de 75% est finalement

atteint et permet de louer à deux nouveaux agriculteurs bio.

En 1995, à la fin de leur premier mandat, l'équipe de nouveaux est reconduite... avec maintenant sept nouveaux pour deux anciens : la population de la commune est remontée à 35 habitants. Pour favoriser l'arrivée de nouvelles personnes souvent peu fortunées, la commune aménage, à côté de la mairie, un premier logement social. Comme les demandes sont nombreuses, une autre maison est rachetée et devient un deuxième logement social. La commune incite les nouveaux arrivants à récupérer les anciennes maisons avant de songer à construire des maisons neuves. Aujourd'hui, presque toutes les anciennes maisons sont habitées. A la fin du deuxième mandat, en 2001, la commune compte 54 habitants.

## Démocratie directe

Lors de ce deuxième mandat, il y a un assagissement des élus, avec une action plus centrée sur la nécessité de maintenir des passerelles entre les anciens et les nouveaux, d'éviter les conflits et une possible rupture. Il y a également un approfondissement de la réflexion sur ce que peut être un fonctionnement alternatif d'une commune et en particulier sur les avantages et les risques de l'intercommunalité.

Au nom de l'efficacité, les petites communes sont poussées à déléguer de plus en plus de compétences à des syndicats intercommunaux. Dominique Masset, en tant qu'adjoint, découvre alors que c'est parfois utile (ramassage scolaire par exemple), mais que cela implique beaucoup d'administratif et que cela éloigne les habitants des lieux de décisions.

Dominique Masset, qui s'est penché sur les notions de démocratie directe, voit dans l'intercommunalité le risque d'une

dépossession des décisions politiques par les habitants au profit de technocrates.

Aux élections de 2001, il annonce alors son intention de travailler plus sur cette question de démocratie directe et ne se représente pas. Mais c'est compter sans le destin. Le maire d'alors, maire depuis douze ans, connaît des problèmes de santé et démissionne au bout de trois mois. Il ne reste alors plus que deux élus de l'ancienne équipe et on lui demande de se présenter pour renforcer l'équipe. Il est donc élu conseiller municipal. Un nouveau maire exerce de 2001 à fin 2004 quand à son tour, il a des problèmes de santé et demande à ne rester plus que simple conseiller municipal. En décembre 2004, faute de candidat, Dominique Masset est poussé à être le nouveau maire. Il pose alors ses conditions : remettre plus de politique dans le village en favorisant les décisions par démocratie directe et que le conseil municipal fonctionne plus en équipe avec une meilleure répartition des responsabilités.

## La bataille de l'eau

D'un côté, les militants altermondialistes de la région multiplient les campagnes en faveur des "biens communs" et luttent contre la privatisation des services publics, de l'autre, le département, depuis toujours socialiste, incite à confier la gestion de l'eau à un syndicat mixte au niveau du département. Dominique Masset y voit une criante contradiction : comment les habitants peuvent-ils prendre soin de leur eau si celle-ci est gérée de loin au niveau départemental ? Il demande alors au conseil général d'organiser un débat contradictoire où l'on puisse savoir quels sont les arguments en faveur de la solution actuelle (des syndicats intercommunaux liés aux vallées et des communes en régie communale) et un syndicat départemental. En tant que maire, il participe aux réunions de conciliation, mais n'obtient pourtant aucune réponse.

Il propose alors à son conseil municipal de réaliser eux-mêmes cet argumentaire pour ou contre un syndicat départemental... et d'ensuite demander l'avis de la population. Un dossier est exposé en mairie, l'argumentaire est envoyé à tout le monde, c'est-à-dire aux 46 habitants permanents et aux 40 habitants ayant des résidences secondaires sur la commune. Une permanence téléphonique est mise en place pour répondre aux questions et une réunion publique est annoncée un mois après la distribution des documents. Plus d'une trentaine de personnes vien-

nent à la réunion et il est décidé de procéder à un référendum communal avec trois questions :

- adhésion au syndicat pour la gestion de la production de l'eau,
- adhésion au syndicat pour la production et la distribution de l'eau,
- adhésion au syndicat pour l'assainissement.

Le conseil municipal prend l'engagement de voter proportionnellement aux réponses des habitants. Il y a 74% de votants et la réponse est non à 100% pour les trois questions !



Dominique Masset.

Le conseil municipal vote alors son refus de l'adhésion au syndicat... c'est la seule commune du canton à refuser les trois niveaux proposés et cela provoque la colère des élus socialistes du département qui traitent les élus de Montagne d'irresponsables, un conseiller général allant même jusqu'à lancer en réunion que "débatte, c'est une perte de temps". Un socialiste bien sûr !

Pour Dominique Masset, c'est une bonne réussite et cela permet d'envisager d'autres débats. Il y en a deux en perspective :

- redéfinir avec les propriétaires fonciers le mode de fonctionnement de l'ACCA, Association communale de gestion de la chasse, afin de tenir compte de la demande de nombreux nouveaux arrivants, non-chasseurs, qui souhaitent que l'on limite le temps et l'espace réservés à la chasse.
- débattre d'un projet de village pour déterminer des objectifs pour la fin du mandat, sachant que la nouvelle équipe veut faire des propositions dans le domaine social (favoriser la mixité professionnelle, les

relations intergénérationnelles) et écologique (favoriser ce qui va dans le sens de l'autosuffisance locale, introduction des énergies renouvelables, valorisation de déchets agricoles pour produire du bio-carburant, assainissement communal par filtration à roseau...).

La situation dans la commune est des plus favorables à une expérimentation sociale : les néo-ruraux y sont beaucoup plus ouverts à des idées nouvelles que les anciens (plus que deux !), mais rien n'est acquis, car évidemment chacun a des approches différentes et Dominique Masset espère que la démocratie directe permette un enrichissement mutuel. Lui veut poser, au niveau de la commune, mais aussi au niveau des syndicats intercommunaux, la nécessité de rester au niveau de décision le plus bas pour maintenir une démocratie vivante.

## Insurrection des consciences

Dominique Masset est impliqué dans différentes associations locales et du fait de son intérêt pour le débat politique, il se retrouve en 2003 à la réunion constitutive du Mouvement pour l'appel à l'insurrection des consciences, à l'initiative des proches de Pierre Rabhi. Un premier bureau collégial de vingt personnes voit le jour, autodésigné, et il en fait partie.

Ce mouvement va consacrer alors son action à pérenniser le fort mouvement de soutien perçu lors de la tentative de Pierre Rabhi de se présenter aux élections présidentielles de 2002.

Très vite, toutefois, le mouvement se trouve partagé entre différentes tendances : entre ceux qui voient Pierre Rabhi comme

un messie, ceux qui veulent faire de la politique autrement... Les débats s'enlisent et il devient de plus en plus difficile d'être actif dans un mouvement immobile, crispé autour d'un Pierre Rabhi chargé de la modération.

En décembre 2004, c'est un constat d'échec et les trois quarts du bureau démissionnent, non par opposition, mais parce que plus rien ne se passe :

Pour Dominique Masset, cela n'est pas important : l'insurrection des consciences n'a pas forcément besoin d'un mouvement pour le représenter. Chacun doit porter en soi cette insurrection et cela se traduit pour lui par le

respect au niveau local de la démocratie directe. Alors que Pierre Rabhi et ses proches sautaient allègrement vers une nouvelle candidature en 2007, Dominique Masset pense qu'il est plus important de commencer par le local, avant d'avoir un message par le haut. Pour lui, la réflexion dans les mouvements écologistes ne devrait pas porter sur comment prendre le pouvoir, mais comment le partager.

Dominique Masset insiste d'ailleurs beaucoup au sein de la commune pour que l'on distingue sa fonction de maire de ses engagements militants. Si lui-même est investi dans différentes associations ou collectifs (collectif contre un projet de salon du 4x4, animation d'un lieu collectif l'Equitable — voir page 36 — faucheur volontaire contre les OGM, antinucléaire, collectif pour développer des moteurs à huile...), cela ne lui donne aucun droit particulier au sein du village : tout au plus, a-t-il une force de proposition, mais il refuse d'avoir celle de décision.

Depuis son arrivée, il a proposé, avec succès, l'adhésion de la commune à Abolition 2000, une association internationale qui regroupe les communes favorables au désarmement nucléaire. Il a également proposé l'adhésion à l'appel des communes sans OGM et a ainsi pris un arrêté contre les OGM sur sa commune.

Cette nécessité de toujours bien distinguer l'élu de la personne n'est pas évidente. Dominique Masset rappelle que le maire a un devoir de police et qu'il est alors sous les ordres de l'Etat. Pour le moment, il n'a pas eu de problèmes dans ce domaine, mais l'histoire est là pour rappeler que cela n'est pas toujours simple (3).

## Un RMIiste heureux

Apiculteur et charpentier, Dominique Masset avait opté pour le statut d'agriculteur. Du fait de la chute de la production de miel, il avait demandé à ne plus dépendre de la MSA, Mutuelle sociale agricole, organisme censé le couvrir socialement : il prenait alors le risque de vivre sans couverture sociale. Pendant sept ans, la MSA lui a demandé ses cotisations et cela s'est terminé par un procès avec confiscation de ses terres. Il s'est alors inscrit au RMI. Au bout de quelques mois, les services sociaux l'ont menacé de supprimer le RMI sous prétexte qu'il ne

(3) Que l'on pense par exemple au maire de Nonette (Puy-de-Dôme) qui malgré ces décisions anti-OGM s'est vu imposer, l'été 2005, des parcelles expérimentales surveillées jour et nuit par des miradors, des gendarmes et des hélicoptères.



Marie Clémis

Maison en construction saine d'Alain Lévi, qui produit des plantes médicinales.

faisait aucun effort de réinsertion ! Cela a provoqué une belle bataille politique sur ce qu'est l'insertion des personnes. Le département a arrêté les procédures de peur qu'il fasse un esclandre.

La liquidation judiciaire a pris cinq ans pour se terminer début 2005. Les saisies ont payé les frais de procédures... et la MSA n'a rien touché ! Exemple d'absurdité administrative.

Il inaugure donc un nouveau métier : maire RMIste ! Cerise sur le gâteau, en tant que maire, il est censé vérifier que les

RMIstes de sa commune font bien les démarches nécessaires pour se réinsérer !

## Du village écolo à l'éco-hameau ?

Ainsi Montagne est presque devenu un village écolo par le renouveau de sa population ("hippie" disent les mauvaises langues). L'ensemble des maisons existantes ont été rénovées et se pose maintenant la question de construire des mai-

sons nouvelles. Quelques-unes ont déjà vu le jour et un débat est en cours pour réfléchir à ce que pourrait être sur la commune un éco-hameau. Différentes pistes sont à l'étude, des conférences ont eu lieu avec des intervenants extérieurs (4). Un certain nombre d'idées ont déjà été retenues : le hameau doit être pensé de manière dense pour éviter la multiplication des transports et un projet collectif de chauffage pourrait y être associé. Il s'agit de favoriser l'installation de personnes actives, les résidences secondaires ayant tendance à faire monter le prix du foncier. La réflexion porte sur l'articulation entre les choix des particuliers et les choix collectifs, la commune pouvant aider, mais ne pouvant pas être moteur pour de nombreuses questions.

C'est ainsi que dans la montagne ariégeoise se bâtit lentement un village de sensibilité écologique et que le changement vient du bas et non du haut. De quoi alimenter un plus vaste débat : faut-il rêver d'écovillage ou orienter la vie d'un village ? La réponse est peut-être dans cette commune car "A Montagne, qui y monte y gagne"...

MB ■

Dominique Masset, 09240 Montagne, tél : 06 10 94 66 82, masset.dominique@free.fr

(4) Comme François Plassard qui porte un tel projet près de Toulouse.

## Politique

### Les Verts

Né en 1984, Les Verts sont nés d'un regroupement des mouvements écologistes régionaux de l'époque. Ils se sont structurés en parti politique et mènent une stratégie de prise de pouvoir comme moyen de faire passer les idées écologistes. Ils comptent au niveau national environ 10 000 adhérents et sont structurés régionalement.

- Ariège : François Paumier, François.paumier@ac-toulouse.fr
- Hautes-Pyrénées : Pierre Noël, Pierre.noel@agriculture.gouv.fr

### Syndicats Sud

Les syndicats Sud, Solidaires unitaires et démocratiques, sont nés d'une scission avec la CFDT à la suite de la politique de compromissions sans fin de cette dernière.

- Sud -PTT 09, BP 128, 09003 Foix cedex, tél : 05 61 65 56 00.
- Sud santé-sociaux de l'Ariège, 17, chemin de Riquet, 09100 La Tour-du-Crieu, tél : 05 61 67 36 03.
- Sud santé-sociaux Hautes-Pyrénées, 9, rue Anselm, Froge, 65000 Tarbes, tél : 05 62 37 85 61.

### Attac

Fondée en 1998, Attac, Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens, promeut et mène des actions de tout ordre en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde. Mouvement d'éducation populaire, l'association produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des manifestations...

Attac est présente dans une cinquantaine de pays. Attac France compte 30 000 membres dont 1 000 personnes morales et 215 comités locaux.

- Attac 09, Thérèse Fruchet, tél : 05 61 60 64 75.
- Attac 65, Christine Bouyssou, tél : 05 62 33 09 47.

### La Libre pensée

La Libre pensée est un très ancien mouvement pour la laïcité, la démocratie et le social. Il est né en 1847. En 1864, elle participe à la mise en place de l'AIT, association internationale des travailleurs, plus connue sous le nom de Première internationale. S'y cotoient Marx et Bakounine. Les libres penseurs se retrouvent



aux premiers postes pendant la Commune de Paris. Le mouvement est très impliqué dans la montée du pacifisme avant 1914. Le mouvement est à son sommet quand le 9 décembre 1905, une loi proclame la séparation de l'Église et de l'État. Il est interdit sous Pétain. Il renaît après la guerre avec, entre autres, Jean Rostand. Le mouvement continue à protester chaque fois que des élus ou des représentants de l'État privilégient une relation avec l'Église. L'adhésion aux associations locales vaut engagement de ne suivre aucun précepte religieux et de n'en imposer aucun à ses enfants.

- Libre pensée ariégeoise, BP 108, 09007 Foix cedex.
- Libre pensée des Hautes-Pyrénées, 10, rue Aristide-Bergès, 65000 Tarbes.

### Et également

- Fédération anarchiste, liaison Thélème, Lacourt 09200 Saint-Girons.
- CNT Ariège, BP 24, 09400 Tarascon-sur-Ariège.
- La confédération nationale du travail est un syndicat anarchiste qui participe aux luttes anti-racistes, écologistes, anti-nucléaires, féministes, au côté des sans-papiers, des sans-logis, et ce sans limite de frontière.
- Ras l'Front, 1, rue Miramont, 65000 Tarbes, tél : 06 20 85 09 42. Réseau associatif qui dénonce les dérives nationalistes, racistes et fascistes.

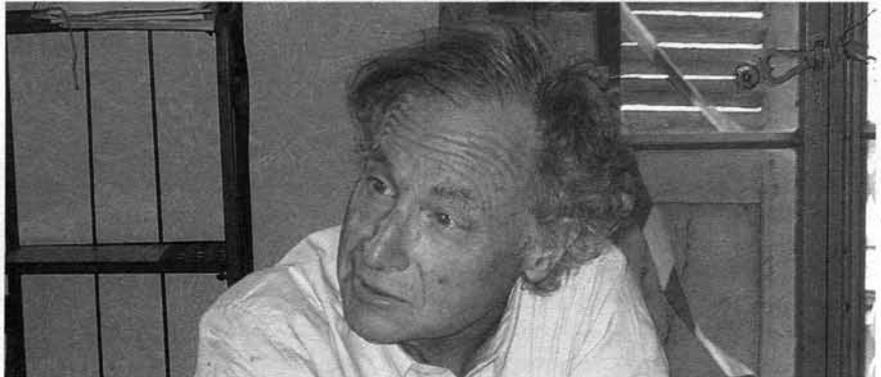
# Pour la gratuité des transports collectifs

Depuis 1997, François Thonier emprunte les transports en commun sans payer, ce qui lui vaut bon nombre de procès et autant de tribunes pour débattre de la gratuité des transports collectifs et de la nécessité d'une vraie économie.

**F**rançois Thonier, 63 ans, est fort discret lorsque nous le rencontrons à l'Equitable (1). Et pourtant quelle résistance de fer pour s'opposer au rouleur compresseur de la SNCF et des nouvelles lois anti-fraudeurs qui semblent avoir été faites presque uniquement contre lui !

Après une séparation en 1993, il se trouve dans la nécessité de voyager pour aller voir ses enfants. En 1997, alors qu'il est au chômage, sa voiture est mise en fourrière puis détruite. Il fait alors les aller-retour en train. Il trouve cela étrangement coûteux et prend contact avec AC ! (2) pour savoir si en tant que chômeur, il ne pourrait bénéficier de réduction sur les transports. AC ! revendique la gratuité des transports en commun pour les faibles revenus. François Thonier se trouve plongé dans un débat qui rapidement le passionne : peut-on considérer la SNCF comme un service public et si oui, pourquoi ne pas envisager que les transports en commun soient payés par les impôts sur le revenu plutôt que par les usagers ? (3). Il décide alors de ne plus payer ses titres de transport et commence à argumenter avec chaque contrôleur.

Il commence à accumuler des amendes. Sur chacune d'elle figure un espace "observations du voyageur" où il écrit à chaque fois "Transports publics gratuits pour les plus pauvres puis progressivement pour tous = économies d'énergie, moins de pollutions, moins d'accidents, moins de temps perdu dans les encombrements et les queues. Financement sans impôt par création d'une monnaie sans intérêt par un organisme public contrôlé démocratiquement. Mes activités sont gratuites donc je voyage gratuitement au moindre coût écologique pour l'économie nationale". Outre sa critique du financement des transports, François Thonier essaie de faire progresser l'idée d'une éco-



Marie Clem's  
François Thonier.

nomie distributive, en dehors du capitalisme d'Etat.

En décembre 2000, à l'occasion d'un sommet européen qui se tient à Nice, AC ! participe à une manifestation et appelle les chômeurs à prendre les trains gratuitement pour se rendre à Nice. François Thonier est alors à Nantes et avec une centaine d'autres personnes, ils revendiquent le droit de prendre le train gratuitement. La SNCF de Nantes les bloque dans la gare avant de les laisser prendre un train pour Bordeaux à 7 h du matin. A dix heures, ils retrouvent une cinquantaine de personnes supplémentaires à Bordeaux et veulent pendre alors un train pour Toulouse puis Nice. Les CRS bloquent tout le monde puis interviennent violemment : une personne tombe dans le coma, plusieurs doivent être hospitalisées. Les manifestants proposent un euro pour aller à Nice, la SNCF propose un euro... pour le retour à Nantes ! Avec neuf autres personnes, François Thonier arrive à se glisser dans le train en partance pour Nice... mais arrivera après la manifestation.

## Arsenal répressif

A la suite de ces manifestations, le gouvernement, avec la SNCF, va faire mettre en place un processus plus répressif contre les "fraudeurs" : toute personne verbalisée plus de dix fois se voit automatiquement traduite en procès. Loi socialiste du 31 octobre 2002.

C'est ainsi que François Thonier se retrouve dans les premiers à passer au tribunal. Le 12 novembre 2002, il se retrouve au palais de justice de Bordeaux et est condamné à une amende. Il fait appel et se voit alors condamné à deux mois de prison ferme comme dangereux multirécidiviste ! Il fait alors un recours en cassation ce qui lui permet d'échapper à l'arrestation.

Un nouveau procès commence en septembre 2004 à La Rochelle. En première instance, il est condamné à 15 jours de prison et deux ans de mise à l'épreuve. Il fait appel et un nouveau jugement à Poitiers confirme le jugement. Là aussi, il se pourvoit en cassation. Il a pris Maître Jean-Jacques de Félice comme avocat, celui-ci étant spécialisé dans les causes militantes et les actions de désobéissance.

Pendant les procès, François Thonier ne perd pas son temps : avec le soutien d'AC ! il médiatise sa cause, oblige la SNCF à justifier son refus des transports gratuits pour les plus pauvres, élargi le cercle de ses soutiens, provoque un vrai débat. A lui tout seul — ou presque — il initie une campagne de désobéissance civique !

Et cela touche... en particulier les agents de la SNCF qui de plus en plus prennent parti pour lui : depuis deux ans, alors qu'il continue à voyager sans billet, il n'a été verbalisé que deux fois. Beaucoup de contrôleurs le connaissent et viennent même discuter avec lui des

(1) L'Equitable, voir page 36.

(2) AC ! Agir contre le chômage est une fédération d'associations présentes sur tout le territoire et qui mène des actions en faveur des chômeurs.

(3) Voir débat présenté dans Silence n°290.

# Environnement

## Uminate

L'Union Midi-Pyrénées nature environnement (Uminate) fédère actuellement plus de 160 associations et fédérations de Midi-Pyrénées. Depuis plus de 30 ans, Uminate agit en faveur de la défense de l'environnement, la sauvegarde du patrimoine régional et de la qualité de vie, la protection de la nature, la préservation de la qualité de vie par la prévention des risques et des nuisances. Toutes les actions exercées ont pour but de susciter, de développer et d'enrichir le débat environnemental.

■ Uminate, 58, rue Saint-Jean, 65000 Tarbes, tél : 05 62 36 76 51.

### Associations adhérentes :

- Apra, Association protection rivière Ariège, Le Chabot, Mairie, 09120 Varilhes.
- Adepana, Labadie, 09240 Montsérion.
- CEA, Comité écologique ariégeois, avenue Rhin-et-Danube, 09420 Rimont, tél : 05 61 96 36 20.
- Pays de Mirepoix environnement, 43, place du Rumat, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 60 18 95.
- Olmes écologie, 6, place de la Cabanette, 09600 Laroque-d'Olmes.
- Crèche parentale de Tarbes, 63, rue François-Marquès, 65000 Tarbes.
- Grand Tarbes écologie, Le Grand Tarbes, 30, avenue Saint-Exupéry, 65000 Tarbes.
- Association écologie Bigorre, 58, rue Saint-Jean, 65000 Tarbes.
- Association nature et vie Bigorre, 58, rue Saint-Jean, 65000 Tarbes.
- APEBN, Association de protection et environnement Basse Neste, mairie, 65150 Tuzaguet.
- Association pour la sauvegarde et de développement des vallées de la Neste et du Nistos, Tuhou Village, 65150 Nistos.
- Apreval, Association de protection de la nature et de l'environnement de la vallée du Lizon, Village, 65190 Orioux. *Lutte contre la réalisation du réservoir du Lizon.*
- HEC, Habitat, environnement, carrières, c/o Marcel Montoya, 65250 Héches.
- Association de protection de la nature et de l'environnement de la vallée des Gaves, 4, chemin de Larrieu, 65400 Agos-Vidalos.
- Association Bours, Bazet, environnement, 6, rue des Acacias, 65460 Bazet.
- Conservatoire du patrimoine naturel des Hautes-Pyrénées, 10, rue de la Liberté, 65460 Bours.

## Charabia

Dans le cadre d'un programme agréé par l'Éducation nationale, Charabia propose une action d'éducation à l'écocitoyenneté par la mise en place d'un atelier itinérant de fabrication de papier recyclé, activité créative qui permet d'aborder de manière ludique le tri sélectif. Ce papier fabriqué permet aussi de susciter un regain d'intérêt pour les productions d'écrits. L'association commercialise également du papier recyclé.

■ Charabia, Butel Sandrine, Loubersenac, 09420 Lescure, tél : 06 89 38 18 26.

## Des camions dans la vallée

Officiellement pour favoriser le transfert du transport routier sur le rail, des élus des Hautes-Pyrénées ont mis sur pied en 2003 un projet de liaison ferroviaire qui passerait au centre des Pyrénées permettant une liaison rapide pour les marchandises entre le Maroc, le Sud de l'Espagne, Madrid, Toulouse et Paris. Seul problème : cela nécessiterait le creusement d'un tunnel de 42 km sous le Vignemale, le plus haut sommet pyrénéen... Ceci alors que la SNCF refuse de remettre en service le tunnel

du Somport existant en vallée d'Aspe, légèrement plus à l'ouest. Les investissements nécessaires pour remettre la ligne en fonctionnement (avec deux ouvrages à reconstruire dans la vallée) sont chiffrés par la SNCF à 300 millions d'euros, mais elle estime que la sinuosité du fond de la vallée empêche d'aller vite et donc de rentabiliser la ligne. Pour protéger les vallées d'Ailleurs et du Lavedan, une association lutte contre le projet :

■ Actival, Association contre le tunnel inutile dans les vallées d'ailleurs et du Lavedan, 1, place de la Maison-Comuna, 65400 Préhac, tél : 06 26 67 79 90.

## Centres permanents d'initiation à l'environnement

Depuis leur origine interministérielle, en 1972, les CPIE ont pour mission de procurer aux habitants d'un pays un outil d'animation, apporter à tous la possibilité d'une sensibilisation et d'une formation à l'environnement.

■ CPIE Bigorre-Pyrénées, 5, chemin du Vallon-de-Salut, BP 123, 65201 Bagnères-de-Bigorre cedex, tél : 05 62 95 49 67.

## Et également

### Ariège

- Agence des arbres, Monlaur, 09000 L'Herm, tél : 05 61 65 00 09. *Promotion de l'arbre dans tous ses aspects à un public de professionnels et d'amateurs.*
- Grains d'EnVie, 7, rue Saint-Vincent, 09100 Pamiers, tél : 05 61 69 39 97. *Création et animation de jardins à but de valorisation sociale et d'éducation à l'environnement.*
- Observatoire de la montagne, Les Forges, 09110 Orlu, tél : 05 61 03 06 06. *Création d'outils de découverte du milieu montagnard.*
- Planète mômes, Gilbert Rouch, 09120 Ventenac, tél : 05 61 60 18 82. *Vidéo conférences en milieu scolaire : maternelle, primaire. Éducation à l'environnement.*
- Shambala, place de l'Église, 09130 Carla-Bayle, tél : 05 61 68 27 16. *Accueil touristique et thérapeutique. Stages, formations, promenades écologiques.*
- Rogez Léon, Figarèdes-d'en-Haut, 09130 Sieuras, tél : 05 61 69 86 70. *Animateur indépendant autour de la découverte des insectes régionaux et tropicaux.*
- L'Œil aux aguets, rue Neuve, 09190 Saint-Lizier, tél : 05 61 66 79 12. *Découverte de la nature par l'ichnologie (science des traces).*
- Aquariège, 5, rue de l'Église, 09220 Auzat, tél : 05 61 02 99 95. *Nettoyage et entretien des cours d'eau par l'enlèvement des déchets ménagers.*
- Ana, Association des naturalistes de l'Ariège, Cottes, 09240 La Bastide-de-Sérou, tél : 05 61 65 80 54.
- Théâtre du Bleu, Montredon, 09240 Alzen, tél : 06 79 45 09 08. *Ateliers de marionnettes et spectacles enfants autour des thèmes nature, respect et découverte.*

■ Ecomusée d'Alzen, Vidallac, 09240 Alzen, tél : 05 61 01 12 49. *Espace d'échange autour du territoire dans ses composantes environnementales, agro-pastorales et paysannes.*

■ Grain, Génétique ressources action international, route Ségalas, 09240 Durban-Sur-Arize, tél : 05 61 03 00 97. *Réseau international d'informations, en anglais et en espagnol sur la recherche génétique et les OGM.*

■ Ricordeau Marcel, Village, 09290 Gabre, tél : 05 61 67 88 43. *Animateur nature et environnement.*

■ Mohair Pyrénées, Nicole Roobaert, ferme des Moulis, 09290 Camarade, tél : 05 61 69 91 59. *Elevage de chèvres mohair, vannerie, ferme école.*

■ Les Cabris, 1, place du Dôme, 09350 Daumazan-sur-Arize, tél : 05 61 69 68 92. *Organisation de camps de jeunes et loisirs éducatifs avec un projet pédagogique axé sur l'apprentissage de la citoyenneté, du "vivre ensemble".*

■ Ecole buissonnière de pleine nature, Jean Marc Gibelin, rue du Barry, 09400 Rabat-les-Trois-Seigneurs, tél : 05 61 05 19 37. *Promouvoir, enseigner, faire partager les activités de pleine nature à tous publics.*

■ La Maraude, 09800 Arrout, tél : 05 61 96 82 08. *Séjours à la ferme autour de la découverte de l'environnement au sens large.*

## Haute-Pyrénées

- Adour eau transparente c/o Uminate, 58, rue Saint-Jean 65000 Tarbes, tél : 05 62 36 76 51.
- Papiéco, Assemat Dominique, 33, avenue Leclerc, 65200 Bagnères-de-Bigorre, tél : 05 62 91 01 59. *Papier recyclé, papeterie, emballages...*
- Terra nostra, Hélène Sarniguet, 1, impasse de la Ciergerie, 65100 Lourdes, tél : 05 62 94 73 66. *Éducation à l'environnement auprès de tout public, découverte du patrimoine local.*
- Jardin botanique du Tourmalet, Serge Reudébat, hameau de Saux, 65100 Lourdes, tél : 05 62 92 18 06. *Présentation sur deux hectares de la flore pyrénéenne. Production de plantes de montagne. Animations pédagogiques.*
- Maison de la découverte pyrénéenne, Jean-Sébastien Gion, 3, avenue des Victimes-du-11-Juin, 65200 Bagnères-de-Bigorre, tél : 05 62 95 45 20. *Enseignement, diffusion de l'information scientifique dans le domaine des sciences de la Terre et de la vie.*
- Maison de la nature "La Ferranderie", 34, route de Galan, 65220 Puydarrieux, tél : 05 62 33 61 66. *Actions d'éducation à l'environnement par l'information, la sensibilisation, l'animation et la formation.*
- Graines MP, Groupement régional pour l'animation et l'initiation à la nature et à l'environnement Midi-Pyrénées, Chaumet Brigitte, 65240 Gouaux, tél : 05 62 39 97 87. *Réseau d'acteurs et d'associations œuvrant pour l'éducation à l'environnement.*
- Donjon des aigles, 65400 Beaucens, tél : 05 62 97 19 59. *Centre de présentation au public d'oiseaux de proie. Centre de sauvegarde pour tous les oiseaux et la faune européenne.*



## Eolo tempo

L'association Eolo Tempo est née en 1995 autour de la pratique du cerf-volant en montagne. Un premier rassemblement de cerfs-volants s'est tenu en 1998 au lac d'Estaing dans le val d'Azun. Le festival est ensuite devenu annuel. Il rassemble maintenant des centaines de personnes et des stands associatifs sont présents comme la LPO, Ligue pour la protection des oiseaux qui en profite pour faire de l'observation des rapaces. En 2005, un partenariat a permis la venue sur place de nombreux handicapés moteurs. Des ateliers permettent aux enfants de fabriquer leur cerf-volant et de faire des essais de vol.

■ Eolo Tempo, Mairie, 65400 Aucun, tél : 05 62 97 45 68.

sujets liés à l'avenir de la SNCF et des conséquences de la privatisation rampante. Comment se fait-il qu'une si grande réussite de service public ne puisse pas rester en dehors de la sphère commerciale ?

François Thonier qui s'est engagé dans plusieurs projets écologiques notamment en participant à des stages de Pierre Rabhi à Terre et humanisme (4), dans un projet d'écovillage et dans des animations avec des scolaires, a considérablement enrichi le débat sur la gratuité des transports en y ajoutant une approche écologique.

## Voyager gratuit, c'est écologique

Contrairement à ce que prétend la SNCF, si les transports étaient gratuits, tout le monde ne passerait pas son temps à voyager sans cesse. Des expériences de transports en commun gratuits existent déjà dans certaines villes pour les bus et après une période d'euphorie où les transports sont saturés, on constate que l'on obtient un équilibre, bien au-dessus des fréquentations antérieures il est vrai, mais présentant un équilibre financier raisonnable (5). François Thonier suggère que pour les TGV que l'on prend pour aller vite soit maintenu payant le supplément et que toutes les autres lignes soient gratuites. Ceci inciterait ceux qui font des longs trajets en voiture à prendre plus le train. Si effectivement, cela nécessiterait pour la collectivité d'investir beaucoup plus dans le rail... elle économiserait encore plus dans le secteur des transports par route, elle économiserait au niveau des frais de santé (moins de pollution de l'air, moins d'accidentés de la route, moins d'handicapés à vie...) et le bilan collectif

serait alors largement positif (6). Enfin, le train consomme beaucoup moins que la voiture et cela provoquerait d'importantes économies d'énergie.

Cela aurait d'autres conséquences, sociales, cette fois : le train en favorisant les rencontres permet de lutter contre un individualisme aujourd'hui destructeur. Enfin, le train étant gratuit, il serait un facteur d'égalité : tout le monde bénéficierait du même service.

Les bénéfices ainsi réalisés par l'Etat devraient permettre de rouvrir les lignes abandonnées et d'améliorer progressivement la desserte locale. Bref, la SNCF aurait les moyens de redevenir le service public qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être.

## Elargissement de la gratuité

François Thonier intervient régulièrement dans le milieu associatif pour faire part de ses réflexions. Partant du raisonnement qu'il a appliqué pour les transports gratuits, il a élargi la réflexion et pense que pour répondre aux autres besoins fondamentaux de tous, il faudrait aussi réfléchir en termes de gratuité. Ceci l'a progressivement amené à se rapprocher du mouvement de l'économie distributive et à proposer le refus de l'intérêt sur les prêts d'argent.

Il a alors rejoint l'appel pour l'insurrection des consciences autour de Pierre Rabhi (7) et a proposé, en 2005, aux élèves en grève contre la loi Fillion à Pamiers, Foix et Saint-Girons de mener des ateliers de réflexion sur les rêves qu'ils ont au niveau de la société, sur les solutions qui existent et sur ce qui bloque dans l'organi-

sation de la société. L'occasion pour François Thonier de leur présenter une autre façon d'aborder la conception de la société, de faire la promotion de tout un panel d'alternatives concrètes et de leur montrer que ce que l'on nous présente dans les médias officiels n'est pas le seul point de vue possible.

Actuellement RMIste (8), il compile pour le moment ses échanges et espère aboutir à la rédaction de deux ouvrages. Un avec les lycéens et un autre qui soit à la fois une réflexion sur l'autonomie et une présentation de pistes ou de réalisations alternatives.

Il poursuit son "insurrection des consciences" en militant également contre la TVA qu'il retire de ses factures de téléphone et d'électricité, il renvoie chaque année une "non déclaration de revenus" pour protester contre le fonctionnement actuel des impôts, et participe au mouvement des faucheurs volontaires d'OGM. Agréablement combatif.

MB ■

On peut contacter François Thonier à l'Equitable ou Au pont de l'Echo, à Foix.

(4) Terre et humanisme, mas de Beaulieu, BP 19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.

(5) Des transports gratuits ont été testés ou fonctionnent à Compiègne (30 000 habitants), Issoudun (18 000) et à Hasselt (70 000, en Belgique). Dans cette dernière commune, malgré une multiplication par dix des transports collectifs, la commune s'y retrouve en économisant sur les aménagements pour les voitures.

(6) Le RATP, Réseau pour l'abolition des transports payants, groupe actif à Paris, estime que les économies provenant de la diminution des effets néfastes de la circulation automobile permettraient une offre en trains quatre fois supérieure à celle d'aujourd'hui...

(7) Voir la présentation qu'en fait Dominique Masset, page 28.

(8) Comme RMIste, il a proposé comme projet d'insertion, la création d'un écovillage "Les jardins de lumière". Il est membre du réseau Ecovillages depuis 1997.

## Santé

### Forte opposition aux OGM

Faucheurs volontaires en procès, communes sans OGM. La lutte est sévère entre apprentis-sorciers et militants respectueux de la biodiversité.

■ Anti-OGM Ariège, c/o Francis Calvet, La Hite, 09160 Lacave, tél : 05 61 96 64 32.

### Et également

■ Xibéras Jean-Paul, 20, boulevard Sud, 09000 Foix, tél : 05 34 09 30 10. *Sophrologie individuelle et groupe, psychotérapie individuelle et couple.*

■ Centre Spirales, Poisson Jacques, Lux, 09000 Serres-sur-Arget, tél : 05 61 65 57 84. *Analyse psychocorporelle, analyse du souffle, gestalt.*

■ Ifpa, Institut français de phytothérapie appliquée, BP 142, 09004 Foix cedex, tél : 05 61 69 77 77.

■ Ressources et formations, 5, rue du Planal, Les Vergès, 09120 Crampagna, tél : 05 61 03 67 93.

■ Sèves d'Ariège, la Barthe, 09130 Artigat, tél : 05 61 68 99 43. *Phytothérapie, aromathérapie.*

■ Thouzery Michel, La Paquetayre, 09300 Montferrier, tél : 05 61 03 06 29. *Plantes aromatiques et médicinales. Boissons composées, mélanges condimentaires, huiles de macération, pommades. Cueillettes sauvages en montagne et culture en agrobiologie. Stages de tai chi chuan, sur le souffle, sur les plantes médicinales.*

■ Harmonicite, Marec Philippe, 3, allée Palauty, 09300 Fougax-et-Barrineuf, tél : 05 61 05 15 12.

■ Le jardin d'Hippocrate, Forestié Monique, Maleyhard-du-Haut 09350 Castex, tél : 05 61 69 83 64. *Phytothérapie.*

■ Ramos Christian, 9, rue Saint-Jacques, 09600 Laroque-d'Olmes, tél : 05 61 03 08 08. *Sophrologie.*

■ Vivacorps, 2, chemin Saint-Bertrand, 09700 Le Vernet, tél : 05 61 68 31 37.

■ Centre Anthinèa, 54, rue Georges-Clemenceau, 65000 Tarbes, tél : 05 62 51 08 76. *Relaxation.*

■ Lismonde Dominique, 9, rue de l'Harmonie, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 78 15. *Gestalt.*

■ Association Métamorphose, Gérard Courrèges et Jutta Baier 65170 Ens. *Séjours de ressourcement au cœur des Pyrénées. Calme, air pur et cuisine lacto-végétarienne. Massages rythmiques, bains à dispersion d'huile et conseils d'hygiène vitale.*

### Handi-cheval 65

L'association Handi-cheval 65 a été créée avec le soutien de l'association nationale Handi cheval dans le but de promouvoir et de sensibiliser le public aux bienfaits de la pratique de l'équitation chez les personnes en difficulté. Cette pratique équestre adaptée permet d'obtenir de bons résultats, en complément des autres soins chez les personnes (adultes ou enfants) présentant différentes déficiences. Presque toutes les problématiques peuvent être abordées à condition d'avoir les compétences requises, d'où l'intérêt d'être entouré par des membres du milieu médical.

■ Handi-cheval 65, 365, rue de l'Arbizon, 65306 Arcizac-Adour, tél : 06 81 11 69 35.

■ La Sève, 46, route de Tarbes, 65350 Laslades, tél : 05 62 35 08 34. *Huppert Julia : thérapeute psycho-corporelle (massages, travail sur soi) et Jean-Michel Francès, naturopathe.*

■ Ballot Flurin, La Miellerie, 65700 Lahitte-Toupière, tél : 05 62 92 50 66. *Herboriste.*

# Saveurs d'ailleurs

Des femmes étrangères qui se sont rencontrées dans des cours d'alphabétisation, ont décidé de créer leur emploi au sein d'un restaurant.

Tout commence en 1999 lors de cours d'alphabétisation donnés par l'association Ariège Alpha à des femmes immigrées. Pour financer des voyages ensemble, les femmes font des pâtisseries qui sont vendues dans leur entourage. Elles partent ainsi ensemble à Venise puis à Paris. Deux femmes lancent alors l'idée d'utiliser ce savoir culinaire pour créer leur emploi. D'autres femmes se disent intéressées et finalement, elles sont six à se lancer dans l'aventure : Zahra, Moulouda et Hedda les Marocaines, Liokuang et Justine les Laotienues, et Esmé la Kurde. Cette dernière quittera la région avant la mise en route finale du projet. Elles ont entre 41 et 62 ans, sont toutes mères, certaines grands-mères.

Elles se sont lancées dans les cours d'alphabétisation pour sortir de chez elles... Elles se retrouvent à ouvrir un lieu public. Une démarche pas évidente.

Il est d'abord envisagé de créer une association pour gérer le restaurant, mais finalement, conseillées par différents organismes sociaux, elles optent pour la création d'une SCIC, société coopérative d'intérêt collectif. Cette structure permet de faire entrer dans son administration des partenaires institutionnels : l'Etat, la direction départementale du travail, la délégation au droit des femmes, le conseil général, la Ddass et Ariège Alpha qui y assure encore aujourd'hui la comptabilité. Ariège Alpha réunit alors plus de 95% du capital nécessaire, les cinq femmes apportant les 5% restants.

## Les femmes à la cuisine

Un local est trouvé dans le centre historique de Foix. Le restaurant ouvre en 2002. Comme ces femmes n'ont pas encore une grande facilité à parler, la SCIC décide d'embaucher une personne pour assurer le service en salle. Nathalie, 27 ans, qui a déjà exercé ce métier, bénéficie alors d'un emploi-jeune. Les femmes font la cuisine. Elles sont toutes les cinq salariées à mi-temps. Pour lancer l'activité, il a fallu qu'elles suivent une formation

spéciale pour leur permettre d'acquérir des notions de diététique, d'hygiène, de commerce et de comptabilité, tout ce qu'il faut savoir pour tenir un restaurant.

Outre des subventions, elles bénéficient aussi de deux bourses de la part de fondations (Caisse d'Epargne et Vivendi) pour un montant de 30 000 €.

Au départ, une salle en rez-de-chaussée ne permet d'accueillir que dix-sept personnes et l'accent est mis sur la vente à emporter. Mais la demande se précise et il est décidé d'aménager une deuxième salle à l'étage pour faire vraiment restaurant, la deuxième salle permettant d'accueillir maintenant une trentaine de personnes.

Après trois ans de pratique, les femmes immigrées commencent à venir prendre les commandes dans la salle. La situation financière reste toutefois critique : la fin de l'emploi jeune et la fin des aides au démarrage posent un défi : arriver à équilibrer les comptes de manière autonome, ce qui n'est pas encore atteint. Une ouverture sur d'autres pans du monde associatif ariégeois pourrait les aider.

MB ■

Saveurs d'ailleurs, 41, rue des Chapeliers, 09000 Foix, tél : 05 61 02 98 50.

Ariège, Alpha, 5, rue Louis-Prat, 09000 Foix, tél : 05 61 02 92 40.

## Femmes

### Planning familial

Le MFPF, Mouvement français pour le planning familial, fédère des associations départementales. Il agit auprès des pouvoirs publics pour faire reconnaître les droits des femmes à la maîtrise de leur fécondité (contraception, avortement) et lutte pour l'élimination de la violence sexiste. Défendant le principe d'une éducation sexualisée, le MFPF participe, dans les écoles primaires, à la campagne de prévention des agressions sexuelles contre les enfants.

■ MFPF, 27, rue Foch, 65000 Tarbes, tél : tel 05 62 93 93 26.

### CIDF

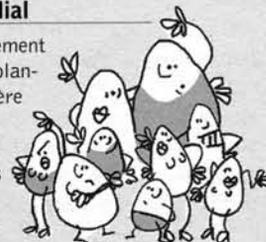
Les centres d'information sur les droits des femmes sont nés en 1972 sous forme d'un réseau d'associations coordonné par le CNIDF. On compte aujourd'hui 119 centres animant 1000 points d'information et autant de salariés. Ils sont financés par le gouvernement.

■ CIDF Ariège, 7/9, rue des Moulins, 09000 Foix, tél : 05 61 02 81 77.

■ CIDF Hautes-Pyrénées, résidence Baudelaire, 6, rue Arthur-Rimbaud, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 27 70.

### Ecole des parents et des éducateurs

Les écoles des parents et des éducateurs sont des associations de médiation familiale. Lors d'une séparation du couple, les personnes sont invitées à réfléchir sur la notion de coparentali-



### Centre d'accueil pour femmes en difficulté

L'association SOS femmes (en Haute-Marne) recense tous les lieux d'accueil d'urgence pour les femmes en difficulté. Il y en a plus de 1000 en France, ce qui montre à l'évidence l'importance des problèmes de violence que subissent les femmes. Voici les adresses de la région :

■ Centre Spirales, Lux, Serres-sur-Arget, 09000 Foix, tél : 05 61 65 57 84.

■ Association Hérisson Bellor, 3, rue du 4-Septembre, 09100 Pamiers, tél : 05 34 01 32 50.

■ CHRS Don Bosco, 6, rue de Bigorre, 65310 Odos, tél : 05 62 45 02 44.



té et à essayer de négocier ensemble des accords sur la réorganisation familiale, toujours dans l'intérêt de l'enfant.

■ EPE, centre social Henri-IV, 15, rue Bernard-Palissy, 65000 Tarbes, tél : 05 62 51 25 93.

### Et également

■ Volonté de femmes, 57, rue Lakanal, 09100 Pamiers, tél : 05 61 67 51 72. Association de femmes à caractère solidaire pour promouvoir la volonté de chacune par une dynamique commune.

■ Ni putes ni soumises, groupe de Tarbes, courriel : egalite65@hotmail.com

En 2001, Françoise Matricon, militante des Verts, s'investit dans l'ouverture d'un restaurant bio. Une SCI, société civile immobilière, est créée pour acheter des locaux.

Le restaurant bio ne va pas très bien fonctionner, mais accueille rapidement les réunions de nombreuses associations.

En 2003, le restaurant biologique s'arrête et une réflexion est menée pour maintenir ouvert le local sous une autre forme. Une structure collégiale permet aux associations présentes — six à l'origine — de partager les frais de gestion du local. Françoise Matricon devient l'unique propriétaire et passe un bail avec les associations, celles-ci prenant en charge les frais d'entretien du petit bâtiment.

Le principe qui anime le lieu est la mutualisation des moyens : synergie entre les associations et économies d'énergie.

## Débat sur le commerce équitable

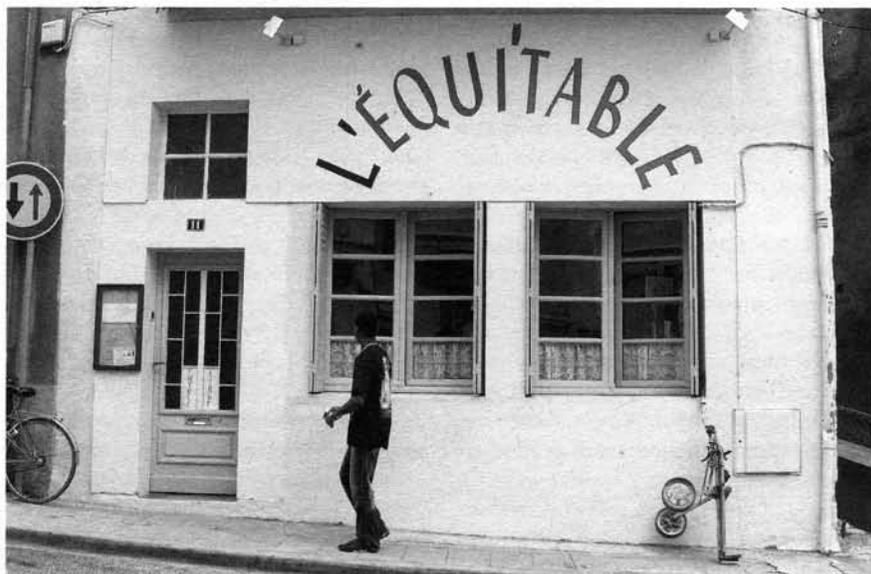
En relais de la campagne "de l'éthique sur l'étiquette", un collectif ariégeois existe depuis les années 90. Après différentes campagnes militantes se développe progressivement un relais des produits *Artisans du monde*. Des stands sont présents sur les marchés. Des animations ont lieu en milieu scolaire.

La publication d'arguments montrant les limites actuelles du commerce équitable (1) va impulser un débat qui va avoir comme conséquence de remettre en cause leur adhésion à *Artisans du monde* : ils restent seulement "associés" ce qui leur laisse plus de liberté dans les achats. Ils privilégient les produits de *Solidarmonde*, la plate-forme d'achats du commerce équitable et d'*Andines* qui a une démarche plus équilibrée sur la question (2). Le collectif décide de boycotter les produits labellisés par *Max Havelaar*, label qui en choisissant de faire la promotion de ses produits dans les grands magasins, est en totale contradiction avec ce que pourrait être un commerce équitable.

Le débat sur le commerce équitable est très riche. Le collectif s'interroge sur ses rapports avec la bio qui, elle, respecte l'environnement. Elle pose la question de l'ensemble de la filière : peut-on importer des produits fabriqués à bas prix de fort loin lorsqu'ils sont aussi produits localement ? L'importation de produits "hydratés" (les produits frais) venant de fort loin peut-il se justifier alors que cela consomme énormément d'énergie ? En résumé, faut-il contribuer à détruire la planète pour sauver les producteurs du Sud ? Le

# L'Équitable

A Foix, l'Equitable est un lieu où se croisent beaucoup d'alternatives locales et où se brassent les idées.



collectif a pris la décision de ne plus proposer de produits "hydratés" et essaie maintenant de s'orienter vers un "commerce équitable local".

Kathy Wersinger, l'une des animatrices du collectif, est enseignante et dans ce cadre propose des animations au sein d'une structure départementale de débats de l'éducation nationale, l'ADEIC 09. Elle essaie d'y répercuter les débats qui animent le collectif. Elle constate que ce sont les enfants des écoles primaires qui sont les plus ouverts aux débats : ils comprennent mieux l'utilité de prendre en compte l'environnement. Peut-être parce qu'ils n'ont pas été encore suffisamment formatés ?

## Les autres associations

Aussi présent dans les locaux de l'Equitable, *Anima voce* est une compagnie théâtrale qui outre son travail spécifique, participe souvent aux actions des autres groupes pour les aider à mettre en scène des stands et des animations.

Le collectif *Chiapas* mène une activité spécifique de solidarité proche du commerce équitable avec l'importation de café et l'organisation d'actions de soutien aux insurgés de cette région du Mexique.

Le collectif *Danger OGM* regorge de faucheurs volontaires qui ont fort à faire avec de nombreux essais dans la région.

Le *Comité écologique ariégeois*, l'un des plus anciens groupes écologiques de la région, mène des actions en particulier contre les projets d'aménagements en montagne. Il a récemment gagné une bataille contre l'agrandissement d'un refuge dans une zone protégée.

On y trouve des groupes plus spécifiquement politique comme *Les Verts* ou *Attac Ariège*.

Enfin, *ARP, Association de ressources pédagogiques* (3), et l'antenne locale *d'Ecorce*, un collectif basé à Mirepoix pour la promotion d'un habitat écologique.

## Repas et débats

Pour que les militants des différentes associations se rencontrent, des repas collectifs réguliers se tiennent régulièrement. Souvent ces repas sont à thèmes et permettent de confronter les différentes démarches.

Les repas sont organisés par les militants à tour de rôle et proposent des soupes, des salades, des tartines sucrées et

(1) Notamment à partir du *Silence* n° 303, novembre 2003.

(2) Voir présentation d'*Andines* dans *Silence* n°325, été 2005.

(3) ARP, voir page 27.

salées à tout petits prix, autour d'une grande table collective pouvant accueillir, serrées, une vingtaine de personnes.

Le travail et la nourriture sont offerts par ceux et celles qui préparent le repas. Ainsi le bénéfice permet de financer une bonne part des frais du local et assure ainsi aux associations un loyer très bas.

Les repas permettent de faire circuler l'information et de faire progresser la réflexion pour aller vers une vision plus générale, une plus grande conscience... Ils ont été à l'origine de l'apparition de nouveaux comportements et de la création de nouveaux collectifs spécifiques comme *Ecorce*.

Le vendredi est devenu le jour d'affluence avec une trentaine de personnes qui se retrouvent à l'Equitable, obligeant certains à manger à l'étage dans une salle de réunion.

L'activité se révèle bénéficiaire et en deux ans, plus de 6000€ ont été économisés. Le collectif des associations a donc décidé d'investir, en lien avec le *festival des Résistances* (4) dans un projet de bibliothèque et de vidéos prêtées aux adhérents.

Les débats sont choisis à l'avance et sont annoncés aux sympathisants via le bulletin *Libre échange* un petit bulletin diffusé dans le sud du département par Michel Busch, un militant (5).

*L'Equitable* est ainsi un véritable carrefour des initiatives locales et la rencontre entre les militants permet un enrichissement permanent et un gain de cohérence dans les démarches, un mode de fonctionnement parfaitement réussi qui pourrait servir de modèle dans de nombreuses autres villes.

MB ■

*L'Equitable*, place Duthil, 09000 Foix, tél : 05 61 60 78 88.

Et également : *Ethika*, 59, rue Brauhauban, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 06 12.

(4) Voir page 25.

(5) *Libre échange*, Michel Busch, 09240 Ordas, tél : 05 61 65 80 70.



## Solidarités internationales

### Croq'nature

Croq'nature est une association de tourisme équitable qui organise des séjours fixes et des randonnées à pied dans le désert ou dans les montagnes de l'Atlas, en petits groupes de deux à dix personnes, au Maroc, Mali, Niger, Algérie et Mauritanie. L'association Amitié franco-touareg, issue des voyageurs, suit, épaula et contrôle la réalisation des projets de développement. 6% du prix du voyage est reversé à ces projets.

■ Croq'nature et Amitié franco-touareg, BP 12, 65400 Argeles-Gazost, tél : 05 62 97 01 00.

### Amnesty international

Depuis plus de trente ans, Amnesty international intervient en faveur du respect des droits de l'homme et défend les personnes arrêtées qui n'ont pas fait d'actes de violence et pour qui il y a violation du droit international.

■ Amnesty international, Odile Druel, 09240 Ordas, tél : 05 61 65 80 70.

■ Amnesty international, Marie-Marguerite Sanson, 12, chemin des Campistrous, 65300 Lannemezan, tél : 05 62 98 51 49.

### Et également

■ Coordination pour la Semaine de solidarité internationale des Hautes-Pyrénées, 35, rue du Vignemale, 65000 Tarbes, tél : 05 62 38 01 36.

■ CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, 51, rue Traynes, 65000 Tarbes, tél : 05 62 34 90 68.

■ CCFD, 46, rue du Bourg, 65100 Lourdes, tél : 05 62 42 21 25.

### Y'a pas son deux

Y'a pas son deux est une expression ivoirienne qui signifie "il n'a pas son pareil". C'est aussi une association qui propose la découverte de la culture africaine par des animations, des expositions, l'initiation au jeu d'awale... et qui mène des actions humanitaire de proximité en Afrique.

■ Y'a pas son deux, Record, 09000 Brassac, tél : 06 70 79 11 58.

## Bio - magasins

### Les magasins Biocoop

Biocoop est un réseau distributeur de produits biologiques et d'écoproduits. Il regroupe environ 240 magasins en France. Ces magasins s'engagent à respecter les producteurs, les consommateurs, les salariés, et les associés coopérateurs. Les magasins s'engagent à ne vendre que des produits alimentaires biologiques, et par dérogation des produits non bios qui n'existeraient pas sur le marché en bio, favoriser la vente de produits frais et de saison, régionaux, si possible, à promouvoir les produits alimentaires du tiers-monde distribués par des associations soucieuses d'établir des relations plus équitables entre les pays du Sud et du Nord, à favoriser la vente d'éco-produits respectueux de l'environnement à toutes les étapes de leur fabrication et lors de leur utilisation.

■ Biocoop Mirabelle, 20, rue Saint-Vincent, 09000 Foix, tél : 05 61 03 66 57.

■ Bio s'Faire, 15, avenue d'Aulot, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 04 99 60.

■ Biocoop Tarbes, 77, route de Lourdes, 65310 Odos, tél : 05 62 37 89 36.

### Autres magasins

#### Arrière

■ Bio Natura, 12, rue des Marchands, 09000 Foix, tél : 05 61 02 71 71.

■ Naturalis, 4, rue Lakanal, 09100 Pamiers, tél : 05 61 60 67 65.

■ Omnis pour une vie naturelle, Felder Mirjam, Le Vinaigre, 09100 Madière, tél : 05 61 68 62 32.

■ Vie d'Oc, Girerd Sophie, Lavençat, route de Saverdun, 09130 Le Fossat, tél : 05 61 67 21 83.

*Livraison à domicile.*

■ Biocouserans, 22, rue des Jacobins, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 04 68 88.

■ Vivre au naturel, Longueville Daniel, 5, rue Jules-Desbiaux, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 04 87 71.

■ Aux produits naturels, 43, rue Jean-Jaurès, 09300 Lavelanet-de-Comminges, tél : 05 61 01 47 44.

■ Nature, Varin Bertrand, 12, rue Porte-d'Amont, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 68 79 63.

■ Le Fournil de l'Oie, 09800 Bonac-Irazein, tél : 05 61 96 12 97. *Boulangerie.*

### Hautes-Pyrénées

■ Bio Bigorre, 60, rue Saint-Jean, 65000 Tarbes, tél : 05 62 36 53 10.

■ Délices et nature, 68, rue G.-Lassalle, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 91 76.

■ Exo Diét, 76, rue Larrey, 65000 Tarbes, tél : 05 62 34 50 56.

■ La Source, 28, place du Marché-Brauhauban, 65000 Tarbes, tél : 05 62 34 70 59.

■ Natur'aliment, Combecave Amélie, 38, place du Champ-Commun, 65100 Lourdes, tél : 05 62 94 74 27.

■ Boulangerie du Pays Toy, Village, 65120 Saligos, tél : 05 62 92 90 41.

■ Naturix, 4, rue des Thermes, 65200 Bagnères-de-Bigorre, tél : 05 62 95 17 15.

■ Espace et vie nature, 7, avenue Alphonse-Couget, 65300 Lannemezan, tél : 05 62 98 52 56.

■ Les jardins de Bigorre, 11, rue de la Concorde, 65320 Borderes-sur-L'Echez, tél : 05 62 36 33 62.

■ L'Epeautre, 2, place de Verdun, 65500 Vic-en-Bigorre, tél : 05 62 96 25 40.

■ Natur'santé, relais Svenson, Bout du Pont, 1, avenue des Sports, 65600 Semeac, tél : 05 62 36 42 64.

■ Pyrénées santé diététique, allée Bourg-d'Oiseaux, 65600 Semeac, tél : 05 62 38 08 91.

### Vêtements

■ Futaine, Schamberger Elisabeth, ZA de Joulieu, 09000 Saint-Jean-de-Verges, tél : 05 61 05 09 62.

*Literie.*

■ L'O ka Terre, Lespingal David et Angélique, Ferme de Ferrobach, Nescus, 09240 La Bastide-de-Serou, tél : 05 61 01 10 10.

■ Huet Marie-Jeanne, 29, place Leclerc, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 67 05 23.

■ Leyendecker Martina, 5, place Leclerc, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 68 89 74.

■ Atelier couleur nature, Lafforgue Frédérique, 9, rue de la Poste, 65420 Ibos, tél : 05 62 90 13 80.

### Restaurants

■ Bio-croque, 60, rue Saint-Jean, 65000 Tarbes, tél : 05 62 36 53 10.

*Restaurant au sein du magasin Bio-Bigorre.*

■ Oli'bio, 24, rue Jules-Lasserre, 65000 Tarbes, tél : 05 62 56 30 76.

*Traiteur bio-végétarien.*

Un premier essai de Sel en France a eu lieu en 1985, sans succès. En 1993, un deuxième Sel a été créé en Ardèche, sans succès non plus. Et puis, en octobre 1994, naît celui de l'Ariège. Cette fois-ci la petite graine va pousser : d'abord en Ariège avec plusieurs centaines d'adhérents, puis dans toute la France. Les sociologues et les politologues ont essayé de comprendre ce qui s'est passé à ce moment-là. Il n'y a pas de réponse définitive. Il y a eu des compétences qui se sont rencontrées, l'aide de la micro-informatique, la présence sur place de nombreux néo-ruraux en recherche d'une autre forme d'économie, le désir de se rencontrer, l'envie d'expérimenter une monnaie locale. Le désir de résister concrètement à la mondialisation par la relocalisation de l'économie... Toujours est-il que cela a rapidement marché.

Parmi les personnes impliquées au niveau local, on trouve François Terris qui va prendre son bâton de pèlerin et porter les réflexions locales dans de nombreux autres lieux.

François Terris a ainsi beaucoup contribué à relativiser le travail salarié face à l'importance des échanges gratuits. Comme il l'écrivait dans le hors-série de *Silence* consacré aux Sel : "Nous avons une durée de vie d'environ 700 000 heures, et dans notre vie nous allons donner environ 100 000 heures à l'autre. Dans le système monétaire nous donnons, ou plutôt nous sommes exploités, environ 40 000 heures sous forme de temps salarié" (1). Le travail salarié est donc un temps de notre vie qui est faible par rapport à celui que nous consacrons... d'abord à rêver (un tiers de notre vie) et à échanger avec les autres. Certains pensent alors que les Sel peuvent changer le monde.

## L'Etat veille !

Devant le développement rapide des Sel et leur ampleur parfois importante en milieu rural — jusqu'à la moitié des échanges pour certains RMIistes — l'Etat et certains artisans ne s'en laissent pas conter et un procès est intenté, en septembre 1996 contre une personne du Sel de l'Ariège. Sarah Two passe au tribunal pour avoir fait refaire le toit de sa maison en passant par le Sel. Elle est accusée d'avoir employé deux personnes au noir, Robert Evans et John MacCulloch. Sarah Two, RMIiste n'aurait jamais pu restaurer son toit dans le système classique : aucun artisan n'a donc été lésé. L'Etat n'aura pas non plus récupéré de TVA ou de charges sociales. Le débat arrive ainsi au tribunal de Foix qui, en janvier 1998, condamne

# A l'origine des Sel

Les systèmes d'échanges locaux nous viennent de l'autre côté de l'Atlantique. Mais c'est à partir de l'expérience de l'Ariège que plus de trois cents groupes ont vu le jour dans toute la France en une dizaine d'années.

chacun des trois protagonistes à 2000 F d'amende avec sursis. Les inculpés demandent au tribunal de définir la limite à respecter. Il n'y a aucune réponse. Ils font alors appel. La cour d'appel de Toulouse reconnaît que pour qu'il y ait travail au noir, il faut qu'il y ait professionnalisation de l'activité, ce qui n'est pas le cas de Robert Evans et John MacCulloch qui ont fait là leur première toiture. Ils sont finalement relaxés le 17 septembre 1998. Le procès provoque un intense débat sur la limite entre l'entraide et le travail au noir et va déboucher sur un décret proposé par le ministère de la solidarité sociale de l'époque : il n'y a pas de travail au noir lorsque l'on exerce une autre activité que son habituel emploi et lorsqu'il s'agit d'une entraide occasionnelle. Ce décret va clarifier les choses et donner ainsi un cadre aux Sel.

## Une entraide plus informelle

Certains espéraient au départ que les Sel soient un moyen de diminuer l'emprise du système sur notre vie et de construire un mode de vie parallèle. Certains qui avaient envisagé de créer une sorte d'emploi rémunéré en monnaie locale se voient de fait interdits de le faire à la suite du débat autour du procès. Ce frein va provoquer un retour à une entraide plus informelle et un ralentissement des échanges au sein des Sel.

Après avoir compté trois Sel dans le département de l'Ariège, il n'en reste plus aujourd'hui qu'un seul. Le bénéfice social reste toutefois immense. Les Sel ont permis à de très nombreuses personnes, de milieux différents, de se rencontrer. La baisse d'activité constatée ici en Ariège, mais aussi dans la plupart des Sel les plus anciens, s'explique en partie par l'abandon du système de comptabilité en monnaie locale pour ne garder que des formes d'échanges et d'entraide selon des groupes d'affinités.

Alors que les néo-ruraux étaient souvent confrontés à un isolement, le passage par un Sel leur a permis de remettre en place ce que faisaient les ruraux avant eux : échanger en direct, s'entraider sans compter, développer ainsi des liens d'amitiés.

Le réseau des Sel est toujours bien vivant. Le Sel Ariège organise une fois par mois un repas commun avec le Sel voisin de l'Aude. Il participe aussi toujours activement aux rencontres nationales chaque été.

Si, au départ, l'échange comptabilisé a été un jeu qui a clairement démonté les mécanismes de l'échange économique, la solidarité d'aujourd'hui s'oriente plus vers des échanges non-comptabilisés où l'abus n'est pas possible au risque de perdre ce qu'il y a de plus précieux : non pas de la monnaie, mais de l'amitié.

Le but final des Sel n'est-il alors pas de disparaître ? Probablement pas car cela reste le moyen de faire les premiers pas, d'accueillir de nouveaux arrivants, d'intégrer des réseaux existants ou à créer, de créer la confiance dans un groupe.

Alors qu'en Ariège, le Sel connaît une baisse d'activité, il continue à s'en créer un peu partout... tout le monde n'en étant pas à la même étape dans la réappropriation de ses échanges solidaires. D'autres encore relancent des associations d'échanges sous d'autres formes comme les *Coquelicots Jaunes* dans les Baronnies en Hautes-Pyrénées (2). Douze ans après, c'est l'entraide qui a gagné.

MB ■

Sel pyrénéen, BP 45, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 60 18 95.

Sel 65, Wurtz Aline, 23, rue Vincent-Scotto, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 82 25.

(1) Ce chiffre résulte du calcul suivant : nous travaillons théoriquement 35 h pendant 47 semaines par an, pendant 40 ans soit un total de 65800 heures, mais il faut y enlever 20 % de temps de chômage, temps partiel et encore 15 % de travail non-salarié (artisans, agriculteurs, professions libérales, parents au foyer), ce qui nous amène effectivement à ce temps moyen.

(2) Voir page 15.



## Le Pont de l'écho

Quand des chômeurs s'organisent pour accueillir les plus démunis, cela donne des formes de solidarité plus égalitaires et plus collectives.

**E**n 1994, des chômeurs décident de s'organiser pour créer une coopérative associative avec laquelle ils font des commandes groupées auprès de producteurs de fruits et légumes et leur proposent de participer aux cueillettes en échange de prix plus avantageux. Ils essaient de vendre une partie des légumes autour d'eux, mais cela ne fonctionne pas bien et ils décident alors de créer un restaurant associatif pour écouler les légumes. Le restaurant va fonctionner de 1996 à 1998 et accueillir de nombreux "marginaux" de la région. Une question revient tout le temps dans les discussions au sein du restaurant : où dormir pas cher ? Beaucoup de personnes qui "font la route" évitent les structures institutionnelles qui ne sont pas à leur goût.

La coopérative associative décide alors de se réorienter en ouvrant une auberge collective. En 1999, ils sont reconnus par la Ddass (1) et entrent dans le réseau d'urgence d'accueil départemental. Cela leur donne droit à des indemnités, les AIT, aide au logement temporaire.

Comme l'association arrive à équilibrer ses comptes assez facilement sans cela, il est décidé de se servir de cet argent pour acheter de l'immobilier et se mettre à l'abri des éventuelles difficultés de logement. Un immeuble est trouvé à la sortie de Foix. Pour financer l'achat de l'immeuble, ils ont bénéficié de l'aide de Cigales (2) et d'un prêt bancaire classique qui sera totalement remboursé en 2008.

Ils ont alors pu demander des subventions pour la mise aux normes sanitaires de l'immeuble et peuvent depuis accueillir treize personnes par jour. L'accueil est mixte, avec des chambres individuelles ou collectives.

Le lieu est ouvert toute l'année (sauf la nuit du nouvel an). Les gens restent en général deux ou trois jours, mais certains s'y installent pour de plus longues durées... Certains y ont quasiment élu domicile : depuis deux ans, trois personnes en difficulté psychiatrique libérées sous tutelle y vivent en permanence. Ils sont présents dans le réseau des sortants de prison et travaillent également avec le Cada, Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile, lesquelles restent aussi souvent plusieurs mois. Ils bénéficient de l'aide de la Banque alimentaire pour la nourriture. La Banque alimentaire en échange leur demande de participer aux deux collectes annuelles de nourriture à la sortie des grands magasins... ce qu'ils font de manière collective en faisant participer les résidents du moment.

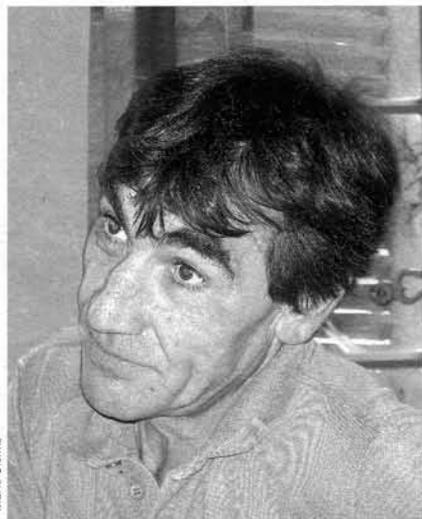
L'encadrement est assuré par un salarié en contrat classique et trois autres en contrats aidés : il y a un veilleur de nuit,

deux animateurs de jour et une personne chargée de faire l'accueil et les départs les soirs et matins.

L'originalité de ce lieu, initié donc par des chômeurs, est qu'il est le seul en Midi-Pyrénées à être géré de manière collective et presque autogéré par ses occupants. Contrairement aux lieux institutionnels, il y a une recherche systématique de responsabilisation des personnes de passage pour s'engager dans le fonctionnement. Donc, de la solidarité sans paternalisme.

MB ■

Le Pont de l'Echo, 58, avenue Général-Leclerc, 09000 Foix, tél : 05 61 65 60 40.



Fernand, animateur du Pont de l'écho.

(1) Direction départementales des affaires sanitaires et sociales.

(2) Cigales, club d'investissement pour la gestion des alternatives locales et l'économie solidaire. Elles regroupent jusqu'à une vingtaine de personnes chacune et investissent dans des projets écologiquement et socialement utiles. Fédération des Cigales, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 49 91 90 91.

## Solidarités locales

### Hanima

Cette association est née du souhait d'attirer les personnes handicapées motrices vers les charmes des grands espaces naturels. Le projet a ensuite évolué vers un accueil de tous :

à ceux qui vont à fond et aux contemplatifs, aux solitaires et aux groupes, aux téméraires et aux tranquilles du plus jeune au plus âgé. Hanima espère générer la rencontre de personnes venant d'horizons les plus variés et les plus inattendus.

Hanima prend sa source à 1000 mètres d'altitude dans une ancienne bergerie rénovée en hébergement douillet, sur un versant ensoleillé d'Estaing où le tourisme et le développement n'altèrent pas paysages et traditions.

On regrettera le choix d'utiliser des quads ou des karts, bruyants et polluants, pour faire découvrir la nature à des personnes handicapées.

■ Association Hanima, route du col des Bordères, 65400 Estaing, tél : 05 62 97 44 93.

### Echanges de savoirs

Plutôt que de donner aux personnes marginalisées, ces ateliers essaient de valoriser ces personnes en leur montrant qu'elles peuvent toujours échanger car elles disposent de savoirs précieux, savoirs de la vie domestique, savoirs culturels, connaissance d'un métier, d'un loisir, etc. Ces réseaux souvent mis en place par ou près des centres sociaux sont des lieux locaux de liens sociaux particulièrement efficaces pour faire se rencontrer les gens d'un même quartier ou d'un même village.

■ Ateliers du savoir Pyrénées-Bigorre, 1 bis, rue Victor-Hugo, 65000 Tarbes, fax : 05 62 51 08 77.  
■ L'Atelier, Apprendre les savoirs, 3, rue de la Paix, 65100 Lourdes, tél : 05 62 94 98 09.

### Ligue des droits de l'homme

La ligue des droits de l'homme est laïque et compte des membres de toutes opinions philosophiques et religieuses, mais ne fait référence en tant que telle à aucune religion. Elle est généraliste, elle entend lutter contre l'ensemble des atteintes aux droits de l'individu, dans tous les domaines de la vie civique, politique et sociale. Fondée à l'occasion de l'affaire Dreyfus, la Ligue des droits de l'homme est riche d'une histoire de lutte pour les libertés, à

travers un siècle qui, de l'antisémitisme au colonialisme, des grandes affaires judiciaires aux nouvelles technologies ou à la mondialisation du capital, lui a fourni d'innombrables occasions d'entrer en résistance et de combattre non seulement pour l'affirmation des droits mais pour leur application effective.

■ Ligue des droits de l'homme, chemin Mole, 09100 Pamiers, tél : 05 61 67 21 59.

### Et également

#### Ariège

■ Créer, 7, avenue de Lérida, 09000 Foix, tél : 05 34 09 37 20. *Boutique de gestion ayant pour but d'accueillir, de conseiller et de guider les porteurs de projet, les créateurs d'entreprise comme les dirigeants confirmés.*

■ Emmaüs Pamiers, 21, impasse du Pigeonnier, 09100 Pamiers, tél : 05 61 69 44 97. *Emmaüs, mouvement solidaire et laïc, présent dans 41 pays différents, a su développer, avec persévérance des réponses originales et complémentaires pour contribuer à endiguer les différentes formes de l'exclusion.*

■ A.J.E., Association des jeunes pour l'emploi, 43, rue Lakanal, BP 125, 09104 Pamiers cedex, tél : 05 61 60 58 10. *Association intermédiaire qui a pour objet l'insertion et l'accompagnement de public en difficulté sociale, professionnelle ou personnelle...*

■ Information prévention drogués Ariège, 3, rue Plade-Lom, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 96 04 77.

■ Resto du cœur, Molle Porte 09240 La Bastide-de-Sérou, tél : 05 61 01 93 42.

#### Hautes-Pyrénées

■ Collectif pour l'avenir en 65, 15, rue Pasteur, 65000 Tarbes, tél : 06 72 80 19 24. *Association en faveur des chômeurs et précaires. Accompagnement individuel, convivialité, revalorisation, redynamisation, mutualisation des savoirs. Mise en relation avec institutions, autres associations, assistantes sociales, réseau régional ou national. Mise en pratique et promotion de l'économie solidaire (covoiturage...), conversations en langue étrangère, pique-nique solidaires, week-end des précaires, promotion de la gratuité des transports...*

■ A.T.D. quart-monde, 35, rue Vignemale, 65000 Tarbes, tél : 05 62 37 71 79.

■ Solidarité avec les gens du voyage, 17, avenue Joffre, 65000 Tarbes, tél : 05 62 36 76 44.

■ Secrets pyrénéens, Laroque Bernard, quartier Soulagnets, 65200 Bagnères-de-Bigorre, tél : 05 62 95 81 45. *Ecrivain public.*

■ AC ! Tarbes, c/o Nicole Zekri, route de Gers, 65320 Horoix, tél : 05 62 31 40 64. *Constitué autour d'un appel lancé en octobre 1993 par des syndicalistes et militants associatifs, Agir ensemble contre le chômage est un réseau de réseaux luttant contre le chômage, la précarité et les exclusions.*

### Friperies

■ Emmaüs, rue Mille-Homme, 09100 Saint-Jean-du-Falga, tél : 05 61 69 91 28.

■ Okbb, 1, rue Georges-Magnoac, 65000 Tarbes, tél : 05 62 93 86 22. *Maternité, bébé, enfants, ados jusqu'à 18 ans.*

■ Pill'poil, 21, place du Foirail, 65000 Tarbes, tél : 05 62 56 96 61. *Femmes, accessoires.*

■ Récup'fringues, 21, avenue de la Libération, 65000 Tarbes, tél : 05 62 36 41 37. *Vêtements pour adultes, enfants, bébés.*

## Consommateurs

■ UFC, Union fédérale des consommateurs, BP 12, palais des Vicomtes, place du Tribunal, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 66 03 66.

■ CSF, 31, rue Eugène-Ténat, 65000 Tarbes, tél : 05 62 44 03 26.

■ CSF, 30, Cité Laubadère, 65000 Tarbes, tél : 05 62 37 06 22.

■ UFC, 4, rue Alphonse-Daudet, 65000 Tarbes, tél : 05 62 34 72 41.

■ CLCV Tarbes-Bigorre, 1, rue Maryse-Hilsz, résidence Louis-Esquiros, 65000 Tarbes, tél : 05 62 36 41 76.



Le 25 avril 1999, un petit groupe venu de la ville s'installe sur une ferme à Baluet, ferme en friche depuis une trentaine d'années. Il y a 55 hectares et un hameau à reconstruire. Au départ, les propriétaires semblent conciliants et une négociation se met en place pour un bail. Mais un problème d'indivision sur certaines parcelles va compliquer l'affaire.

Fin 2001, certains propriétaires changent d'avis et intentent un procès. Le tribunal estime alors qu'il faut "expulser les occupants sans droit ni titre".

En mai 2002, une association se met en place *La sauce Baluet* pour la gestion des lieux. Elle a bénéficié du soutien de la *Confédération paysanne*, de l'association *Terre de Liens* (1) et de conseils de la société financière *La Nef* (2). Elle propose le rachat des lieux. Des négociations sont engagées avec les propriétaires qui débouchent le 16 janvier 2004 à un accord de transaction. La justice, elle, poursuit son chemin et les habitants reçoivent un avis d'expulsion de la préfecture le 29 février 2004. La procédure est stoppée in extremis.

## Acheter de manière collective

En juillet 2004, une société civile immobilière est constituée. C'est la structure qui semble la plus adéquate pour un tel achat et qui permet de respecter une démarche collective. La SCI Balutine est constituée de deux sociétaires : l'association pour 90% et une personne physique pour 10%, cette personne s'engageant à laisser l'association gérer la SCI. Ce montage juridique doit permettre de maintenir le lieu ouvert sous une propriété collective.

L'un des co-propriétaires de l'indivision continuant à faire de l'obstruction, le dossier repart au tribunal et en juillet 2005, le tribunal de grande instance de Foix ordonne une vente aux enchères de l'ensemble de l'indivision et fixe également une indemnité rétroactive de 150€

# La sauce Baluet

Dans un hameau abandonné, un groupe expérimente depuis maintenant six ans des pratiques allant vers l'autonomie avec une démarche collective.

par mois pour les mois d'occupation. L'ensemble indivis est mis à prix pour 30 000 € ce qui porte le projet global à un coût de 55 000 €, une somme finalement correcte. Fin 2005, les procédures judiciaires et administratives sont en voie de résolution.

La SCI s'appuie sur les quatre principes suivants :

- "La terre ne nous appartient pas, ce sont nos enfants qui nous la prêtent" (chef Seattle).
- "La terre appartient à celui et celle qui la travaille" (Tolstoï).
- La terre est une matière vivante. Un équilibre juste entre les humains et la terre est pour chacun(e) un rempart contre la folie.
- Aucun être, aucune organisation, ne devrait pouvoir posséder une partie de la terre" (repris dans le préambule des coopératives Longo mai) (3).

## Habitants et nomades

Le groupe qui anime les lieux n'est pas resté inactif pendant ce temps. Dès le départ, 4000 m<sup>2</sup> de jardin sont mis en place, l'ensemble des terrains a été clôturé. Des ateliers sont pensés dans un souci d'augmenter l'autonomie du lieu. Leurs thèmes varient selon les personnes présentes car il y a beaucoup de mouvements, avec quand même une vingtaine de personnes régulièrement présentes. Une des caractéristiques du lieu est cette mobilité des personnes puisqu'à la base du projet, il y a le souhait du maintien d'un certain nomadisme. Ce "nomadisme"

pose beaucoup de questions : comment assurer une démarche collective entre des "habitants" plus sédentaires que d'autres plus "nomades" ? Pour le moment, le principe adopté est que le lieu est ouvert aux personnes de passage, mais qu'elles doivent être choisies par les "habitants" pour devenir elle-mêmes "habitantes permanentes" sur le lieu.

Au fil du temps, de nombreux débats ont lieu pour essayer de préciser la démarche et une charte évolutive existe qui présente le fonctionnement du lieu : Baluet se définit comme "un lieu de recherches et d'expérimentations individuelles et collectives tendant vers l'autonomie et le bien-être de chacun-chacune". Les ateliers portent pour le moment plus précisément sur les domaines de l'écologie, de l'énergie, de l'agriculture, de l'habitat, de la consommation. Le groupe essaie de prendre le temps de débattre pour que les décisions se prennent au consensus. Une idée développée dans le fonctionnement collectif est de "ne pas se rendre indispen-

sable" afin que "l'abandon d'une tâche ne mette pas le collectif dans l'embarras" "essayons de ne pas claquer la porte trop fort". Ce refus de la spécialisation est notamment à inclure dans une recherche de démarche non-sexiste.

De nombreuses discussions arrivent à une décision par consensus... avant de se rendre compte que cette position théorique est intenable dans la pratique. Si la lutte pour obtenir des terres collectives a permis jusqu'à maintenant de développer la solidarité au sein du groupe, l'arrivée sur des temps plus calmes devrait permettre une coopération plus stable.

MB ■

La Sauce Baluet, 09290 Le Mas-d'Azil, tél : 05 61 60 68 69.



## Le village de yourtes

Un village de yourtes s'est installé récemment en Hautes-Pyrénées. Une yourte collective de 9 m de diamètre, construite en 48 h, a été installée en septembre 2005 et constitue le centre du village. La captation d'eau a été assurée puis l'installation d'autres yourtes individuelles. Tous les repas sont pris en commun ; diverses activités ont lieu ensemble : chant, musique, soirées... Des débats sont organisés en rond en utilisant un bâton de paroles. Des ateliers vont maintenant s'ouvrir à l'extérieur : chant, constellations familiales, méditation, massages, contes, chi kong.

■ Village de yourtes, Louise Bex, chemin de Bon-Repos, 65330 Galèze-près-Lannemezan, tél : 05 62 99 76 93.

## Vivre ensemble

### Et également

■ GFA de Baychanar, 09000 Ganac, tél : 05 61 64 49 89. Sur une ancienne ferme de 40 ha en moyenne montagne, un éco-hameau en projet avec cinq bâtiments à rénover, lieu tranquille, calme et luxuriant. Projet de pluri-activités agricoles, artisanales et culturelles. Respect de la biodiversité humaine, joie de vivre, recherche d'autonomie, partage et convivialité.

(1) Terre de liens, 10, rue Archinard, 26400 Crest, tél : 04 75 59 69 35. Voir article dans Silence 318/319.

(2) La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0 811 90 11 90.

(3) Longo Mai, BP 42, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 73 05 98.

# Le Millepatte

Le Millepatte mène une action culturelle rurale  
autour du site exceptionnel des ruines  
d'un château cathare.

En 1987, une association se crée à Saint-Girons, Le Millepatte avec comme objectif l'animation culturelle. Un château cathare en ruines situé sur un piton rocheux est en vente et l'association décide de l'acheter pour en faire une "scène" pour ses futures manifestations. Le château et les 18 hectares de terre (en pentes !) coûtent seulement 30 000 €. Seule une partie de la chapelle est encore debout.

## Débauche d'énergie

Pour l'acheter, les premiers animateurs de l'association cherchent une formule originale et lancent le pari de trouver 1000 pattes, 1000 personnes devenant chacune co-proprétaire du château pour seulement 15 € par mois versés pendant un an. Pour accélérer les choses et faire la promotion du projet, des actions culturelles seront lancées. Deux mois seulement après la création de l'association, un concert est organisé — sans aucune expérience — avec à l'affiche Nougaro et Ibanez. Cela permet d'apparaître sur la scène publique et de trouver les premières pattes dont les âges vont de 18 à 50 ans.

Le château est acheté en 1989 grâce à des avances personnelles, mais l'argent ne rentre pas assez vite pour mener les nécessaires travaux de sécurisation des lieux. D'autres concerts suivent : avec Higelin et Ferré en 1989. A partir de 1990, c'est le début des "grands chantiers". Ils se font en lien avec des organismes spécialisés dans les chantiers internationaux de jeunes. L'argent reste toujours un frein : les mille pattes plafonnent à environ 200 personnes. Une subvention de 8000 € versée par la région couvre environ 10% du budget prévu. Fin 1992, l'eau arrive au château grâce à la pose d'une canalisation et d'une pompe. Le groupe fait une demande pour que le site soit inscrit à l'inventaire des monuments historiques, ce qui le protège sans bloquer les travaux... mais cela bloque l'autoconstruction des habitations autour à moins de 500 m... ce que certains regrettent ensuite.

A partir de 1993, le groupe commence à faire de l'accueil sur place. En soutien à la lutte en vallée d'Aspe contre le projet

de tunnel sous le Somport, ils se proposent pour accueillir le camp international *Ecotopia* organisé chaque année par EYFA (1). Plus de 500 jeunes venus de toute l'Europe vont participer à ce camp autogéré.

## Du côté de "Chez Jules"

La même année, le Millepatte participe à la création d'une SARL pour le rachat d'un café en plein Saint-Girons. Ce café "Chez Jules" (du nom du chien et non de celui du patron !) devient le rendez-vous de la mouvance alternative locale. Les gérants tournent du fait du manque d'expérience.

En 1994, un nouveau concert avec Nougaro apporte une bouffée d'air. L'association devient au niveau local le relais de nombreuses initiatives alternatives. En 1995, elle lance le projet "Mille artistes" et monte une exposition chez les commerçants de quatre villes : Saint-Girons, La Bastide, Seix et Durban. Plus de 200 artistes répondront à l'invitation, présentant plusieurs centaines d'œuvres : sculptures, photos, poèmes...

En 1997, le château accueille un camp d'été du réseau anti-fasciste No Passaran puis un camping féministe. La même année, l'association fait un stage d'auto-construction en bois cordé en lien avec le Biolopin (2) et construit à cette occasion un bâtiment d'accueil à l'entrée du site.

## Une crise à surmonter

En 1999, la SARL qui gère le café est mise en liquidation : il y a un déficit chronique et il n'y a plus de candidats pour la gérance. Cette liquidation va être le début d'une crise au sein de l'association. Plusieurs responsables baissent alors les bras et ne s'investissent plus dans les projets culturels. Certains acceptent l'idée de laisser s'installer au château un groupe de marginaux qui va avoir un rôle destructeur. En 2003, l'association constate que le groupe électrogène qui sert à monter l'eau a été revendu ! La tension atteint son comble avec l'incendie d'un vieux 4x4 qui

servait à monter le matériel au château par une des pistes les moins pentues. Certains proposent carrément de revendre le château. Une assemblée générale des 220 adhérents, presque tous du département, choisit une nouvelle équipe pour le conseil d'administration et l'année 2004 permet de redéfinir des objectifs. En relation avec l'association de promotion de l'habitat sain *Ecorce*, il est alors décidé de mettre en place pour 2006 un chantier de restauration de la chapelle romane dans le but d'ouvrir une salle polyvalente couverte de 200 m<sup>2</sup> qui permettra d'accueillir des expositions et des concerts... salle qui restera accessible uniquement à pied. Des contacts ont aussi été pris avec des agriculteurs voisins pour mettre en place des fouilles archéologiques, le château ayant été construit sur un ancien site gaulois comme en témoigne la présence tout autour de nombreux éclats de poterie.

Le projet initial est toujours le même. Jusqu'ici, il n'a pas été mené complètement à bout. Néanmoins, autour d'un projet finalement très utopique, tout un réseau s'est constitué. Le château reste le support d'un imaginaire collectif, le symbole d'une révolte où l'on remonte les pierres une à une.

MB ■

Contact : Millepatte c/o Château Saint-Barthélemy, 09240 Durban-sur-Arize.

(1) EYFA : European Young For Action, groupe écologiste radical international dont le siège est aux Pays-Bas. *Ecotopia* ne s'est tenu qu'une seule fois en France... au château du Millepatte. Il se tient chaque été, en anglais, dans un pays différent... actuellement surtout dans les nouveaux pays adhérents à l'Union européenne donc de plus en plus à l'Est. Eyfa, postbus 94115, 1090 GC Amsterdam, Pays-Bas, tél : 31 [0]20 665 7743.

(2) Le Biolopin, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 92.





# VU de l'intérieur...

## Assemblée générale de S!lence

Notez-en la date dès maintenant : ce sera le samedi 22 avril 2006 (de 10 h à 18h). Cette réunion est ouverte à tous nos lecteurs... mais seuls les membres de l'association (une vingtaine actuellement) peuvent voter. Ne peuvent être membres de l'association que des personnes actives dans la réalisation de la revue.

## Devenez actif dans la revue

■ **En agglomération lyonnaise**, si vous voulez nous aider dans la réalisation de la revue, une permanence d'accueil est assurée le mercredi de 18 h à 21 h pour vous accueillir. Si vous souhaitez plus particulièrement vous investir dans la rédaction, il est possible de lire les textes qui seront discutés lors des comités de lecture annoncés ci-dessous en venant à la permanence du mercredi qui précède.

■ **De plus loin**, il est également possible de soutenir la revue en étant plus éloigné : en nous envoyant des infos, en rejoignant notre réseau de bénévoles pour tenir des stands et même pour certaines tâches décentralisables.

## Offrir S!lence !

Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (15 € x 5 = 75 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (40 €).

### LYON

## Reprise des débats

L'année dernière, suite à l'arrêt des expéditions au local (où de nombreux bénévoles participaient), nous avons décidé de mettre en place des débats mensuels pour essayer de garder des liens avec des personnes proches de Silence et n'habitant pas trop loin de Lyon. Il y a eu ainsi six débats qui n'ont pas très bien fonctionné (ils ont regroupé entre 8 et 20 personnes) sûrement à cause du manque de publicité locale et aussi car ils se trouvaient toujours au même lieu, le local de Silence. C'est pourquoi nous avons décidé de relancer ces débats, mais en les organisant dans des lieux différents à chaque fois. Ils seront mensuels, auront lieu la veille du comité de lecture (pour permettre à des personnes venant de loin de "rentabiliser les déplacements") et porteront sur un dossier récent. Voir en pages "Alternatives", le premier rendez-vous sur les entreprises solidaires.

## Ami-e-s de Silence

Les Ami-e-s de Silence ont renouvelé leur bureau et le courrier peut désormais leur être envoyé à : *Laura Ruiz, 7, rue du Général-René, 34 000 Montpellier, tél : 04 67 56 94 84, lafeelaura@no-log.org*

### BOUCHES-DU-RHÔNE

## Bénévoles

Nous cherchons des volontaires bénévoles pour nous aider à tenir un stand Silence au salon Millepertuis et Sarriette, les 11 et 12 février à Puyricard, près d'Aix-en-Provence. Merci de prendre contact avec Dorothee au 04 78 39 55 33 le lundi.

## Numéros régionaux

■ **Proposez vos reportages.** Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an. Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Cela ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront dans les numéros intermédiaires.

■ **Alternatives à Paris.** Pour le numéro d'été 2006, nous devrions présenter les alternatives dans la capitale... et uniquement dans la capitale (pas l'Île-de-France !). Si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, nous pouvons vous envoyer un courrier avec les explications pour la recherche des reportages. Ecrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).

■ **Alternatives sur la Côte-d'Azur.** Pour le numéro de janvier 2007, ce devrait être au tour du Var et des Alpes-Maritimes. Même message : si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, écrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).

### Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer aux réunions du comité de lecture :

comité de lecture  
(réunion dans les locaux de S!lence à Lyon).

clôture des brèves

Février	N° 332 :	mercredi 4 janvier à 12h
Mars	N° 333 : samedi 28 janvier à 14h	mercredi 1 <sup>er</sup> février à 12h
Avril	N° 334 : samedi 25 février à 14h	mercredi 1 <sup>er</sup> mars à 12h

## La route des Sel

De l'effervescence provoquée par la multiplication des Sel, systèmes d'échanges locaux, au long des années 90, est née, en 1996, la route des Sel, un système d'entraide pour l'hébergement auquel peuvent adhérer les membres d'un groupe local. La nuitée se règle en unités de Sel local, avec un système de rééquilibrage entre Sel si nécessaire. Actuellement, ce réseau compte 750 adhérents présents dans la majorité des départements. La Route des Sel est maintenant gérée par une association. On peut rejoindre ce réseau en prenant contact avec le *secrétariat de la Route des Sel, 177, rue Pierre-Loti 17300 Rochefort, tél : 06 09 09 73 20.*

### GENÈVE

## Ami-e-s de S!lence

Les lecteurs et lectrices de S!lence et leurs amis de Suisse et des environs se réuniront à Genève le dimanche 29 janvier dès 11 h 30. Pour faire connaissance et échanger nos idées et projets autour d'un bon repas bio, nous vous attendons à l'Ot'13'to (lire : l'autre resto !), 17, rue des Gares (juste derrière la Gare de Cornavin). Celles et ceux qui pensent venir peuvent téléphoner au (41 22) 734 71 31 afin que l'on puisse organiser l'accueil et le repas (les frais et le travail seront partagés). *Ami-e-s de S!lence c/o Fabienne, Contratom, Case postale 65, CH 1211 Genève 8.*

### PARIS

## De rue et de cirque

*De rue et de cirque* est une coopérative d'échanges et de pratiques pour les arts de la rue et le cirque en région parisienne. Elle offre aux compagnies et aux acteurs un lieu d'échanges, de coopération et de mutualisation. Elle propose un fonctionnement en co-gestion entre associés et permet de mener ensemble des programmations. *De rue et de cirque, 134, rue de Tocqueville 75017 Paris, tél : 01 46 22 10 43.*



SEINE-FT-MARNE

## Groupe écologique de Nemours de Nemours

Gene, 2 cour du Château, 77140 Nemours, tél : 01 64 28 45 30.

## HAUT-RHIN Accueillir la vie

Accueillir la vie est une association de parents au service de futurs parents et de jeunes enfants. L'association propose de l'information autour de la naissance, du chant prénatal, des massages pour bébés, une initiation au portage avec écharpe, des soirées-échanges autour d'un thème... Accueillir la vie, 7 rue de la Herse, 68000 Colmar, tél : 03 89 41 84 34.

## BOURGOGNE La Grande course

L'association La Grande course fait de l'accompagnement personnalisé autour de la naissance. Celui-ci s'adresse aux femmes et aux couples, parents et futurs parents. Il permet de bénéficier d'une aide permanente pendant la grossesse et après la naissance, que ce soit pour la réorganisation de la vie familiale, l'allaitement, l'hygiène, la communication entre parents et enfants... Un accompagnement est également possible pendant l'accouchement, accompagnement physique et émotionnel. Initiation au massage du bébé. L'association fait la promotion de l'écologie et de la non-violence dans les relations entre parents et enfants. Elle organise un atelier d'écriture est animée par Michel Manière. Une bibliothèque de rue circule dans la commune pour les jeunes de 6 à 10 ans. L'association organise également des repas de quartier-concert, des ateliers de lecture à haute voix... Midi et soir une petite restauration est proposée. Le bouquin affamé, 6, rue Dagobert, 92110 Clichy, tél : 01 47 31 34 23.



Le Bouquin affamé SAINT-DENIS SEINE-FT-MARNE

## Maison citoyenne

NIÈVRE

La maison citoyenne a vu le jour à Clamecy en 2004 pour développer la sensibilisation à l'écologie, la prise en compte de l'environnement, la promotion de la solidarité et du commerce équitable. Elle dispose d'une boutique "La Graine" et met en place un centre de ressources et d'information sur la construction écolo-

tél : 03 85 54 55 36.

71190 La Tagnière, La Grande course, le Bourg, propose des ateliers de cuisine, de bricolage, de jardinage... en Normandie, s'installe dans les dynamiques lors d'une formation découverte l'agriculture bio et biologique, le jardinage biologique, les produits frais les plus divers pos-

## Médias

■ **Casseurs de pub**, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon. Une fois par an, après cinq numéros de la Décroissance, un numéro tout en couleur pour démolir la publicité à coup d'images et de textes percutants. A noter cette année, une remarquable BD en pages centrales : "Les aventures de Pinpin, la fin de l'or noir" et une présentation de l'ordonnance de 1944 qui fixait les conditions pour la publication de la presse à la fin de la guerre : interdiction aux patrons de presse d'être patron ailleurs, d'être patron de plus d'un titre, interdiction de la publicité rédactionnelle... une loi qui si elle s'appliquait aujourd'hui ferait disparaître l'ensemble de la presse classique !

■ **L'âge de faire**, La Treille, 04290 Salignac, tél : 04 92 61 24 97. Après une longue préparation, cette revue vient enfin de publier son premier numéro. En seize pages tabloïd sur papier recyclé, elle propose un ensemble d'analyses écologistes sur les grands dossiers. Son originalité est dans son mode de diffusion : elle ne coûte que 0,50 € et de 25 ex par personne, afin d'en faire une revue très grand public comme l'avait été l'opération du Réseau Sortir du nucléaire avec L'Aberration. ■ **Critique communiste**, LCR, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. La ligne communiste révolutionnaire publie un numéro spécial de sa revue théorique intitulé *Écosocialisme ou barbarie* dans laquelle elle aborde le débat sur l'écologie et la décroissance. Les auteurs s'interrogent sur la notion d'abondance qui, selon la théorie socialiste serait contrefaite par les patrons... avec les limites de la planète de plus en plus évidentes. Cela reste encore bien dans le mythe du développement.

■ **La Ferme de Cécile DEUX SÈVRES** Cécile Fouchereau, après avoir découvert l'agriculture bio et biologique, le jardinage biologique, les alternatives, le commerce équitable. Maison citoyenne, 4, rue de la Monnaie, 58500 Clamecy. On peut s'y joindre si l'on habite à proximité (entre Parthenay et Poitiers). Cécile Fouchereau, La ferme de Cécile, La Rivallière, 79420 Vausseroux, tél : 05 49 64 23 29.

## Des entreprises solidaires

LYON

Silence vous invite à un débat, le vendredi 27 janvier à 18h, autour du dossier de décembre "Des entreprises solidaires : le réseau REPAS". Le débat se tiendra dans l'une de ces entreprises, "Cannelles et Piments". On pourra discuter des intérêts et des limites des alternatives développées par les entreprises du Repas. L'association "Cannelles et Piments" est située à Vaulx-en-Velin, au 4, chemin Drevet. Pour s'y rendre : métro Laurent-Bonnevay puis bus numéro 56 et descendre à l'arrêt "La Thibaudie".



## Fêtes, foires, salons

- **Vannes : 5<sup>e</sup> Salon bien-être.** 20 au 22 janvier, au parc des exposition Chorus, 85 exposants. Bio, éco-habitat, santé, associations, produits écolos... Loire-Événement, 19, place de la Poterne, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.
- **Paris : 22<sup>e</sup> Médecines douces.** 26 au 30 janvier, Paris Expo, porte de Versailles, 250 exposants, 10 conférences, 100 ateliers. SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.
- **Paris : 4<sup>e</sup> Naturally.** 2 au 6 février, Cité des sciences et de l'industrie, 120 exposants, surtout bio, 40 conférences et ateliers. Naturally, 6, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.
- **Rennes : 6<sup>e</sup> Plumes rebelles.** 2 au 5 février à la Halle Martenot et également à travers la ville. Salon du livre d'Amnesty international pour que la plume garantisse la liberté de penser. Amnesty International Rennes, Salon du livre, 32, quai Saint-Cyr, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 27 20.

## HAUTE- GARONNE

### Fabrication de cosmétiques

La ferme de Bouzigue propose un week-end de fabrication de cosmétiques à partir des plantes médicinales, les 21 et 22 janvier, animé par Moutsie de l'association Ortie de Bordeaux : modes de préparation, constituants de base utilisés pour la fabrication de vos remèdes, principales huiles essentielles, fabrication d'une crème et d'une lotion. Renseignements : La ferme de Bouzigue, chemin de Bel-Air, 31530 Montaigut-sur-Save, tél : 05 61 85 58 70.

## VAR Atelier d'artistes

Loïc et Elodie Meunier, enseignants, viennent de lancer un projet d'atelier d'artistes qui regroupera de la poésie, de la sculpture, de la gravure, de la photo d'art. Le projet prévoit l'éco-construction d'un local avec matériaux sains et chauffage aux granulés de bois. Ils espèrent progressivement pouvoir basculer de leur métier d'enseignants à celui d'artistes. Loïc et Elodie Meunier, 1, rue de la Bourgade, 83630 Régusse, tél : 04 94 70 19 05.

## MARSEILLE Colibris

Colibris est une association dont les activités sont liées aux livres : reliure, création, restauration, fabrication de papiers décoratifs. L'association propose une bibliothèque de livres anciens et un dépôt-ventes de différentes éditions. Colibris, 50, rue de Lorette, 13002 Marseille, tél : 04 91 64 58 10.

## AVIGNON

### L'arbre à palabres

Le théâtre des Carmes propose les 3 et 4 février à 20h30, un spectacle de contes et chansons de l'Afrique de l'Ouest avec Mohamed Adi, conteur et chanteur, et Karamoko Bangour, griot guinéen, chanteur et musicien. L'arbre à palabres, lieu de dialogue de négociation, est ici lieu de rencontre, d'échange et d'écoute. Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84000 Avignon, tél : 04 90 82 20 47.

## GRENOBLE

### Entre terre et ciel

Un an après l'occupation d'arbres du parc Paul-Mistral au centre de Grenoble contre un projet d'ex-

## Alternatives



tension du stade, le collectif qui a mené le combat sort une vidéo de 1h50 mn *Entre terre et ciel, l'arbre qui montre comment ont été menées les actions. Sos Parc-Mistral, tél : 06 83 78 75 86.*

### Retour des squats

Après les expulsions de l'été, la mairie de Grenoble a cru un moment s'être débarrassée des vilains squatters. Plusieurs squats ouverts durant l'automne ont été expulsés immédiatement, sans procédure judiciaire. Mais certains ont réussi à tenir dont le Parad-is-yack, un nouveau lieu avec toujours les mêmes ambitions : offrir un lieu ouvert sur le quartier avec des espaces de gratuité, des activités culturelles, un lieu de vie... bref, des activités



non lucratives. *Parad-is-yack, 9, rue des Bons-enfants, 38000 Grenoble, tél : 06 14 42 19 35.*

## DRÔME

### La Saponaire

La Saponaire est une boutique de produits biologiques et 100 % biodégradables présente sur le plateau du Vercors. La boutique cherche à réduire au maximum les emballages donc les déchets, donc le prix de vente. Pour faire ses achats, il faut donc amener ses contenants : produits d'entretien, épicerie sèche bio, papier recyclé, vaisselle jetable biodégradable et compostable... Une livraison est organisée chaque dernier lundi du mois pour les particuliers et les professionnels. La Saponaire, sous le Tilleul, 26420 Saint-Martin-en-Vercors, tél : 04 75 45 27 86.

## LYON

### Traboules

Tous les lundis de 8 h à 9 h, commencez la semaine en écoutant l'émission *Traboules* sur Radio-Canuts (102,2 MHz), émission consacrée aux alternatives locales. A Lyon, une traboule est un passage entre deux immeubles, l'émission sera un passage entre les initiatives. Pour ceux qui veulent écouter de plus loin : elle est directe sur [www.radiocanut.org](http://www.radiocanut.org)

## DRÔME

### Ecologie au quotidien

Les quatrièmes rencontres de l'écologie au quotidien se tiennent à Die du 20 au 31 janvier sur le thème "pays, paysans, paysages, terres solidaires" avec un copieux programme de débats, conférences, expositions...

- Vendredi 20 à 20h30 : film "paysans en Roumanie" au cinéma Le Pestel.
- Samedi 21 : *Construire la paix* avec fête au marché (10h), ateliers (14h), table-ronde sur l'éducation à la paix (16h), conférence "Terre patrie" avec Laurence Baranski et Edgar Morin (20h30).
- Dimanche 22 : *Paix et solidarité*, avec ateliers (10h et 14h), table-ronde "l'art de vivre en paix" (17h), café littéraire avec Ignace Pittet (18h), conférence "paix et solidarité" avec Isabelle Filliozat (20h30).
- Lundi 23 : *Alimentation et solidarité* avec atelier cuisine bio (10h), ouverture de vingt expos (14h), table-ronde avec Slow Food, Civam, Agribiodrôme, Corabio (16h), conférence Dr Joyeux (20h30).
- Mardi 24 : *Planète attitude* avec débat sur les défricheurs d'idées avec Yves Michel, les Amanins (18h), conférence "L'état de la planète" avec le WWF (20 h).
- Mercredi 25 : *Médecines écologiques* avec

table-ronde avec des thérapeutes et vétérinaires (18 h), conférence "les peuples racines" (20h30).

- Jeudi 26 : *Constructions écologiques* avec visites de sites (8h à 16h), table-ronde "éco et auto constructions" (18h), conférence "la maison autonome" avec N. Rigassi et P. Baronnet (20h30).
- Vendredi 27 : *Pollution et santé* avec table-ronde sur les pollutions radioactives (18h), conférence sur les pollutions électromagnétiques (20h30).
- Samedi 28 : *Paysannerie et solidarité* avec table-ronde "terres solidaires" avec les Amap, l'Alliance, Cocagne, Trampoline (10h), "le foncier agricole" avec Conf paysanne, Terre de lien, GFA et SCI, la Nef (14h), atelier semences paysannes (16h), table-ronde "semences" (18h), café littéraire avec André Bücher (19h30), conférence "paysans en avant-poste de la désobéissance civile" avec José Bové (20h30).
- Dimanche 29 : *Vers un éco-territoire* avec table-ronde "s'installer à la campagne" (10h), table-ronde "des éco-communes" (14h), table-ronde "démocratie participative" (16h), table-ronde "élevage de qualité" (18h), conférence d'Albert Jacquart (20h30).
- Lundi 30 : film "solidarité et média" (20h30).
- Mardi 31 : film "Le réchauffement climatique vu par un ours blanc" (20h30).

Renseignements : La Carline, 8, rue Auguste-Barnaud 26150 Die, tél : 04 75 21 00 56.



## Publicité

### ■ Réorientation de la publicité.

De l'aveu d'un dirigeant de *Metrobus* qui gère les panneaux publicitaires dans le métro parisien, les campagnes antipublicitaires ont provoqué une réorientation de la publicité pour de grandes marques vers la presse écrite et la télévision. (*Le Publiphobe*, juillet 2005)

### ■ Autocollant : quelle

**efficacité ?** L'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, a publié le 19 octobre une étude sur les suites de l'opération "autocollant anti-pub" lancée au printemps 2004 par le ministère de l'environnement. 9000 communes représentant la moitié de la population

française en ont commandé et aujourd'hui le taux de présence de ces autocollants sur les boîtes aux lettres varie selon les communes de 1% à 15,9%. Le record est pour Paris où l'autocollant a été distribué à tous via le journal municipal. Un sondage auprès des personnes qui l'ont collé indique que 70% en sont satisfaites. Le ministère promet de diffuser un nouveau million d'autocollants.

■ **Les déboulonneurs.** Les collectifs de déboulonneurs appellent à des journées de désobéissance avec des barbouillages en plein jour dans plusieurs villes de France les 27 janvier, 24 février, 24 mars... Renseignements : *Collectif des déboulonneurs*, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.



Action des Déboulonneurs à Paris.

## Précarité

Créé en 1989, le RMI concernait initialement 370 000 personnes. En 1999, le cap du million est franchi une première fois avant une baisse pendant deux ans. Début mars 2005, le cap du million a de nouveau été franchi. En 2004, le nombre de familles sur-endettées a augmenté de 22 %.

## Délocalisation

En trente ans, 70% des emplois dans le vêtement en gros ont été supprimés dans l'Etat de New-York. 17000 emplois ont ainsi disparu au premier semestre 2005. En cause : les délocalisations de l'activité en Chine. Ironie de l'histoire : l'essentiel des personnes qui ont perdu leur emploi étaient des immigrés chinois. (*Marianne*, 15 juillet 2005)

## Pentecôte Un jour pour rien ?

Selon une étude de l'INSEE rendue publique fin juin, dans les 113 plus grandes entreprises, la moitié n'ont pas travaillé pour la "journée de solidarité" et les autres avancent une production de moitié par rapport à une journée normale. Globalement sur l'ensemble des entreprises, environ la moitié des salariés ont travaillé... mais cela n'aura aucune incidence sur la croissance car ce qui a été produit ce jour là, n'a été qu'une avance sur le reste de l'année. Seul point positif selon le gouvernement : cela aura fait entrer environ 2 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. C'est bien connu : la droite baisse les impôts !

## Emeutes des jeunes

■ **Petite phrase.** "On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent" Bertold Brecht.

■ **Petite phrase.** "Les jeunes des banlieues ont plus besoin d'un ascenseur social que d'un car de CRS". Azouz Begag, ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances. 13 novembre 2005.

■ **Propositions.** Le 9 novembre après dix jours d'émeutes de jeunes, les associations de banlieue *DiverCité* et *Ici & Là-bas* ont publié une analyse dont nous publions des extraits :

"(...) Voitures et écoles se consomment, des pneus éclatent, des cocktails Molotov explosent, des jeunes des classes populaires, issus ou non de l'immigration postcoloniale, ne dissimulent plus leur envie d'en découdre avec la République française 'une et indivisible'. Ils n'ont jamais été les bienvenus, à moins de laisser derrière eux — après une heure de bus — leur culture, leur religion et leur histoire. (...) C'est l'émeute : « un soulèvement populaire, généralement spontané et non organisé, pouvant prendre la forme d'un simple rassemblement tumultueux accompagné de cris et de bagarres », nous dit le dictionnaire.

De l'autre côté de la fameuse « fracture sociale », les forces de l'ordre, flashballs à la main, hurlent et insultent les familles qui sont aux fenêtres ; humilient et interpellent à tout va mères, enfants et vieillards ; n'hésitent pas à se servir de l'intimidation et de la peur collective pour faire tourner le rapport de force à leur avantage ; ne reculent devant rien pour gazer à l'aveuglette, visant aussi bien les mosquées bondées que les centres commerciaux. Des syndicats réclament l'intervention de l'armée voire, pour certains, l'application de la loi martiale. Le ministre de l'Intérieur fait preuve de politesse racailleuse, et le gouvernement est frappé de myopie politique, frappant du poing sur une table vide, où il a jusqu'ici toujours refusé de s'asseoir.

(...) La crise économique, sociale et politique de la société française est à son comble (...) Les faits semblent pourtant évidents. A la suite de la mort de deux d'entre eux, des « jeunes » mettent à feu leurs propres quartiers. Dès lors, ils sont présentés comme une organisation criminelle transfrontalière, accusés d'être manipulés par des réseaux islamistes, et soutenus par l'économie mafieuse de la drogue. Au lieu de comprendre l'origine de l'émeute, la société française mène la politique de l'autruche, en parlant de violences irrationnelles et haineuses, qu'il faut réprimer « dans la justice et la fermeté ». Les forces de l'ordre — appellation en elle-même paradoxale — essayent de rétablir le calme, le silence, ou en d'autres termes, l'ordre public.

(...) Il faut dire clairement que derrière l'immense majorité des actes de violence, il y a des causes sociales et des responsables politiques, mais aussi, il faut l'admettre, des parcelles de légitimité. Même si toute violence est condamnable, force est de constater que la violence qui nous préoccupe n'est que le fruit de l'humiliation et de la relégation sociale qui règnent le reste de l'année dans la même zone, sans que personne ne s'en émeuve. Les violences sociales, subies dans le quotidien et dans la chair de millions de citoyens, sont plus légitimes et respectables que les violences urbaines, qui violent la « sarko-sainte » loi de la propriété privée. Cette violence-là sert habilement aujourd'hui de parangon à ceux qui ne veulent pas voir la violence du système qui l'a engendré. Pire, elle allume des feux qui n'éclateront que plus tard : à la différence des pinèdes provinciales, en banlieue, les contre-feux rallument toujours les foyers. Faire mine de découvrir les problèmes, chanter *La Marseillaise* pour exorciser le mal, c'est utiliser la souffrance exprimée aujourd'hui pour camoufler sa responsabilité dans son émergence. Et même si cela n'est pas dit explicitement, tout le monde le ressent.

Un exemple ? Personne ne s'interroge sur les raisons qui peuvent pousser deux adolescents à fuir en courant dès qu'ils entendent au loin les bruits des talkies-walkies des policiers ? Qu'est-ce qui crée chez eux une peur instinctive, qui les pousse à escalader un mur de trois mètres et se cacher dans un transformateur EDF, alors que de l'aveu même des services judiciaires ils ne sont pas délinquants ?

Nous y voyons pour notre part deux raisons principales. La première est que le bruit des talkies-walkies résonne dans nos têtes avec l'arrivée de problèmes en cascade : interpellation musclée, clés-de-bras douloureuses, insultes et brimades au su et au vu de tous, garde-à-vue où — l'histoire l'a amplement démontré — règne l'impunité policière, et plausibles inculpations judiciaires pour outrages et rébellions. C'est tout cela qu'évoque le son de la sirène. C'est tout cela que l'on fuit, lorsqu'on a quinze ans, vit en banlieue populaire, et qu'on n'a rien à se reprocher.

(...) Mettez fin à la précarisation croissante des habitants des quartiers populaires. Si les notions de flexibilité, d'adaptation, de mixité sociale, d'intégration républicaine, de discrimination positive, etc. sont les maîtres

mots de la classe patronale et de ses alliés à l'Assemblée nationale, elles signifient tout autre chose pour ceux qui ont subi vingt ans de politique néolibérale : ségrégation économique et spatiale, logement insalubre, inégalité des chances à l'école, panne de l'ascenseur social, tyrannie des contrats à durée déterminée sans perspective d'avenir, impossibilité de fonder une famille et de vivre dignement, tête coincée en dessous du seuil de pauvreté, séjours répétés au cachot, etc.

Stoppez la logique sécuritaire de la tolérance zéro, le racisme anti-immigré et la culture du chiffre de la police, qui sont à l'origine de la tension et des provocations dans les banlieues populaires.

Respectez-les en tant qu'êtres humains, arrêtez de les insulter en les qualifiant de « sauvages », de « racailles » à nettoyer au « kärcher ».

(...) Cessez d'instrumentaliser l'islam et les musulmans

(...) Rendez-leur leur dignité historique. Il est indispensable d'effectuer un retour critique sur le passé colonial en abrogeant la loi négationniste du 23 février 2005 portant sur « l'œuvre positive du fait colonial » et de réhabiliter l'histoire de l'immigration.

(...) Nous ne pouvons que voir une continuité évidente avec la manière dont l'Etat appréhende aujourd'hui les émeutiers et leurs motivations, et celle dont hier il comprenait les insurgés algériens. Le recours rarissime à la loi de 1955, celle qui justifia la sanglante intervention policière du 17 octobre 1961, permet rien moins que cela d'instaurer l'état d'urgence sur le territoire national.

(...) Un contrôle d'identité deviendra une rafle, une interdiction de séjour, un bannissement. Pis, ces nouvelles prérogatives marqueront pour longtemps, même après leur cessation, les pratiques policières dans les quartiers. En d'autres termes, le système d'inspiration coloniale s'auto-régénère.

(...) Ne confondez plus paix et pacification. Il faut des armes et des hommes en nombre suffisant pour maintenir un état de pacification, mais la justice est la condition de la paix sociale : sans justice, pas de paix. Paradoxalement, c'est cette paix que les incendiaires vous demandent d'avoir le courage de rechercher dans le langage que vous comprenez le mieux.

(...) Pour y parvenir, une seule solution immédiate : l'abandon de toutes les poursuites judiciaires à l'encontre des manifestants et la dispense de peine pour ceux déjà condamnés. (...) Victor Hugo en a été son plus éloquent défenseur : « Les guerres civiles s'ouvrent par toutes les portes et se ferment par une seule, la clémence. La plus efficace des répressions, c'est l'amnistie » (...)."

- DiverCité, 29, rue Léon-Blum, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 74 95 60.
- Ici & là-bas, CCO, 39, rue Georges-Courtelaine, 69100 Villeurbanne.

■ **Manipulations.** Nous avons recueilli les témoignages d'un des incidents, ce que les médias ont appelé "la première émeute en centre ville", le 12 novembre, et qui a conduit au couvre-feu à Lyon. Ce samedi, au CCO de Villeurbanne, se tient une fête de la CNT, syndicat anarchiste. Dès le début de l'après-midi, les CRS étaient déployés à l'angle de la place Bellecour, la place centrale de la ville. Pour éviter une manif des anarchistes ? C'est ce qu'affirmera Sarkozy. Le samedi, cet endroit est noir de monde et les CRS gênent le passage provoquant des attroupements, d'autant plus que la station de métro toute proche a été fermée. Vers 17 h, il y a une bousculade sur la terrasse du Mac Do proche d'eux (certains parlent d'un pétard ?) avec un début de panique et des tables renversées. Les CRS chargent immédiatement les personnes présentes sur place, ce qui leur vaut une réplique de quelques jeunes qui lancent des objets (chaise du McDo et canettes de boisson). Et c'est tout. Ceci n'a strictement rien à voir avec les incendies de banlieue si ce n'est la nervosité de la police. Le préfet du Rhône reconnaîtra qu'il y a eu erreur d'interprétation... mais les médias nationaux ne sont plus là et l'info reste dans la tête de l'ensemble des Français. On voudrait créer un climat de peur qu'on ne s'y prendrait pas autrement. On peut d'ailleurs généraliser en se demandant dans quelle mesure cette révolte a été spontanée... Sarkozy dispose sans doute d'un bon staff de psychologues et ne lâche pas ses petites phrases assassines gratuitement.

## Coran et féminisme



Des femmes venues de quinze pays se sont retrouvées à Barcelone, du 27 au 30 octobre, pour débattre de la place de la femme dans le Coran. Responsable de la section égalité des genres et développement de l'UNESCO, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Valentine Moghadam, musulmane d'origine iranienne, auparavant professeur de sociologie et directrice des études femmes à l'Université d'Illinois aux Etats-Unis a expliqué que de nombreuses mesures prises contre les femmes au nom de la religion n'ont aucune base dans les textes sacrés du Coran et des Hadith (texte racontant la vie du prophète Mahomet), en particulier rien n'indique que l'on doit exercer l'islam dans le cadre d'une société patriarcale. Des groupes comme Sisters in Islam (Malaisie) ou Baobab (Nigeria), qui ont déjà défendu des femmes accusées d'adultère, sont venues expliquer leurs actions et réflexions. Les femmes présentes, d'un haut niveau de culture, ont soulevé qu'il n'y avait pas que la condition des femmes qui est mal interprétée dans l'islam d'aujourd'hui : le Coran a été détourné de son message de paix, d'égalitarisme et de respect des autres. Nulle part, il n'est indiqué que l'islam est une religion supérieure aux autres. Nulle part il n'est interdit un mariage entre personnes de religions différentes. L'excision, la lapidation, la polygamie, la soumission de la femme à l'homme, le mariage forcé, l'interdiction de la contraception, le port du voile... rien de tout cela ne figure dans le Coran.

## Le temps qui passe

L'association Forum femmes Méditerranée organise un concours de nouvelles sur le thème "le temps qui passe". Il faut envoyer ses textes avant le 31 mai 2006 à : Forum femmes Méditerranée, 74, rue Longue-des-Capucins, 13001 Marseille, tél : 04 91 91 14 89.

de nouveaux affichages en 2005 : Aubervilliers, Montreuil, l'Ile-Saint-Denis, Stains, Epinay-sur-Seine, Pierrefitte-sur-Seine et Saint-Denis. Les élu-e-s qui voudraient voir ces affiches dans leur commune peuvent prendre contact avec : Collectif féministe contre le viol, tour Mantoue, 9, villa d'Este, 75013 Paris, fax : 01 53 79 04 41.

METZ

## Contre la violence faite aux femmes

Le collectif féministe contre le viol a lancé, en 2004, une campagne contre la violence faite aux femmes qui s'adresse aux hommes. Une première campagne d'affichage a eu lieu à Bobigny, Le Blanc-Mesnil, la Courneuve, Les Lilas, Romainville, Saint-Ouen et Villetaneuse. Sept nouvelles communes ont depuis donné leur accord pour

## Une femme seule

"Une femme seule" est une pièce de Dario Fo, écrite pour dénoncer le machisme dans les années 70 et toujours pertinente aujourd'hui. La pièce sera jouée au théâtre de la MCL Saint-Marcel, à Metz, le samedi 28 janvier à 20h30. Mise en scène de la compagnie Aladin et Atelier théâtre. Maison de la culture et des loisirs, 36, rue Saint-Marcel, 57000 Metz, tél : 03 87 32 53 24.



## Programme REACH vidé de son contenu

Le programme REACH proposé au niveau européen, prévoyait d'une part la substitution de produits chimiques moins dangereux quand des alternatives existent ; d'autre part qu'une étude systématique et complète soit faite avant la mise sur le marché de nouvelles molécules. Après un long travail de sappe de l'industrie chimique, le texte a été adopté par le Parlement européen le 17 novembre par 407 voix contre 155, reprenant la première partie, mais limitant la portée de la deuxième partie en obligeant à faire ces études que pour quelques produits particulièrement dangereux et à ceux produits à plus de 100 tonnes. Cet allègement évite de fait une expertise aux deux tiers des molécules, actuellement une telle expertise n'a été faite que sur 10 % des molécules. Les associations écologistes et de consommateurs, de santé, font un bilan mitigé de l'adoption de ce texte, regrettant qu'une grande partie du texte ait malheureusement disparu.

## LYON-TURIN

### Pas d'accord !

Le chantier colossal de la ligne ferroviaire Lyon-Turin a commencé. Budget annoncé : 11 milliards d'euros. Pour traverser les Alpes au plus vite, il est prévu de percer des tunnels de plus de 50 km de long à certains endroits en dessous de massifs culminant à plus de 3000m. Tout ceci sous des prétextes "environnementaux" car il permettra de désengorger les tunnels du Fréjus et du Mont Blanc... Mais il se situe bien dans une logique "croissante" en permettant toujours plus de transports de marchandises et de personnes, toujours plus vite... Les manifestations contre ce projet s'intensifient en Italie, dans le Val Susa, région qui va être considérablement dégradée par cette construction de ligne de chemin de fer. Le 4 juin dernier, une manifestation a rassemblé 40 000 personnes ; depuis de nombreuses actions de blocages ont été réalisées notamment par des groupes anarchistes qui ont subi une grosse répression ; une nouvelle manifestation et une grève générale a eu lieu dans le

## Transports

■ **Etats-Unis sans voiture.** Alors que la télévision nous présente l'american way of life avec force voitures, nous avons appris, lors du passage du cyclone Katrina, que 25% des habitants de la Nouvelle-Orléans n'ont pas de voiture.

■ **Pédibus.** J'emmène mon enfant à l'école en voiture... parce que j'ai peur qu'il se fasse renverser par une voiture. Cercle vicieux qui depuis quelques années est en train d'être brisé par les mises en place de circuits *pédibus*. *Pédibus* consiste à effectuer un ramassage scolaire pédestre avec un repérage des domiciles des élèves, mise en place de lieux de regroupements, étude d'un itinéraire évitant les carrefours dangereux, implication des parents à tour de rôle pour faire l'accompagnement. Pour en savoir plus : [www.pedibus.ch](http://www.pedibus.ch)



■ **4x4 et motos manifestent.** Après que le ministère de l'environnement ait rappelé que la loi interdit le passage des 4x4, des motos et des quads en dehors des routes ouvertes à la circulation, les heureux pollueurs propriétaires de ces engins ont organisé le 20 novembre des manifestations de protestation un peu partout (un millier de personnes à Paris, moins ailleurs). Sublime astuce des organisateurs : la manifestation appelait à la défense des "loisirs verts" ! Joli oxymore.

■ **Obésité.** Une étude montre qu'ayant le même régime alimentaire, les Néerlandais souffrent moins d'obésité que les Français. L'étude montre que la principale différence provient de l'usage du vélo très en vogue chez les jeunes des Pays-Bas. (*Fnaut-infos, septembre 2005*)



Le chantier Lyon-Turin : 40 000 personnes se rassemblent le 4 juin 2005.

Val Susa le 16 novembre dernier : il y a eu entre 80 000 et 100 000 manifestants. Rappelons que la liaison voyageurs actuelle, grâce au train pendolino italien — train qui se penche dans les virages — permet déjà de relier Lyon à Turin à 160 km/h.

En France, les Verts se contentent de maintenir la pression pour que le tunnel soit mixte voyageurs/marchandises. Personne ne milite contre cette fuite en avant de la mobilité, au grand dam des Italiens, qui espèrent vivement des soutiens français.

## Changement climatique

■ **Changement de longue durée.** Le changement climatique engagé aujourd'hui est prévu pour durer. Si l'on peut penser que le "pic de production" des gaz à effet de serre sera atteint au 21<sup>e</sup> siècle (du fait de l'épuisement des ressources fossiles), la stabilisation des températures, à un niveau plus élevé, devrait prendre quelques siècles, l'élévation du niveau de la mer due à la dilatation thermique devrait se poursuivre plusieurs siècles, la fonte des glaciers pourrait durer plusieurs millénaires. (*GIEC 2001*)

■ **2003 : +4,5°C.** En France, la température moyenne en 2003, année de la canicule a été de 4,5°C supérieure à la moyenne observée entre 1970 et 2000.

■ **Records de température.** Les mois de septembre et d'octobre 2005 ont été les plus chauds, pour ces mois, en Europe depuis le début des mesures météorologiques. Avec 25°C mesurés à Bourges le 28 octobre, nous étions à plus de dix degrés au-dessus des normales saisonnières (moyenne 1970-2000). L'Amérique du Nord a aussi connu deux mois records.

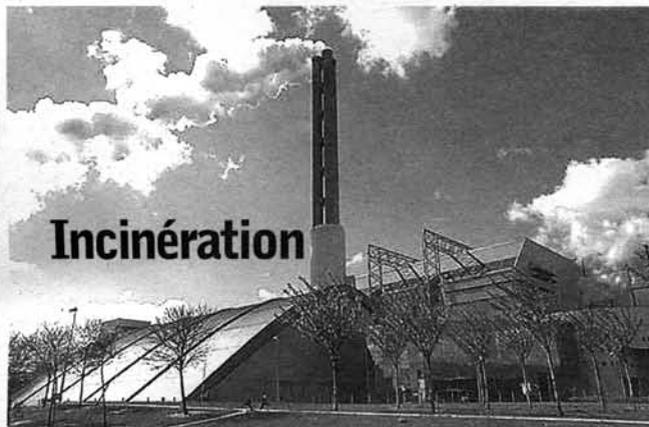
■ **Transports responsables.** En France, officiellement le secteur des transports est responsable de 26 % des émissions de gaz à effet de serre (38 % au Québec !). Mais ce chiffre ne tient

compte que de ce que dégagent les carburants. Il faudrait y rajouter les émissions provoquées par la construction des véhicules, par la construction des réseaux routiers, par le raffinage et le transport des carburants... ce qui nous laisse supposer une responsabilité proche des 50 %. C'est donc bien contre les voitures individuelles qu'il faut se battre en premier.

■ **Chauffage électrique gros émetteur !** En France, malgré nos multiples centrales nucléaires, en hiver, nous devons avoir recours aux centrales thermiques pour fournir le supplément nécessaire d'électricité que réclame le chauffage électrique. En période de froid, le nucléaire n'assure que 2/3 de l'électricité. Résultat : le chauffage électrique, du fait de son très mauvais rendement, émet autant de gaz à effet de serre que le chauffage au fioul, plus que le gaz naturel et que le chauffage au bois ! (*Changement climatique, Sabine Rabourdin, éd. Delachaux et Niestlé*)

■ **Étiquettes pour les voitures.** Reprenant les étiquettes énergétiques pour l'électroménager, les voitures depuis début 2006, sont maintenant présentées avec des étiquettes CO<sub>2</sub> : de A, avec moins de 100 g au km, jusqu'à G pour celles qui dépassent 250 g. Cela favorisera les petites voitures peu consommatrices... mais n'a rien à voir avec une voiture propre : d'une part, cela ne mesure que les émissions de CO<sub>2</sub>, d'autre part, les voitures posent bien d'autres problèmes que les émissions de gaz à effet de serre.





## Incinération

■ **Hérault : gestion calamiteuse des déchets à Lunel-Viel.** Le 21 octobre dernier, l'association *Entre mer et étangs Sète environnement* a porté plainte pour "mise en danger de la personne". Alors que les incinérateurs sont présentés comme un moyen de réduire les déchets, il n'en est rien : ils séparent les phases gazeuses, liquides et solides, ces derniers donnant des mâchefers qui doivent ensuite être stockés selon la loi dans une décharge de classe 1, comme déchets toxiques. Or l'association a appris que l'on retrouve des mâchefers un peu partout : 1000 tonnes sur la piste d'accès à l'ancienne décharge de Villeroy 2 à Sète, 2583 tonnes sur la piste d'accès au canal de la Peyrade aux Aresquiers, 13 500 tonnes sur l'ancienne décharge de Villeroy à Sète, 17584 tonnes sur le triangle de Villeroy, 9400 tonnes de matériaux et 14 619 tonnes sur la carrière de l'Homme et la Pierre à Poussan, 4302 tonnes de mâchefers purs sur le terrain de la SCI Valette à Poussan. Des analyses réalisées sur ces sites en février 2004 par la société Antea et remis à la Drire indiquent une présence excédentaire d'arsenic, plomb, cadmium, chrome ; la présence de dioxines n'a pas été recherchée. En attendant que la justice fasse son travail, l'association demande que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités et entreprennent rapidement la dépollution des sites concernés. *Entre mer et étangs Sète environnement*, tél : 04 34 99 14 06.

■ **Marais Poitevin : contre l'incinérateur.** La mobilisation contre un projet d'incinérateur à proximité du parc naturel du marais Poitevin, à la limite entre les Deux-Sèvres et la Vendée, a permis d'obtenir en début d'année un "moratoire" puis un "ajournement". Mais concrètement, le projet est toujours dans les cartons et la mobilisation se poursuit. On peut y participer en rejoignant le collectif sur internet : <http://altincineration79.free.fr> et de manière plus générale exiger l'abandon de l'incinération sur tout le territoire en signant l'appel national sur <http://avenir-sans-incinerateurs.over-blog.com>.

■ **Rhône : contamination industrielle.** Dans les années 80, est autorisée la construction d'un incinérateur industriel dans la plaine industrielle de Saint-Vulbas (dans l'Ain, à côté de la centrale nucléaire de Bugey). Le PCB, ou polychlorobiphényles, est une huile utilisée après guerre dans les transformateurs électriques pour sa forte résistance à la température... et peut se transformer en dioxine en cas d'incendie. Comme cela s'est produit plusieurs fois, elle a été interdite d'usage dans les années 80 et l'incinérateur de la plaine de l'Ain, géré par la société Tredi a alors été autorisé à brûler les PCB. En 1985, une campagne d'analyses sur des poissons du fleuve Rhône révèle une importante contamination en PCB des chairs des poissons. Un an plus tard, la Frapna, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, effectue ses propres prélèvements et constate que la contamination est toujours là : on en trouve cent fois plus en aval de l'incinérateur qu'en amont ! Sous la pression, Tredi accepte de financer une étude sur cette pollution et en 1988 change son procédé de destruction des PCB. En 1989, de nouvelles mesures montrent que la pollution est toujours présente ! Les années passent, les associations de pêcheurs et de protection de la nature continuent à essayer d'alerter la population et les autorités... Enfin, le 15 septembre 2005, la société Tredi est obligée d'arrêter son incinérateur. Ah non, excusez-moi, j'ai mal lu l'annonce de l'Afssa, Agence française de sécurité sanitaire des aliments ! C'est la consommation des poissons qui est interdite ! Comme depuis vingt ans, la pollution, elle, peut continuer... et on en cherche l'origine.

## QUÉBEC

### Artisans de non-violence

Depuis 2003, le centre de ressources sur la non-violence de Montréal a lancé une initiative artistique pour demander à des peintres de dresser le portrait d'une figure de la non-violence. Ce travail a débouché sur une exposition d'une quarantaine de tableaux visible jusqu'au 31 août 2006 au centre Saint-Pierre, 1212, rue Panet, à Montréal. *Centre de ressources sur la non-violence, 1945, rue Mullins, local 160, Montréal, Québec, H3K 1N9, tél : 514 272 5012. site : www.nonviolence.ca*

## ITALIE

### Conséquences de la guerre au terrorisme

Isodarco, Ecole internationale pour le désarmement et la recherche sur les conflits, fondée en 1966 par la branche italienne du groupe Pugwash, organise ses 19<sup>e</sup> rencontres du 8 au 15 janvier à Andalo (Trento), sur le thème : "guerre au terrorisme, résultats et coûts en Europe et dans le monde" (en anglais). Renseignements : *Carlo Schaerf, department of physics, Université of Rome, Tor Vergata, via della Ricerca Scientifica, 1, 00133 Rome, Italy, tél : (39) 06 72 59 45 60, www.isodarco.it*

### Reconversion civile

Avec la fin de la conscription et la concentration des activités militaires, de nombreux sites ont été déclassés et rendus à des activités civiles. Nos amis de l'*Union pacifiste* en dressent un inventaire dans leur numéro de septembre. Ainsi 27 000 hectares sur les 260 000 que possédait l'armée ont retrouvé un usage civil. En 2004, quatre-vingt-un sites ont été reconvertis (ce qui a rapporté aux militaires 52,5 millions d'euros). Parmi ces sites, l'ancien hôpital militaire de Cherbourg (Manche) accueille maintenant une école de cinéma et une pépinière d'entre-

prises dans le secteur de l'audio-visuel. La Caserne Drouot à Mulhouse (Haut-Rhin), abrite le Conseil général, une école de cirque et un parc d'activités. L'ancienne base sous-marine de Lorient (Morbihan) accueille des entreprises de haute technologie spécialisées dans l'industrie marine, un centre culturel et un atelier pour les bateaux de compétition. La Caserne de la Frère (Ain) datant du 18<sup>e</sup> siècle va être transformée en logements sociaux. A Grenoble (Isère), la caserne de Bonne va devenir un pôle jeunesse et permettre d'installer un parc public de 10 ha en pleine ville. A Dijon (Côte-d'Or), la caserne Junot laisse la place à 500 logements (petits collectifs et maisons de ville), de part et d'autre d'un parc. A Dinan (Côte-d'Armor), les casernes Beaumanoir et Duguesclin vont permettre la création d'un quartier de 300 logements, d'un pôle universitaire, d'un pôle administratif... Sortons enfin de l'âge des casernes ! *Union Pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.*

### Amiante militaire

Le porte-avions *Clemenceau* doit être démonté et rendu à la ferraille. Mais il contenait deux cent vingt tonnes d'amiante. En 2004, l'armée le cède à une compagnie espagnole qui veut le sous-traiter en Turquie. Devant la levée de boucliers des associations sur les risques pour les Turcs, l'armée récupère son porte-avions, démonte une partie de l'amiante et cherche une nouvelle société pour traité ce qui ne peut être enlevé sans couler le bateau soit environ vingt tonnes. Elle pense l'avoir trouvé avec SDI, Ship Decommissioning Industry, une filiale panaméenne du groupe Thyssen... lequel choisi d'envoyer le navire à Alang, en Inde, où les conditions de travail sont parmi les pires du monde. Greenpeace et les associations de lutte contre les pollutions à l'amiante dénoncent ce nouvel accord et demandent le respect du convention de Bâle qui interdit l'exportation des déchets dangereux. L'armée rétorque alors qu'il ne s'agit pas d'un déchet mais de matériel militaire qui échapperait à la convention de Bâle. Le 11 octobre dernier, la cour d'appel de Paris a pris une décision courageuse : elle s'est déclarée incompétente...

# Les réparateurs de biotope

Dans ce qui fut l'Allemagne de l'Est, des écologistes essaient de restaurer les dégâts du productivisme "socialiste", dégâts que poursuit le productivisme "capitaliste".

Leipzig devait plaire à Alphonse Allais, l'on dit d'elle "c'est une ville dans la forêt". C'est vrai, du haut (très haut) du mémorial, les arbres sont à peine troués de toits. Et si vous allez à Leipzig, on vous emmènera d'abord au mémorial, il célèbre... la grande défaite de Napoléon en 1813. De quoi rendre un peu modestes les visiteurs français.

Mais je vous parlerai surtout de Borna, à trente km de là.

Pourquoi précisément cet endroit ? Parce que l'on n'en parle pas et qu'il mérite qu'on le fasse, exemplaire à plus d'un titre. Borna concentre à la fois les résultats dévastateurs d'une industrie totalement inconséquente car productiviste et ce que peuvent accomplir ceux qui prennent conscience des dégâts. Ce sont eux que j'appelle les réparateurs de biotope.

Borna est un petit bourg qui épaulé joliment un clocher dominant. Tous les villages du coin sont repeints de frais, très fleuris. Les subventions de l'Allemagne de l'Ouest y sont sans doute pour quelque chose. On nous montre pourtant de très rares habitations grises et délabrées de style caserne, vestiges de l'époque russe. Mais vite, direction les mines.

## Spectacle lunaire

Tout, en effet, repose ici sur l'exploitation du lignite (roche sédimentaire combustible entre tourbe et houille, résultant de la décomposition de bois ligneux enfouis sous les sédiments de 30 millions d'années). Repose, drôle d'euphémisme, car c'est d'une infernale activité qu'il s'agit. Les mines de lignite sont des exploitations à ciel ouvert. Donc, pas de puits, mais cependant il faut creuser après enlèvement de la terre arable (la région était agricole avant les mines), jusqu'à 50 m et plus, des cratères géants, des pistes d'accès pour les engins, des plateformes, etc. Sur un des sites, soit 4000 hectares, 14 milliards de m<sup>3</sup> ont été enlevés pour extraire 588 millions de tonnes de lignite entre 1939, début de l'exploita-

tion et 1994, sa fermeture. Et dès que l'on jugeait que la production n'était plus rentable, on laissait tout en l'état. Et il y en a eu ici jusqu'à vingt-trois !

Alors, imaginez : cela donne une surface lunaire, des milliers d'hectares de sols arides, écorchés, crevassés, troués de cratères géants. Les eaux de ruissellement ravinent sans retenue. Mais, et là un espoir d'avenir apparaît, les eaux souterraines, pompées sans relâche pendant l'exploitation, montent et envahissent les excavations. D'où la très timide apparition de quelques plantes sur les berges des nouveaux lacs ainsi formés. Et l'idée de reconstruire tout un biotope à partir de ce début de vie. C'est là qu'interviennent nos amis écologistes allemands, et c'est là que l'on peut admirer sans réserve le fantastique travail accompli depuis une dizaine d'années. Ils réparent le biotope... Harald, Annett, Cecilia, Katia et bien d'autres.

Tout tourne autour de l'Ökologische Station (Centre écologique) de Borna, structure bien organisée qui accueille beaucoup de visiteurs, stagiaires, etc.,

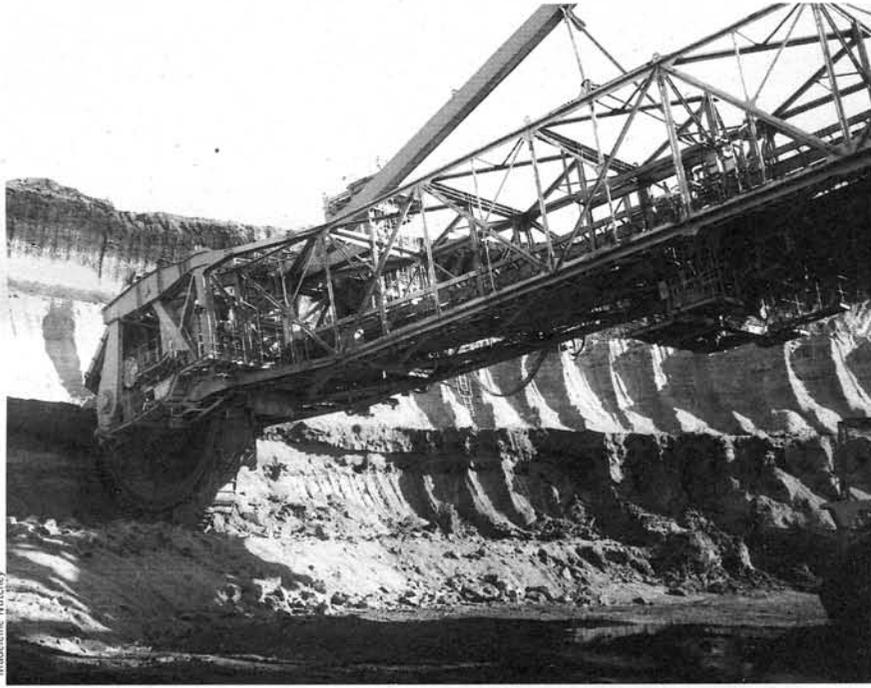
dans des bâtiments autoconstruits à l'orée de la forêt. Les salariés et bénévoles qui gravitent autour du centre sont à l'origine du classement en Naturschutzfonds (zone de protection de la nature) de ce territoire minier. C'est un statut spécial. Il y a des secteurs totalement protégés où aucune présence humaine n'est tolérée, d'autres où les promeneurs et cyclistes peuvent emprunter des chemins à condition de ne pas s'en écarter, d'autres sont rendus aux agriculteurs, mais il existe encore quelques mines en cours d'exploitation.

Le travail accompli est gigantesque, j'insiste. Apport de milliers de tonnes de terre là où le sol trop décapé ne pouvait se régénérer, plantation d'arbres (après essais de différences essences, on n'a retenu que les espèces autochtones et abandonné des espèces venues d'Amérique du Nord qui se sont mal adaptées, ou les peupliers balsam dont les feuilles se décomposent trop mal pour donner un bon humus). Pour fixer les pentes instables, plantation d'arbustes ? Les argousiers bordent d'orange les chemins et ces baies font de bonnes confitures (vitamine C !). Observation attentive et parfois réintroduction des oiseaux s'habituant peu à peu au milieu qui se recréait.

Tout est surveillé et pensé et c'est très difficile car le terrain n'est pas du tout homogène et certaines zones s'effondrent.



Lac non encore réaménagé et centrale au fond.



Madeleine Nutchey

Forage minier.

Il faut sonder le sol avant de tracer la moindre route et les paysans appellent ces endroits "la terre des minutes", car une portion cultivée peut soudainement disparaître en une minute ! Il est indispensable de réguler le niveau de l'eau dans les nouveaux lacs qui servent en même temps de bassins de rétention. On les a utilisés dans les années 80 pour l'irrigation après d'énormes travaux d'adduction, mais on a ainsi asséché des lacs. Maintenant, c'est interdit. Certains lacs communiquent par un canal permettant de régler les niveaux de l'eau. Ainsi, en hiver, il ne faut pas moins de 50 cm d'eau pour recouvrir les zones de marnage car sinon elles gèleraient et les limicoles — oiseaux à long bec vivant de ce qu'ils trouvent dans la vase — ne pourraient plus s'y nourrir. Les oiseaux sont donc revenus, tentés par les roselières. Certains migrateurs font seulement escale, d'autres nichent. Mais ce petit monde est encore très fragile bien qu'il fasse la fierté des observateurs : là, des couples de cygnes chanteurs (très rares) ont niché, ici, on a vu des huppés (en voie de disparition), on ne compte plus les gravelots. (212 espèces inventoriées, je ne les citerai pas)... Bien sûr, les insectes sont aussi présents, avec 21 sortes de sauterelles et beaucoup de libellules. Les amphibiens réapparaissent mais pas encore les poissons. Les eaux sont trop acides — pH de 3 — pour la vie aquatique et... les baigneurs. Car ces eaux sont remontées des profondeurs. Dans un seul petit lac, on a commencé d'ajouter de la soude et de l'eau venue d'ailleurs pour obtenir un PH de 4,5 (baignade autorisée) afin d'essayer de réintroduire des poissons.

Car l'objectif, c'est de recréer un biotope complet dans des lieux rendus complètement inhospitaliers par l'industrie humaine. Et quand on voit certains de ces lacs entourés d'une forêt neuve et de berges herbues fleuries, on se dit que le travail de réhabilitation a été sacrament utile.

D'autant plus que les mines abandonnées ont servi de décharge ! Il en reste une, gigantesque, la plus grande d'Allemagne. Impossible de la vider. Ce que cela donnera, les infiltrations, on ne sait pas...

## Pendant la restauration, les travaux continuent

Mais il existe encore des exploitations en service. Les excavatrices sont énormes, le bruit et la poussière à l'avenant. Il n'y a pas beaucoup de mineurs, tout est mécanisé à l'extrême et le lignite extrait circule sur des kilomètres de tapis roulants. Ce ne sont pas les conditions de travail épuisantes des mineurs du siècle dernier, certes. Mais pourquoi continue-t-on à extraire ce combustible fossile ? Pourquoi est-ce que l'on creuse et éventre la terre, quand, tout près, on la reconstitue et la replante si laborieusement ?

Celui qui nous guide précise qu'aujourd'hui les tonnes de terre enlevées sont immédiatement transportées là où justement il faut remblayer, que les responsables de l'exploitation sont tout à fait conscients de la nécessité de protéger la nature. On veut bien le croire, un peu... Et qui sont-ils les exploitants puisque

l'ancien propriétaire, la RDA n'existe plus (23 mines d'Etat à l'époque) ? La société s'appelle la Mibrag, elle est... anglo-américaine. Elle fournit le combustible nécessaire à l'usine qui a planté ses tours de refroidissement juste au-dessus du paysage remis à neuf.

Cette centrale thermique serait, nous dit-on vite, une centrale thermique "modèle" ! Elle est géante. Deux unités de 920 mégawatts. Les tours ont 106 m de hauteur. Elle brûle 34 000 tonnes de lignite par jour et doit utiliser 1000 m<sup>3</sup> d'eau pour le refroidissement. Pourquoi "modèle" ? Parce que les fumées sont nettoyées à la chaux vive et les poussières sont retenues par des électrofiltres. Grâce au rendement exceptionnel de cette centrale (47%), les rejets de CO<sub>2</sub> sont réduits de 33%. L'exploitant, privé, c'est Vattenfall Europe qui fournit de l'électricité à plusieurs pays européens. Avec seulement 300 salariés, contre 3000 pour l'ancienne centrale, ils produisent dix fois plus, donc ils sont bons aussi pour la production de chômeurs. En Allemagne, le lignite, c'est 28% de la production d'électricité contre 20% pour les centrales à charbon, et 30% de nucléaire, et 11% en énergies renouvelables. C'est vrai, les éoliennes remuent le ciel de partout, on remarque quelques capteurs solaires sur les toits (il y a tout près un ensemble de 33 500 panneaux de photopiles, le plus grand du monde). Du lignite, il y en aura dans le voisinage jusqu'en 2040 et cette centrale alimente en électricité quatre millions de logements. Son rendement est le meilleur d'Europe. Le lignite de Borna est d'excellente qualité. Et c'est une centrale "propre", on nous le dit et redit. En outre, par souci de l'environnement, la société Mibrag a dépensé 700 millions d'euros dans des actions de défense de la nature...

On reste un peu perplexe. Quel est le vrai bilan ? Par rapport au nucléaire, on préfère. Mais 11% en énergies renouvelables cela pourrait être augmenté. On pense à la mine, juste à côté et aux gigantesques mâchoires des engins dévorant un sol que nos amis auront tant de mal à reconstituer. Quel courage et quelle patience il leur faudra, à ces réparateurs de biotope ! Et faut-il vraiment consommer autant d'énergie ? Et détruire d'un côté pour tenter de remettre en état ensuite alors qu'un autre mode de vie pourrait sans doute l'éviter ?

Madeleine Nutchey ■

Reportage réalisé grâce à l'invitation d'un groupe de naturalistes, Lo Parvi, en Isère, voyage en minibus partagé, le train étant jugé trop long, trop compliqué... eux-mêmes invités par des écologistes allemands.

## Petite phrase

"Sauf à penser que 'la tribu nucléaire' est composée de défilants intellectuels (...)  
il faut chercher à comprendre pourquoi notre société développe avec assurance des dispositifs inadaptés et risqués, pourquoi la grande majorité des gens s'accroche à des mensonges et d'impasses, et comment il serait possible de faire autrement".

Jacques Testart, ancien président de la commission française du développement durable, préface du livre *So Watt*, ed. Aube, 2005.

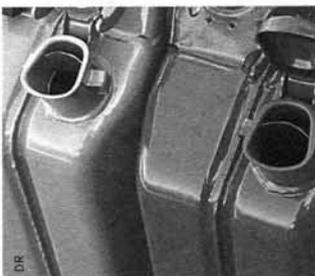
## Mur du çon

"Il est écologique de choisir le nucléaire lorsqu'on a épuisé les possibilités offertes par les autres énergies renouvelables". Michel Rocard, dans *La Vie* du 13 octobre 2005. Décidément le lobby nucléaire est très efficace pour faire raconter des bêtises à nos hommes politiques ! Faut-il rappeler que l'énergie solaire représente environ 5000 fois ce que nous consommons actuellement.

## Bâtiments à énergie positive

Expérimentés depuis une vingtaine d'années, il est maintenant possible de développer à grande échelle des bâtiments non plus économes mais producteurs d'énergie. Lors de la 25<sup>e</sup> édition de Bâtimat qui s'est tenue

à Paris du 7 au 12 novembre, les professionnels du bâtiment ont présenté de nombreuses innovations qui peuvent permettre cette évolution : tuiles photoélectriques, multiples formes d'isolation, vitrages peu émissifs (trois fois plus efficaces aujourd'hui qu'en 1980), récupérateur de chaleur lors du renouvellement d'air, choix de matériaux économes, recyclage de chantier de démolition (notamment en réutilisant les débris de pierre), etc. Le salon a remis sa médaille d'or à une membrane souple d'étanchéité contenant des cellules photovoltaïques avec un rendement de 20% qui s'installe sur les toitures terrasses, mise au point par la société allemande Alwitra. Celle de bronze est revenue à un parpaing de chanvre et de chaux aux bonnes performances thermique et phonique, et bon marché, créé par une petite société du Morbihan, Easy Chanvre.

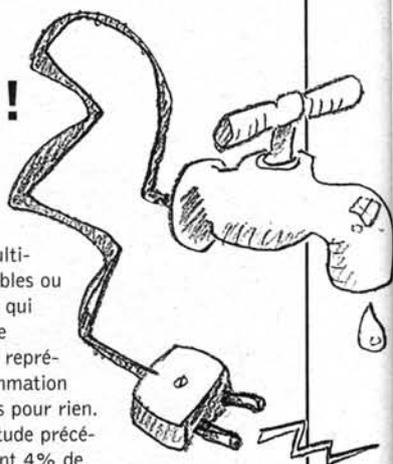


## Fin du pétrole

■ **Fonds de tiroir.** Le prix du pétrole montant, il devient rentable d'exploiter des gisements moins importants ou plus profonds.

## Veilles électriques Chassez le gaspi !

Tout le monde connaît l'histoire du robinet qui goutte : à la fin d'une année, ce sont des mètres cubes d'eau perdus et une facture qui s'alourdit. Les veilles électriques se multiplient sur les appareils électriques, visibles ou non : ce sont des "gouttes électriques" qui coulent pour rien également. Une étude danoise vient de révéler que ces veilles représentent en moyenne 10% de la consommation domestique, 700 kWh par an, 73 euros pour rien. Ce chiffre est en hausse rapide : une étude précédente faite en 1999 arrivait à seulement 4% de "fuites". Pour éviter cela, vous pouvez bien sûr systématiquement débrancher les appareils électriques qui ne servent pas (l'horloge au-dessus du four, dans le magnétoscope...), relier les appareils à une seule prise équipée d'un interrupteur général que vous actionnez en quittant la pièce. Enfin, vous pouvez éviter d'acheter des appareils électriques, c'est ainsi que vous ferez le maximum d'économies d'argent et d'énergie. En France, les veilles électriques consomment la production de six réacteurs nucléaires !



Ainsi, il existe 88 puits de pétrole dans la Seine-et-Marne qui ont produit, en 2004, 332 000 tonnes de pétrole. Un gisement français qui devrait être rapidement pompé maintenant.

■ **Stopper les aménagements routiers.** Alors que le gouvernement commence à s'inquiéter d'un possible manque de pétrole et suggère de conduire moins vite, les écologistes ex-MEI, proposent une mesure simple et économe pour favoriser le ralentissement de la circulation : que l'on arrête les aménagements routiers qui tendent à favoriser la vitesse... et que ce qui est alors économisé serve au redéploiement du réseau ferroviaire local. *Les Ecologistes, MEI, 26 ter, rue Nicolaï, 75012 Paris, tél : 03 89 40 31 11.*

■ **Rail : hausse de la fréquentation.** La hausse du pétrole a provoqué une embellie du côté des trains. La SNCF indique une forte progression du nombre de voyageurs au premier semestre 2005 (jusqu'à + 7,5 % en plus en Rhône-Alpes). Elle l'explique par la hausse du pétrole et par la rénovation de nombreuses lignes TER modernisées par les régions.

ALSACE

## Géothermie profonde

Depuis le début des années 90, un site scientifique a été ouvert à Soultz-sous-Forêts, pour étudier les possibilités d'extraire de la chaleur du sous-sol. Jusqu'en 1997, un puits descendant à 3800 m de profondeur a permis de faire des essais et des mesures thermiques. Entre 1998 et 2001, un deuxième puits descendant à 5000 m a permis d'atteindre des couches géologiques où la température est de 200°C. Un projet de centrale géothermique est en construction qui en injectant de l'eau à cette profondeur par un puits permet d'en faire remonter de la vapeur par un autre puits, vapeur qui ensuite fait tourner une turbine et devrait, d'ici 2006, produire de l'électricité en continu avec une puissance prévue de 6 MW électriques. Si les prévisions sont confirmées, d'autres puits, construits légèrement en biais devraient permettre ensuite d'augmenter la puissance de l'installation jusqu'à 25 MW. *GEIE, BP 38, route de Soultz, 67250 Kutzenhausen, tél : 03 88 80 53 63.*

## Solaire

■ **Avion solaire.** Présenté au salon du Bourget en juin, la maquette d'un avion solaire capable de faire le tour du monde. De quoi faire rêver ! Avec 80 m d'envergure, il disposera de 250 m<sup>2</sup> de panneaux solaires. Le projet soutenu par Bertrand Piccard n'est pas à la portée de tout le monde : le prototype qui volera à 100 km/h devrait coûter 60 millions d'euros... et ne transportera qu'une seule personne.

■ **Thermique : la France en retard.** Fin 2004, on estime qu'il y avait 750 000 m<sup>2</sup> de capteurs solaires thermiques en France. Par comparaison, l'Allemagne, moins ensoleillée, en compte 6 millions, la Grèce 3 millions, l'Autriche, 2 millions... En 2004, il s'est installé 110 715 m<sup>2</sup>, soit une hausse de 18 % par rapport à 2003. La moitié des installations se fait à l'outre-mer, mais le développement s'accélère en métropole. Fin 2003, on comptait 3347 centimètres carrés de capteurs solaires thermiques par Autrichien... contre 122 cm<sup>2</sup> par Français. En France, on a 58 réacteurs nucléaires, en Autriche, zéro. Aucun rapport ?

■ **Etude énergétique en ligne.** L'Institut national de l'énergie solaire a mis en ligne sur internet un petit logiciel gratuit qui permet d'entrer les données techniques de son habitation et de calculer les économies d'énergie et d'argent que peuvent vous apporter des capteurs solaires : [www.institut-solaire.com](http://www.institut-solaire.com)



Si vous ne voulez pas que le nucléaire reparte en France (et en Europe) pour une cinquantaine d'années, il faut impérativement bloquer l'actuel projet d'EPR à Flamanville (Manche). Alors que les constructeurs de centrales n'existent plus dans le reste de l'Europe, la France espère ainsi pouvoir maintenir en fonctionnement ce secteur de son industrie.

Un rassemblement est organisé pour le week-end de Pâques à Cherbourg (15 et 16 avril 2006). Vous pouvez déjà agir aujourd'hui :

■ en faisant un don financier aux organisateurs : chèque à l'ordre du Crilan, à adresser à : Crilan, 10, route d'Etang-Val, 50340 Les Pieux, tél : 02 33 52 45 59.

■ en organisant un départ groupé depuis votre ville, département en prenant contact avec Jocelyn Peyret, Cherbourg 2006, 159-161, avenue de Paris, 50100 Cherbourg-Octeville, tél : 02 33 88 09 06, site : [www.stop-epr.org](http://www.stop-epr.org)



## La diagonale de Tchernobyl

Depuis maintenant huit ans, la compagnie Brut de béton joue *La supplication* tirée du livre de Svetlana Alexievitch. Le projet *La diagonale de Tchernobyl* consiste à aller jouer cette pièce à travers l'Europe en partant de Tchernobyl à l'occasion du 20<sup>e</sup>

anniversaire de l'accident (26 avril 2006). Pour pouvoir jouer dans les différentes langues, une cinquantaine d'acteurs sont mobilisés sur ce projet. Pour aider à son financement, sept auteurs ont écrit sur le thème de Tchernobyl un livre qui est vendu 12 € franco de port. Vous pouvez vous le procurer auprès de Brut de Béton, 25, rue Carnot, 63160 Billom, tél : 04 73 68 46 15.

## Privatiser EDF ?

L'achat de part de capital d'EDF ne peut qu'être idéologique. Il n'y a aucun intérêt financier à cela : le nucléaire est largement déficitaire. La Cour des comptes a publié en janvier 2005 un rapport édifiant sur "le démantèlement des installations nucléaires et la gestion des déchets radioactifs", montrant que le financement de ces opérations n'était pas assuré, particulièrement pour EDF qui ne dispose que d'un "embryon d'actifs dédiés par rapport à la masse à financer". On peut d'ores et déjà imaginer la chute vertigineuse des actions EDF en bourse lorsque la vérité va éclater. Mais ce n'est pas tout : contrairement à une idée aussi fautive que répandue, EDF a toujours perdu et perd aujourd'hui encore de l'argent avec les centrales nucléaires (99 millions d'euros de pertes en 2004). Ce sont le transport et la distribution de l'électricité qui sont (très) rentables : 1002 millions d'euros de bénéfice en 2004. Or, à court terme, EDF perdra ces activités au profit d'autres structures (en particulier RTE pour le transport).

Les centrales vieillissent, et plutôt mal : il faut changer beaucoup plus tôt que prévu les couvercles de cuve, les générateurs de vapeur. Les enceintes de confinement sont de plus en plus poreuses, etc. De nombreuses (très) mauvaises surprises sont vraisemblables, et certainement déjà connues d'EDF qui se garde bien d'en informer ses futurs actionnaires. Enfin, un crash suicide sur une centrale nucléaire ou catastrophe accidentelle aurait des effets humains et financiers incalculables. L'action EDF approcherait sûrement du zéro absolu. L'exemple de la privatisation ratée du nucléaire en Grande-Bretagne par le gouvernement Thatcher devrait faire réfléchir les investisseurs : à deux reprises depuis,



La bourse de Paris, éclairée par EDF ?

EPR

## Faux débat

Le Réseau Sortir du nucléaire a voulu participer au débat public sur l'EPR qui s'est ouvert en octobre. Mais sa contribution a été censurée... parce qu'elle fait référence à un document *Secret défense* du 22 février 2003 qui annonce que le nouveau prototype ne résisterait pas plus que les autres à la chute d'un avion comme ceux du 11 septembre 2001. Pendant ce temps, Areva continue d'affirmer le contraire... et n'est pas censuré pour ses mensonges. Le nucléaire et la démocratie, ce n'est pas pour demain ! Le Réseau Sortir du nucléaire a essayé de livrer le document à l'Élysée... ce qui a valu une arrestation à deux militants ! Les principales organisations écologistes se sont retirées du débat public à l'annonce de cette censure. Le Réseau envisage de transmettre ce document aux autorités de sûreté nucléaire finlandaises... puisqu'un autre EPR y est en construction. Le Réseau Sortir du nucléaire a rendu public le 31 octobre

un document interne d'EDF portant sur l'appel d'offres lancé pour la construction de l'EPR. Alors que le débat public est censé se dérouler entre octobre 2005 et février 2006, EDF a lancé un appel aux constructeurs... le 24 septembre 2005 avec comme date limite pour la réponse, le 5 janvier 2006 ! Ceci avec l'accord du gouvernement : Dominique de Villepin annonçant le 24 octobre : "Au vu des conclusions du débat public en cours, EDF construira le premier réacteur EPR à Flamanville. Il sera opérationnel en 2012". Si vous en doutez encore : le débat public est bien de la poudre aux yeux. Alors que le débat public pour décider si l'on fera ou non l'EPR est actuellement en cours, on peut lire dans le document d'accompagnement le calendrier qui est déjà prévu pour sa construction : débat public en 2005, instructions des dossiers et préparation du site en 2006 et 2007, début de la construction en 2008, chargement et essais en 2011, couplage au réseau en 2012. La construction est donc bien programmée au lendemain des prochaines élections présidentielles.

le gouvernement Blair a dû réinjecter de l'argent public pour éviter une faillite qui aurait entraîné une panne générale dans la fourniture d'électricité. La presse économique ne s'y trompe pas : *Les Echos* titre le 28 octobre : "Le démantèlement des centrales nucléaires abordera en trois ans les sept milliards d'euros levés" et conclut son dossier par "De quoi décourager d'emblée les investisseurs potentiels".

Une des premières mesures prise par la direction d'EDF pour rassurer les investisseurs potentiels est l'annonce d'une hausse importante

du kWh pour les industries grosses consommatrices qui disposaient jusqu'à maintenant de prix incroyablement bas. La CGT a rendu publique cette décision le 10 novembre : la hausse est de l'ordre de 130%. Conséquence dénoncée par la CGT : Eurodif va subir cette hausse. Or cette usine procède à l'enrichissement de l'uranium et une telle hausse de l'électricité provoque de fait une hausse du combustible des centrales de l'ordre de 70%. De quoi rendre le nucléaire français encore plus déficitaire avec le risque de perdre la clientèle étrangère. Finalement, le 20 novembre, EDF a annoncé que l'offre d'actions avait été suivie par 4,9 millions de personnes, ce qui en fait

un record pour une privatisation. Ce chiffre n'a pu être atteint que parce que les gros investisseurs institutionnels se sont tenus en retrait, laissant aux petits porteurs le soin de prendre le risque de voir une action qui peut s'effondrer du jour au lendemain

Le 21 novembre, premier jour de cotation, de très nombreux porteurs ont revendu en constatant que l'action ne montait pas comme cela avait été le cas pour France-Télécom ou Gaz de France. Environ 35 % des actions ont changé de mains. Le deuxième jour — jour de clôture de ce numéro — la valeur de l'action d'EDF avait déjà baissé de 3 %...



PAKISTAN

## Indifférence

Sans doute trop pauvres pour être aidés, trop loin des zones touristiques pour être visibles, les sinistrés du tremblement de terre au Cachemire ne voient venir aucune aide. Sans doute que les financiers de ce monde n'ont pas trouvé d'idée pour rentrer dans leurs frais. 73 000 personnes sont mortes et 3 millions passent l'hiver sous des tentes dans des zones où le froid est intense.



MALI

## Nationalisations

Constatant que le groupe Bouygues n'a pas rempli son contrat qui prévoyait un développement des réseaux d'eau et d'électricité accompagné d'une baisse des tarifs, le gouvernement

malien a rompu le contrat et a nationalisé les réseaux d'eau et d'électricité. Alors que l'on ne parle que de privatisation au Nord, la révolte viendra peut-être du Sud.

PYRÉNÉES-ORIENTALES

## Elf, la pompe Afrique

Les Rencontres utopiques de Mosset proposent le dimanche 15 janvier 2006 à 16 h à la Salle Jean Cocteau à Prades, le spectacle *Elf, la pompe Afrique* de Nicolas Lambert, une représentation théâtrale tirée du procès Elf. Durée du spectacle 2h20' avec entracte. Réservez vos places dès à présent à l'association Les Saxifrages, 7, El placal, 66500 Mosset, tél : 04 68 05 84 25.

RHÔNE

## Semaine africaine

Du jeudi 5 au dimanche 8 janvier, le CCO de Villeurbanne, en lien avec une trentaine d'associations culturelles, propose la troisième semaine africaine : musique, théâtre, arts plastiques, documentaires, conférences, débats, marché artisanal. Renseignements : CCO, 39, rue Courtelaine, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 41 44.

## Tsunami

### Aide à la dépendance ?

Avec la même logique que l'aide au développement, l'aide humanitaire n'est pas dénuée de sous-entendus. Ainsi, pour venir en aide aux pêcheurs du sud-est asiatique victimes du tsunami, de nombreuses ONG ont collecté des fonds pour leur offrir de nouveaux bateaux. Mais au lieu d'utiliser ces fonds pour financer des artisans locaux qui auraient réalisé ces bateaux selon les traditions, de nombreuses ONG ont livré des bateaux en fibre de verre, prétextant que c'était plus rapide. Résultat : en cas d'avarie, le pêcheur ne peut plus réparer son propre bateau et devient ainsi contraint de se plier aux contraintes du monde marchand.



## Commerce équitable



■ **Petite phrase.** "Je suis très irrité par les illusions générées par le commerce équitable. Je pense évidemment qu'il est très bien de mieux rémunérer les paysans producteurs de cacao. On ne peut qu'être heureux de voir ici ou là des villages entiers bénéficier d'un niveau de vie un peu confortable, d'une école, d'un hangar permettant de stocker la marchandise et donc de la conserver en attendant que les prix montent. Tout cela est formidable et si certains consommateurs sont prêts à payer leur café un peu plus cher pour que des paysans mexicains ou éthiopiens vivent mieux, tant mieux. Bravo à ces citoyens conscients des enjeux de la planète, à ces associations qui s'invitent au débat dont on voudrait tant les chasser. Mais je m'insurge contre l'idée, souvent propagée, selon laquelle le commerce équitable peut battre en brèche les lois du marché de l'économie mondiale, l'idée selon laquelle quelques dizaines de milliers de consommateurs pourraient imposer leur prix au marché, alors que ce prix est en réalité le résultat de milliers de transactions quotidiennes, de gré à gré ou sur les marchés à terme, où des centaines de millions de dollars s'échangent tous les jours. Je préconise plutôt de retourner aux paysans producteurs une partie des taxes prélevées par les Etats consommateurs sur les bénéfices des grandes entreprises torréfactrices, Nestlé et autres. Cet argent serait redistribué par le Fonds commun des produits de base, qui existe déjà et dont les statuts correspondent à cette mission. Mais il faut une volonté politique !" Jean-Pierre Boris, auteur du livre "Le commerce inéquitable", interview dans *Réel*, octobre 2005.

■ **Fleurs équitables ?** Après la Suisse, la France va enfin bénéficier des fleurs équitables... apportées par avion frigorifié du Kenya. Selon Max Havelaar, "les fleurs acheminées par avion des pays tropicaux rejettent moins de CO<sub>2</sub> que si elles étaient cultivées en serres chauffées en Europe". Cela parce qu'en Europe, il se consomme beaucoup de roses hors-saison pour la Saint-Valentin. Mais le reste de l'année ? Qu'en est-il ? Imaginons un instant que l'usine qui produit la perche du Nil — pas très loin du Kenya — que l'on voit dans "Le cauchemar de Darwin" adopte le label Max Havelaar, est-ce que cela changerait quelque chose aux différences de niveau de vie au niveau local ? A la prostitution ? Au trafic d'armes ? Au Sida ? Que l'on arrête d'importer des produits du Sud qui poussent naturellement ici, même en dehors des circuits commerciaux : une fleur ramassée sur le bord du chemin est sans comparaison et le geste amoureux n'en est que plus beau.



## Les subventions au Sud sont-elles illégales ?

Le tribunal administratif de Poitiers a annulé le 18 novembre 2004 deux subventions accordées par le département des Deux-Sèvres l'une pour la construction d'un collège à Dabura, au Burkina Faso et l'autre pour la mise en place d'une caserne de pompiers à Majunga à Madagascar. Le tribunal estime que ces subventions n'entrent pas dans le cadre de l'intérêt général local. Ce jugement pose de nombreuses questions : une association qui mène une action de solidarité peut-elle être subvention-

née si cette action de solidarité se fait avec une population externe au cadre territorial de l'institution qui accorde la subvention ? Jusqu'à maintenant, il y avait une tolérance tacite des tribunaux et le Conseil d'Etat avait estimé par un arrêt du 28 juillet 1995 que l'aide pouvait être faite au niveau international sans s'immiscer dans des conflits politiques internationaux. Il s'agissait alors d'une aide donnée par la ville de Villeneuve-d'Ascq pour payer la scolarité sur sa commune de deux étudiants roumains venant d'une commune jumelée avec elle. Il y a un risque que ce jugement freine les demandes d'argent des associations de solidarité internationale.



## Décroissance

■ **Petite phrase.** "Nous ne sommes pas des missionnaires de la décroissance, mais démissionnaires de la croissance"  
François Schneider.

■ **Parti pour la décroissance.** Suite aux états généraux de la décroissance (voir *Silence* n°330), des militants du mouvement Ecolo rejoints par d'autres du MEI, Mouvement d'écologie politique, ont décidé de lancer le Parti pour la décroissance que l'on peut contacter par le net : [www.partipourladedcroissance.net](http://www.partipourladedcroissance.net)



**PARTI POUR LA DÉCROISSANCE**

■ **Logements chers.** Pour économiser, les entreprises font fabriquer leurs produits là où c'est le moins cher. Actuellement, c'est en Chine. Mais comme ensuite les consommateurs sont encore essentiellement du côté occidental, il faut transporter ces produits à travers le monde... ce qui se fait énormément par navires. Comme les produits sont de plus en plus nombreux, il faut de plus en plus

de bateaux... qui consomment une énorme quantité d'acier, ce qui a provoqué un doublement du prix de l'acier en un an.

L'acier sert dans le bâtiment pour faire les structures métalliques qui sont noyées dans le béton. Le doublement du prix de l'acier a, à lui seul, provoqué une hausse du coût des chantiers de plus de 6%. Or le prix des loyers est indexé sur le coût du bâtiment... ce qui explique pour une part, la flambée actuelle de l'immobilier.

Cela peut avoir deux conséquences positives : la première, c'est que ce que l'on dépense dans le logement n'ira pas aux multinationales qui exploitent les Chinois. La deuxième, c'est que l'on va (re)découvrir que construire avec des matériaux sains coûte souvent moins cher que du béton armé.

■ **Roulera-t-on demain à vélo ?** Le vélo est présenté comme une alternative à la voiture grosse consommatrice de matériaux et d'énergie. Mais cela va nécessiter une réforme importante dans la conception des vélos. Actuellement, près de la moitié des vélos sont diffusés en France par Décathlon qui donne la composition de ses deux roues : le cadre est fabriqué en Chine, la selle en Italie, les garde-boue et les rayons en France, le dérailleur en Irlande, les maillons de chaîne en Inde, les pneus en Thaïlande, les jantes et les freins au Portugal, les pédales à Taïwan... et pour fabriquer ces ingrédients, il faut encore beaucoup voyager ! Les vélos ainsi fabriqués sont vendus à des prix aujourd'hui très bas : souvent moins de 100 €. Si demain, il fallait les fabriquer localement, il faut prévoir que le coût du travail, par rapport à la France est 14 fois moins élevé en Thaïlande, 16 fois moins en Chine...



L'atelier de réparation de vélo "le recycleur" à Lyon.

## Petite phrase

"Tout le problème de ce monde, c'est que les idiots et les fanatiques sont toujours si sûrs d'eux, tandis que les sages sont tellement pleins de doutes"  
Bertrand Russel, prix Nobel de littérature et pacifiste.

TUNISIE

## Prison dorée

La Tunisie est l'une des destinations touristiques des plus économes. Mais avant de rejoindre ses palaces de bord de mer, rappelez-vous que vous êtes dans une dictature où la liberté de parole n'existe pas. Non seulement les opposants sont emprisonnés ou disparaissent, mais en novembre, à l'occasion d'un sommet mondial organisé par l'ONU à Tunis, plusieurs équipes de journalistes qui voulaient faire des reportages sur place ont été molestées : elles enquêtaient sur les violations des droits humains dans le pays.



DR

## Mini-ministère de l'environnement

Le ministère de l'environnement rebaptisé "de l'écologie" voit son budget 2006 passer de 825 à 896 millions d'euros, soit 0,3 % du budget de l'Etat. Une hausse virtuelle qui provient du rattachement de nouveaux services à ce ministère. Dans la réalité, les anciens services constatent une baisse moyenne de 0,75 %. Environ un quart du budget sert... à la recherche nucléaire ! Le budget de subventions pour les associations est en baisse de 20 % après une baisse de 10 % en 2005. Autant dire que "la maison brûle" et continuera à brûler.

## Pays basque

■ **Chambre d'agriculture alternative.** Le syndicat ELB, membre de la confédération paysanne, est majoritaire en pays basque, avec le soutien de 6000 fermes. Mais n'a pas la majorité dans le département des Pyrénées-Atlantiques, ce qui permet légalement de les ignorer superbement. Au printemps 2005, lassé d'attendre, le syndicat a lancé Euskal Herriko Laborantza Ganbera, une chambre d'agriculture basque, sous forme d'associations 1901. Le préfet a vu rouge en découvrant que plusieurs communes avaient accordé des subventions à cet institut associatif pour une agriculture paysanne. Il a engagé des poursuites pour demander la fermeture des lieux et interdire son financement public. *Laborantza Ganbara, 64220 Ainhice-Mongelos, tél : 05 59 37 18 82.*

### ■ Département basque ?

Sur 159 maires des communes basques des Pyrénées-Atlantiques, 131 ont participé à une consultation le 30 octobre dernier. 76 ont approuvé l'idée d'organiser un référendum sur la question de la création d'un département basque sur la moitié du département actuel, 43 ont voté contre, 12 se sont abstenus. Suite à ce résultat, l'association Biltzar qui regroupe les maires favorables à cette mesure, a décidé de lancer le processus de référendum. Il lui faut maintenant réunir 10% des électeurs concernés, soit environ 46 000 signatures... et que l'Etat et le conseil général acceptent le principe de ce référendum. *Biltzar, mairie, 64250 Espelette.*

GRENOBLE

## Coface et mondialisation

Les Amis du monde diplomatique et l'association 4D organisent régulièrement des débats à Grenoble. Parmi ceux-ci signalons celui du mercredi 18 janvier à 20h30 au Tonneau de Diogène, 6, place Notre-Dame, portant sur "Les crédits à l'exportation, un pilier opaque et controversé des financements publics mondiaux : le cas de la COFACE" animé par Sébastien Godinot de la Campagne institutions financières des Amis de la Terre. *Renseignements au 04 76 88 82 83.*

SUISSE

## Préparation génétique au clonage

**+** **X** De nombreuses associations suisses se mobilisent actuellement contre le projet Sesam, Swiss etiological study of adjustment and mental health, qui prévoit le suivi génétique de 3000 enfants depuis la douzième semaine de grossesse jusqu'à vingt ans. Les objectifs annoncés par le gouvernement sont multiples et font froid dans le dos : "le taux des naissances stagne à un bas niveau alors que le nombre de personnes âgées augmente de manière dramatique [...]. Les jeunes viendront donc rapidement à manquer [...]. Pour garantir le fonctionnement durable de notre société, les responsables pensant au long terme doivent dès maintenant promouvoir tout spécialement la jeune génération : plus un bien est rare, plus il convient d'y investir [...]. L'aspect du long terme fera de ce programme un trésor d'importan-

## Rendements contre qualité

Des biochimistes américains ont analysé 43 variétés de fruits et légumes avec un suivi depuis 1950. Ils ont constaté que les taux des principaux nutriments (protéines, calcium, phosphore, fer, riboflavine et acide ascorbique ou vitamine C) ont diminué de manière significative et ceci pour chacune des variétés analysées : asperges, navets, carottes, pois... Les pertes vont de 6 % pour les protéines à 38 % pour la riboflavine. Les chercheurs avancent comme explication que les sélections de variétés qui ont été faites depuis une cinquantaine d'années ont certes permis d'augmenter les rendements ou la résistance... mais au détriment de la qualité nutritionnelle. Une autre hypothèse viendrait de l'appauvrissement des sols : les racines ne trouvant plus les éléments minéraux nécessaires. Bref, les fruits et légumes bio ont de l'avenir devant eux. (*Nature-et-Progrès*, septembre 2005)

ce nationale pour la science et pour notre société". Le projet est financé par les firmes biotechnologiques et pharmaceutiques. Les opposants ont sorti la Constitution fédérale suisse qui précise que "les jeunes ont droit à une protection particulière de leur intégrité (art. 11) et que "le patrimoine génétique d'une personne ne peut être analysé qu'avec le consentement de celle-ci" (art. 119). On voit mal comment des foetus de 12 semaines peuvent donner leur consentement. Une pétition circule que l'on peut obtenir auprès de *Appel de Bâle contre le génie génétique*, case postale 205, 4013 Bâle, tél : 061 692 01 01.

## Téléphones portables

■ **Sondage.** Selon un sondage réalisé en septembre pour le livre *Mobile attitude* sur des personnes de 15 ans et plus, 73% des utilisateurs de téléphones mobiles estiment que l'outil est utile mais que l'on pourrait s'en passer, 13% estiment même que c'est un objet contraignant, 30% que cela crée une dépendance, 17% que c'est une nuisance dans les lieux publics. Si les jeunes de 15 à 24 ans sont 85% à en avoir un, le taux baisse avec l'âge, tout comme son temps d'utilisation. Rassurant : depuis deux ans, le nombre de téléphones portables en France est stable malgré la multiplication des usages possibles à partir du téléphone. Le sondage ne pose aucune question sur les risques pour la santé.

■ **Documentaire.** Un documentaire de 52 mn *Téléphones mobiles, sommes-nous tous des cobayes*, réalisé par Joaquina Ferreira, avec la voix de Rufus, est le premier film sur le sujet. Il est évidemment refusé de diffusion par l'ensemble des chaînes de télévision. Pour les associations et les personnes qui veulent le voir, il est téléchargeable gratuitement (haut débit nécessaire) sur internet à l'adresse suivante : [www.nextup.org/](http://www.nextup.org/)



### ■ Secret industriel.

Le 12 octobre, l'AFP a rendu public un courrier adressé par le gouvernement français à Bruxelles lui demandant de restreindre la publication d'information sur les cultures OGM... au nom du respect du secret industriel ! L'AFP indique que c'est Corinne Lepage qui a rendu publique cette note datée du 19 septembre. Corinne Lepage a dénoncé l'attitude scandaleuse du gouvernement.

■ **Gers : référendum reporté.** A la demande de plus de dix pour cent des électeurs, un référendum devait avoir lieu dans le département du Gers le 4 octobre dernier. L'Etat a attaqué le conseil général au tribunal pour lui contester la compétence de s'interroger sur le bien-fondé d'une réglementation sur les OGM. Il faut dire que les sondages annonçaient une large victoire des opposants aux OGM et qu'un tel vote pourrait provoquer un vaste débat sur la question de la démocratie sur ce sujet. Mais le président socialiste du département, Philippe Martin, entend poursuivre la bataille juridique. Officiellement, le référendum n'est que "suspendu".

■ **Procès d'Avelin.** Le 3 novembre, le tribunal correctionnel de Lille a condamné onze faucheurs à un mois de prison avec sursis, — deux pour les trois élus Verts — et à une somme de 5000 € de dommages et intérêts. L'adjoint Verts lillois Eric Quiquet, l'un des trois élus condamnés, a exprimé son "insatisfaction", considérant que "le fait d'être reconnu coupable est un problème, dans le sens où notre action symbolique et non-violente était légitime quand l'Etat joue à l'apprenti sorcier avec des technologies dont on ne connaît pas bien le fonctionnement et qui portent danger à la santé publique". Les inculpés ont toutefois décidé de ne pas faire appel.

■ **Procès de Nonette.** Le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) a condamné à un mois d'emprisonnement avec sursis douze des quinze faucheurs inculpés suite à l'action menée à Nonette, dans le même département. Les trois derniers ont été acquittés, bénéficiant d'une erreur de procédure. Le 27 août dernier, ces douze hommes et trois femmes avaient participé au fauchage d'une parcelle d'OGM exploitée par Meristem Therapeutics. Cette firme a choisi le plant de maïs pour produire la lipase gastrique du chien. Cet enzyme faciliterait l'assimilation des graisses par les malades atteints de mucoviscidose, dont le dérèglement du pancréas perturbe la digestion. La firme demandait 331 000 € de dédommagement, elle n'en a obtenu que 10 000 €. Les faucheurs doivent également verser 1000 € à Limagrain "pour préjudice moral" et 1489,74 € pour préjudice matériel à Thierry Dumergue, propriétaire du champ détruit.

■ **Procès de Saint-Georges.** Le 28 octobre, le tribunal de Grenoble a considéré, comme l'avaient plaidé les avocats, que le fauchage était "une action syndicale résultant de conflits agricoles et ruraux" et a donc indiqué que les inculpés bénéficiaient de l'amnistie présidentielle de 2002 et que la procédure était donc éteinte. Monsanto ne serait pas indemnisé. Le 1<sup>er</sup> novembre, le procureur, qui représente l'Etat, a décidé de se pourvoir en cassation. Ce n'est donc pas fini !

■ **Procès de Menville.** Le 15 novembre, la cour d'appel de Toulouse a condamné plusieurs militants à la suite d'un fauchage effectué en juillet 2004 à Menville (Haute-Garonne). José Bové est condamné à quatre mois de prison ferme. Le député européen Vert Gérard Onesta et Noël Mamère, député, sont condamnés à trois mois avec sursis. Les cinq autres inculpés, tous élus écologistes, écopent de deux mois avec sursis. Les huit devront en plus payer solidairement près de 100 000 € de dommages et intérêts. José Bové est ressorti libre du tribunal, mais peut être incarcéré à tout moment. Les élus Verts ont déjà annoncé leur pourvoi en cassation.

■ **Procès : soutien financier.** Alors que plus de 80 personnes passent devant les tribunaux en ce moment, et que les amendes totalisent déjà plus de cent mille euros, il est important de les soutenir financièrement pour ne pas compromettre la poursuite des actions de désobéissance civile. Les sondages indiquent que près de la moitié de la population soutient l'action des faucheurs et que plus de 70 % sont opposés aux cultures d'OGM. C'est le moment de le manifester concrètement avec une aide financière. Les dons sont à envoyer à : *Construire un monde solidaire*, 4, place Lucien-Grégoire, 12100 Millau, tél : 05 65 59 14 36.



Procès de Grenoble le 28 septembre 2005.

# Biopiraterie en échec

La chambre des recours de l'Office européen des brevets (OEB) à Munich, a révoqué dans son intégralité un brevet portant sur un fongicide produit à partir de graines de margousier, l'arbre de Neem. Cette victoire met ainsi un terme judiciaire à dix ans de bataille contre un brevet de piraterie biologique.

Le margousier, arbre de Neem ou arbre libre en persan, est très utilisé en Inde depuis au moins 4000 ans, les propriétés des diverses parties de cet arbre (graines, feuilles...) sont connues en agriculture, médecine humaine et vétérinaire, et cosmétique. L'Inde a "partagé" son arbre libre et ses utilisations avec la communauté internationale, mais cette ressource importante devient aujourd'hui, par le truchement du système des brevets, la propriété privée d'un petit nombre d'entreprises.

Cette injustice a fini par exaspérer les paysans d'Inde, bientôt soutenue par Vandana Shiva, présidente de la Fondation de la recherche pour la science, la technologie et les ressources naturelles : le riz basmati, l'indian mustard, la garden balsamina et bien d'autres plantes originaires du continent indien, soigneusement cadenassés par une série de brevets, quittent la sphère du bien commun pour passer sous le contrôle monopolistique de firmes privées.

Cette opposition légale à la privatisation du Neem a été soutenue par l'IFOAM (1) et Magda Aelvoet, ministre belge de la santé et de l'environnement, au nom des Verts du Parlement européen. Les opposants argumentaient que la propriété fongicide de l'arbre de Neem, et les méthodes d'application étaient connus de tous en Inde depuis des siècles, et que ceux qui prétendent avoir découvert cette propriété étaient engagés dans une forme de vol, appelé *biopiraterie*. Leurs adversaires, soit disant propriétaires du Neem, étaient les Etats-Unis d'Amérique, représentés par son secrétaire de l'agriculture, et le géant US de la chimie WR Grace.

Il y a cinq ans, une première bataille était gagnée quand l'OEB avait révoqué le brevet du Neem, après un procès de deux



Linda Bullard, Vandana Shiva et Magda Aelvoet.

jours démontrant que ce produit fongicide n'était ni nouveau, ni inventif. Les témoignages provenaient d'Inde ; une délégation de paysans indiens et sri lankais avec 100 000 signatures est venue plaider la libération de l'arbre de Neem face aux brevets posés sur ses produits dérivés. Il a été plaidé qu'aucune marque ou brevet ne devrait être déposée sur quelque chose de déjà connu. Les poseurs de brevets firent appel de ce premier jugement ; dans le même temps, WR Grace a vendu son prétendu droit sur l'arbre de Neem à une firme japonaise, Certis, sous le contrôle de la compagnie Mitsui, l'un des plus gros fournisseurs de technologies alimentaires.

Cette rébellion pour sauver l'arbre de Neem a été mise en place pour informer le grand public sur les plaintes déposées contre un grand nombre de brevets sur les sous-produits du Neem et bien d'autres ressources naturelles du Sud. A ce jour, pas moins de 65 brevets portant sur des produits dérivés du margousier ont été enregistrés auprès de l'OEB, dont 22 ont été accordés, 28 sont abandonnés pour de multiples raisons, et neuf en cours d'examen.

Ces produits sont des insecticides, fongicides, des propriétés contraceptives, et usages médicaux, tous d'origine naturelle. Pourtant cela ne gêne pas les firmes occidentales qui déposent des brevets sur ces produits, espérant des gains énormes pour leurs prétendus propriétaires. De leur côté, les communautés qui ont les premières compris et développé l'usage de ces ressources naturelles, et ont partagé leurs connaissances avec le reste du monde, n'ont évidemment aucune compensation.

IFOAM s'est investi dans cette lutte, considérant que la lutte contre la biopiraterie fait partie de ses missions premières, comme reconnaître l'importance, protéger et faire connaître les savoirs indigènes, notamment en matière d'agriculture. La décision de l'OEB est irrévocable, et fait aujourd'hui jurisprudence. Cela aura évidemment un impact positif pour l'ensemble des cas de biopiraterie. Reste maintenant à faire de cette décision européenne une jurisprudence internationale...

Linda Bullard ■

(1) IFOAM, International federation of organic agriculture movements, Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique. L'auteur de l'article en est l'ancienne présidente. [www.ifoam.org](http://www.ifoam.org)

Article repris de Symbiose, été 2005.



# Annonces

## Entraide

■ **Yourtes.** Nous sommes déjà quelques-uns, quelques-unes à avoir fait le choix de vivre dans une yourte qui peut être un habitat alternatif durant les quatre saisons. Nous les faisons venir de Mongolie, par bateau, lorsque nous sommes au minimum dix à souhaiter en posséder une. Mais vous pouvez aussi en construire une vous-même, profiter de notre expérience et de nos conseils pour l'installation, le mode de chauffage, l'isolation... Si cela vous intéresse, contactez-nous. **Tél : 04 75 21 15 73, demandez Roland.**

■ **Yonne.** J'ai 19 ans et pour mes études, je fais un stage au musée des Sens du 12 au 25 février 2006. Je cherche à me loger à Sens pour pas trop cher (l'idéal : chez un lecteur de *Silence*). Si vous pouvez me donner une piste ou m'accueillir, appelez-moi au **03 85 72 30 92. Merci. Guillaume.**

■ **Offensive des noyaux :** contre une enveloppe timbrée à votre adresse, je vous envoie deux noyaux (environ 20 g) de pêches de vigne blanches. Ces pêcheurs merveilleux donnent une pluie de fruits juteux et savoureux en septembre au bout de 4 ou 5 ans. En cas de récolte trop abondante, fruits au naturel sans sucre, confiture avec peu de sucre, compote. Ne se greffent pas, ne se traitent pas. Il faut une assez bonne terre (n'aiment guère le calcaire car chlorose), du soleil et un peu d'eau. Vous pouvez ainsi contribuer à ce que d'autres se régaler en donnant des noyaux à votre tour ou en les semant clandestinement au bord des champs ou dans les haies. Pour le plaisir, sapons l'insipidité ! **Francesca Reines, Combe Rouzal, 81140 Cahuzac-sur-Vère.**

■ **Eliot,** cheval de bande Hallinger, sympa, cherche bon maître et prairies vertes pour l'été 2006, un à trois mois, en échanges de balades. Région Rhône-Alpes ou Hautes-Alpes. **I.gaia@free.fr ou 04 75 46 80 18 (travail).**

■ **Berger** cherche aide pour garder ses cent brebis. Pas de compétence pro, mais désir de vivre isolé sans chemin ni électricité ni eau courante, sur une colline languedocienne près des Pyrénées. Partage de petits revenus, association ou reprise envisageable. Décroissance assurée ! **Ecrire à J. M. Follet, Peyrequet, 11300 Festes.**

## Agir ensemble

■ **Besançon.** Un groupe de parents propose la création d'une crèche parentale à Besançon ayant comme base les principes suivants : projet éducatif alternatif, respect des rythmes de l'enfant, cuisine bio, petite structure, souplesse des horaires d'accueil... **Contact : Nathalie et Stéphane, tél : 03 81 80 78 49.**

■ **Ref. 331.01.** Des amis de marseillais en réflexion. Partir à la campagne, oui, mais avec quel(s) projet(s), sans hâte ni précipitation. Notre carte est riche : compétences en matière de projet social, culturel, artistique, formation... idéales (?) dans le cadre d'une petite agglomération qui cherche un second souffle, pour apporter un plus sans renier l'existant. La qualité de vie est particulièrement privilégiée à travers un projet global autour de l'écologie, le tourisme vert, la culture... Nous aimerions rencontrer des personnes ayant la même démarche mais aussi des témoignages pour enrichir notre réflexion. Réalistes bienvenus ; doux fumistes s'abstenir. Merci au réseau par avance.

*Anna et Carol, apmarsdegun@yahoo.fr ou écrire à Silence qui transmettra.*

## Vivre ensemble

■ **PACA.** Urbain, souhaitant et pouvant vivre la moitié du temps sur l'année dans l'arrière-pays de Marseille (départements 83, 04, 05), se refuse à tout point de vue (écologiste et social notamment) à l'idée d'une résidence secondaire individuelle. Je souhaite au contraire un lieu collectif (à deux ou plus), avec une mise en commun de moyens et éventuellement de projets. Pour plus d'éléments sur le bonhomme, la démarche et les contacts, **http://unlieu.dite.voila.fr et philippe13@laposte.net**

■ **Cévennes.** Souhaite rejoindre ou créer un groupe d'ami-e-s sur le Gard, l'Hérault, pour échange d'idées, de projet rural (écolieu, accueil, autoproduction...) ainsi qu'un partage d'un moment sacré, par exemple en fin d'année, repas en commun. JH 42 ans, jeune d'esprit, connaissance en cuisine vivante, travail du bois, jardin, économie d'énergie... **Contact : Rémy au 04 67 82 48 52.**

## Rencontres

■ **Nouvellement installée** sur le Vercors, à Autrans (Isère), je cherche à rencontrer des personnes esprit *Silence*, ouvertes, pour échanges, entraide, rencontres conviviales...

**Ecrire à Marie-Hélène Dupuy, Le Claret, 38880 Autrans.**

■ **Raymond,** jardinier, chanteur-guitariste, poète, amoureux de la nature, militant du quotidien, contemplatif, région Catalogne nord, petit village à côté de Perpignan, vie simple, cherche relations épistolaires et/ou téléphoniques pour rencontrer femme même profil, de 36 à la cinquantaine, région indifférente si réelles affinités. **Tél : 04 68 92 85 22 plutôt le soir.**

■ **Ref. 331.02.** Montagnard de 40 ans souhaiterait unir sa vie afin de prendre le même chemin, celui entre autres de la foi chrétienne et de la décroissance. Pour celle qui voudrait en savoir plus, **écrire à la revue qui transmettra.**

■ **Après un parcours** professionnel itinérant très passionnant, je cherche maintenant la complicité féminine pour construire à deux un nouveau projet tant sentimental que créatif à la campagne. Moi, 52 ans, grand, sociable, engagé, trilingue, soucieux de l'environnement avec projet agro-tourisme bien concret dans le sud. **Tél : 06 09 55 55 47.**

## Recherches

■ **J'ai un projet d'autoconstruction** qui démarrera au printemps prochain. En plus d'une personne désirant participer au chantier pendant plusieurs mois, d'autres offres plus ponctuelles d'entraide peuvent apparaître. Se pose alors la question de la couverture par une assurance de toutes ces personnes en cas d'accident. Mon assurance, la Macif (qui dit ne pas pouvoir proposer à un particulier ce genre de service) me répond qu'une "couverture corporelle" peut assurer ce risque dans le cadre de la "prévoyance familiale accident" (appellation Macif) ou plus généralement de la "garantie accidents de la vie" souscrite éventuellement par ces personnes. Cette couverture est-elle suffisante ? Me suffit-il de payer à ces personnes le complément pour qu'elles obtiennent cette assurance dans le cas

où elles ne l'auraient déjà ? Y a-t-il une ou d'autres solutions pour couvrir toutes les personnes dès lors qu'elles travaillent bénévolement sur ce chantier ? Autant de questions auxquelles ceux qui sont passés par là pourront peut-être répondre ou bien me donner des pistes. D'avance merci. **Patrick Urlacher, 54, rue Montcalm, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 28 43 01 en laissant vos coordonnées pour que je vous rappelle.**

■ Je souhaite construire, sur la pente d'une colline, une maison enterrée sur trois côtés avec une toiture végétalisée. Je cherche des informations sur la réalisation d'une telle construction ainsi que des témoignages d'expériences vécues. Merci de me contacter au **04 75 88 19 75** ou **dominique.chauvel@free.fr**

■ **Chambéry.** Collectif libertaire cherche local aux alentours de Chambéry. Activités diverses envisagées : espace gratuit (entrepôt ?), bibliothèque gratuite, nourriture végan à prix libre, café et thé à prix libre, débats, actions militantes, expos, ateliers peinture, écriture, théâtre, concerts si possible... **Contacts : groupe.acratie@no-log.org, amiduchatnoir73@wanadoo.fr, cla73@no-log.org.** Merci de répondre aux trois courriels.

■ Je travaille sur le statut d'enfant et je cherche des mineur(e)s de tout âge qui accepteraient d'être interviewés. Pour en savoir plus, contactez-moi : **Gardères Nadine, 6, rue du Palais, 04100 Manosque, num-voila.fr**

■ Je cherche à louer (ou acheter) un appartement T2 ou T3 ou petite maison, avec jardin, cave. Location à l'année, loyer raisonnable. Je peux effectuer de petits travaux : électricité, plomberie, maçonnerie, peinture, jardin. Région Cévennes, Gard ou Alsace, sud des Vosges. **Contact : 04 67 82 48 52.**

■ **Drôme et Ardèche.** Imaginez un lieu où l'on mange autrement, où l'on vous accueille comme à la maison, où l'on bouquine en dégustant un thé... dans un village dynamique ou une ville moyenne. Ursula, Eric, Nathalie, trio de trentenaires, cuisiniers de formation pour certains, cherchent dans les départements Drôme et Ardèche un lieu à louer ou à acheter pour environ 30 couverts, + éventuellement chambres d'hôtes. Etudions toutes propositions susceptibles de répondre à tout ou partie du projet. **Contactez-nous : 03 80 45 83 51 ou 06 23 88 62 17, tresandariegos@yahoo.fr.**

■ **Elève de 1<sup>re</sup> BMA** (brevet des métiers d'art) au lycée de la céramique à Longchamp (Côte-d'Or) cherche un stage de formation en tournage (poterie) du 22 mai au 30 juin 2006. Hébergement solidaire souhaité. Recherche dans les régions suivantes : Languedoc-Roussillon, Provence-Côte-d'Azur, Aquitaine. **Contact : 03 80 49 91 82.**

■ **Cherche personne enregistrant Terre à Terre** (émission radio sur France-Culture, le samedi de 7 h à 8 h) régulièrement pour échange de cassettes. Par exemple, je cherche celle avec Gilles Clément (début août 05). Et moi, j'ai toute une collection à échanger. **Contact : Moutsie, 05 56 94 53 10, lortie@wanadoo.fr**

■ **Bonjour,** j'ai 33 ans, je suis **auteur-compositeur-interprète** de chansons, je termine en ce moment l'enregistrement d'un album qui s'appelle *Le secret*

*du bonheur* et suis à la recherche de musiciens (guitariste, flûtiste, percussionniste...) pour former un groupe et peut-être partir un jour à pied avec des ânes, des instruments et un petit matériel d'enregistrement jusqu'au Maroc et pourquoi pas jusqu'au Sénégal où j'ai une maison. Les rencontres et les répétitions auront lieu en Dordogne et/ou en Casamance (en pleine nature). Pour en savoir plus : **camille.couteau@free.fr**

## Emploi

■ Je cherche un emploi dans une ferme pas forcément biologique, mais qui se soucie des hommes et de la nature. Préférence pour production bovins. J'ai 21 ans, fils d'agriculteur, polyvalent, responsable et autonome, BTS produits alimentaires, je parle couramment l'anglais et je veux acquérir de l'expérience pour un projet d'installation. Merci de votre appel au **06 81 12 07 64.**

■ **Femme, 34 ans,** ingénieur agronome, expériences en milieu associatif, développement local et international, polyglotte, s'installe avec réel plaisir dans les départements 07 et/ou 26 et cherche un travail avec une structure militante dans les domaines rural, social ou accueil. Cherche aussi un logement sur secteur Valence-Crest-Privas. Me joindre : **06 11 86 55 31, hirondola@yahoo.fr**

## Immobilier

■ **Haute-Saône.** Vends ancien corps de ferme, 325 m<sup>2</sup> au sol construits, 75 m<sup>2</sup> ruines, en partie restauré, sur 4820 m<sup>2</sup> terrain bio dont 2720 m<sup>2</sup> constructibles. **Tél : 06 88 48 84 73.**

■ **Sud Moselle.** A louer maison meublée bio, entièrement matériaux sains, idéal pour couple. Calme. 600€ hors-charges (12500 litres de récupération eau de pluie, filtre osmose inverse, chauffe-eau solaire, puits canadien...), grand jardin 3000 m<sup>2</sup>. **René ou Christophe, tél : 03 87 86 14 05, chrismathis@netcourrier.com**

■ **A vendre à Valdampierre** dans l'Oise (60), entre Méru et Beauvais, propriété à rénover sur terrain de 2200 m<sup>2</sup>. Trois bâtiments, maison orientée sud, 4 pièces, cuisine, salle de bain, WC, chauffage fuel, grenier aménageable sur l'ensemble, cave. Maison annexe de 3 pièces dont une de 30 m<sup>2</sup>, WC. 3<sup>e</sup> bâtiment : garage, atelier, cave à vin. 270 000 €. Bois atteignant de 4700 m<sup>2</sup>, 5000 €. Le terrain du sol est riche et est en grande partie en pente orientée sud-sud-est. Le bois, de vieux sapins surtout, est presque plat en haut de la pente, mais sur un sol pauvre. Le tout est en bio depuis 20 à 30 ans, mais à l'abandon depuis 3 ans. **Geneviève Robin, 181, Ar Rugell, 29870 Landéda.**

**Gratuites :** Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. Délais. Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5€ en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



## Ours et loup



En réponse au courrier "Ours et Loup" d'Eric Berthomieu dans le numéro n°327 Cher Eric, Ta lettre paraissant dans le numéro de *Silence* qui publie des témoignages de nos incohérences dans nos pratiques de décroissance personnelles, la lecture de ces dernières devrait aider d'autres personnes plus nombreuses que d'habitude à entendre ton point de vue. A se demander : cette protection spectaculaire, ces actions et réactions médiatisées, ne servent-elles pas davantage à détourner l'attention et l'intérêt de ces vies animales et végétales plus modestes qui étaient encore naturellement implantées

largement sur notre sol, et dont l'habitat est chaque jour réduit par notre mode de vie envahissant et pollueur ?

Le loup et l'ours parlent à notre imaginaire symbolique collectif, nous sommes culturellement liés à ces grosses bêtes qui ont nourri les contes de notre enfance... et pour les plus vieux d'entre nous (j'ai 60 ans) les histoires vraies comme j'en ai entendu, petite sur le Causse, des vieillards qui en avaient vécu. Et qui ne parlaient pas de carnage, mais de peur aux tripes vécue dans le voisinage des loups. Sommes-nous personnellement prêts à vivre cette peur, quand nous défendons les loups? Allons donc! Les rues de ma ville sont très peu fréquentées le soir, sous prétexte que l'homme serait un loup pour l'homme, et la présence de vrais loups serait en plus pour la montagne? Laquelle? La montagne de l'imaginaire des contes, ou celle où vont les hommes sur leurs deux jambes... Merci, Eric, de parler de cette peur au quotidien de celui qui a vu l'ours de près, et doit rester encore des mois sur cette montagne, avec la responsabilité de ses bêtes. Merci de parler de l'accessibilité de cette montagne pour les promeneurs, qui disparaîtra (hors entretien des eaux et forêts) avec les derniers bergers.

Il me semble que l'enjeu n'est pas celui qui est ostensible, de sauver l'ours ou les loups, qu'il est plutôt de fixer l'attention d'une foule émotive qui n'a pas une disponibilité infiniment extensive, et n'en aura donc plus pour des actions de sauvegarde moins spectaculaires mais au fond plus étendues — à toute la France — et remettant en cause notre mode de vie, en dénonçant ses conséquences. Que meurent les abeilles et les petits oiseaux, les cochenilles et les papillons, les escargots et les hérissons, n'est ce pas immédiatement beaucoup plus grave? (...) Est-ce cette partie en nous qui voudrait se confronter aux peurs et aux défis ancestraux, qui nous pousse à protéger les loups? Il me semble que ce n'est ni la raison, ni l'amour de la nature...

**Sylvie Coutelle** ■  
Bouches-du-Rhône.

## Sécheresse

Cet été j'ai été témoin d'une aberration à grande échelle en matière de gestion de l'eau. A cause de la sécheresse, on nous a demandé de préférer les douches aux bains, de ne pas arroser notre jardin et de ne pas laver notre voiture : soit ! Mais pendant ce temps-là, à mon travail à la mairie d'une petite ville cossue, j'ai dû remplacer un collègue qui devait, tous les matins, nettoyer les dalles autour des trois bassins de la piscine grâce à un tuyau d'arrosage de fort débit (pendant deux heures). J'ai également appris que l'eau qui remplit les trois bassins est continuellement renouvelée, les pompes de recyclage ne fonctionnant plus depuis plusieurs mois. Piscine qui a d'ailleurs été très peu fréquentée, à cause de la météo. A l'heure où je vous écris, mon jardin est en train de mourir par manque d'eau. Et moi je me fais une raison.

**Jérôme Carlier** ■  
Loir-et-Cher.

## Rassemblements

Dans le numéro de juin, Dorothée Fessler observe que les grands rassemblements militants sont, paradoxalement, l'occasion d'une gabegie de déplacements polluants. Je voudrais apporter une eau psychologique à son moulin en citant plusieurs extraits de l'ouvrage de C.G. Jung, "L'Âme et le Soi" (Editions Albin Michel, 1990).

"C'est un fait : lorsqu'un grand nombre d'êtres se rassemblent et s'unissent dans un état psychique commun, il se dégage du groupe une âme collective dont le niveau est en dessous de celui de l'individu. Lorsque le grou-

pe est très vaste, c'est une sorte d'âme animale qui prend naissance. C'est la raison pour laquelle, sans doute, la morale des grandes organisations est toujours douteuse. Il est inévitable que la psychologie d'un agrégat d'humains chute au niveau de celle de la populace".

"Ainsi donc l'identification au groupe est une voie simple et facile, mais l'événement vécu dans le groupe n'agit pas à un niveau plus profond que celui où l'on se trouve précisément alors. Il y a changement dans l'individu, mais quand il se retrouve seul, le changement ne tient pas; au contraire, on est alors réduit sans cesse à rechercher l'ivresse de masse pour conforter l'événement vécu et pour y croire. Car lorsqu'on n'est plus dans la foule, on est un autre, qui ne peut plus reproduire l'état qu'il a connu".

**Yves Eméry** ■  
Côtes-d'Armor.



## De la Nef... à Max Havelaar

Le courrier des lecteurs relatant leurs visions de l'histoire Nef et Philippe Leconte est particulièrement intéressant. Exemples : « Ce qui pose plus de questions, c'est que ce monsieur y soit entré avec l'assentiment et la caution des autres dirigeants de la Nef... » Un autre lecteur : « ...tous ceux qui ont contribué à lui accorder (...) sont fautifs... »

Mon sentiment : ces lecteurs n'ont pas tort. Allons plus loin : si Philippe Leconte a été pressenti pour ce poste, c'est qu'il fait partie du même milieu que les autres banquiers (combien de François Partant pour des centaines de banquiers conformes ?), avec les mêmes études, et la même idéologie. Encore plus loin : la Nef, une entreprise capitaliste comme une autre qui a trouvé son créneau, sa niche : drainer l'argent de personnes pour qui le bien commun, n'en déplaît à Philippe Leconte n'est pas l'argent (*Bulletin Vif argent* n°38) mais la solidarité et la fraternité. Les banquiers de la Nef ont tout compris, c'est nous qui sommes à la traîne. Nous sommes dans les sentiments, ils sont dans l'argent et le profit.

Personnellement j'ai annulé, après quatre mois, mon compte Nef. Je pense qu'il faut saboter ce milieu : retrait de mon argent le plus rapidement possible chaque mois, pas de paiement par carte bleue qui laisse des traces sur mes habitudes de consommation, autres actions à inventer, afin d'arriver un jour à la fin de la propriété privée et de l'héritage. Cet été, lors du rassemblement des ami-e-s de *Silence*, sous le chapiteau, une main anonyme et néanmoins lucide avait retranscrit quelques mots de Brecht : "Il y a pire que d'attaquer une banque, c'est d'en construire une".

**Jean-Claude Bouchet** ■  
Hérault.

## Leconte et Nef

J'ai suivi avec intérêt les débats dans *Silence* à propos de la nomination de monsieur Philippe Leconte à la présidence de la société financière de la Nef. Je crois que, pour bien comprendre ce choix, il faut se rapporter aux origines de la Nef. Cette société a été créée par des membres du mouvement anthroposophique fondé par Rudolf Steiner qui est aussi à l'origine de l'agriculture biodynamique. Pour autant que je sache, la direction de la Nef est toujours assurée par des personnes issues de ce mouvement. Je pense donc — et cela n'engage que moi — que monsieur Leconte a été coopté du fait de son appartenance à ce mouvement sans se soucier de ses positions plus ou moins « écologiques ». Naturellement, puisque la Nef se propose d'être une banque alternative, financeur de projets écologiques, elle aurait dû se choisir un président « impeccable » de ce côté-là. Mais je pense aussi que la Nef reste, malgré cette erreur de casting, le seul organisme financier à peu près « propre » et je continue à lui confier la gestion de mon argent. Je crois qu'il est vain d'espérer la démission de monsieur Leconte au motif qu'il n'est pas écologiste car, si ce qui précède est exact, ce n'est pas sur ce critère qu'il a été choisi. Mais je lui laisse le soin de me démentir s'il n'est pas d'accord avec ce que je dis. Recevez mes salutations écologiques.

**Jesuvino Caseiro** ■  
Aude.





## Incohérences

Bon, c'est vrai qu'on a beau faire pas mal de trucs « écolos » (d'extrémistes pour certains...), on a encore pas mal de gestes de consommateurs invétérés. (...) Le plus difficile à accepter, c'est qu'avec nos incohérences, nous faisons vivre :

Voiture : usine de production de l'automobile, industrie de métallurgie, industrie du pneu, multinationales qui commercialisent l'auto, grosse compagnie d'assurance, émirats arabes, multinationales du pétrole, compagnies autoroutières...

Electricité : EDF, Cogema, Areva, RTE, les grosses boîtes qui financent et montent les pylônes et autres composants qui permettent l'acheminement de l'électricité...

Portables : fabricants et multinationales de la téléphonie

Alimentation : grands transporteurs aériens, maritimes, routiers...

Et sans compter tous les actionnaires qui s'engraissent grâce à toutes ces boîtes!!!

Au secours!

**Aurélié Aveline** ■

Orne.

## Ecouter la violence

La violence qui vient d'embraser les banlieues n'est pas un moyen d'action, mais un moyen d'expression. La violence apparaît comme le dernier moyen d'expression à ceux auxquels la société a refusé tous les autres moyens de s'exprimer. La violence est le dernier recours de ceux qui sont exclus de toute participation à la vie de la société. La violence exprime alors une quête de reconnaissance, une volonté de vivre : "Je suis violent, donc je suis." Cette violence apporte un peu de brillance dans la grisaille de l'existence. Elle vient rompre la monotonie du temps qui s'étire dans l'inoccupation et l' inanité des jours. En même temps, la violence est un masque qui cache des êtres en errance, en souffrance et en désespérance.

Il faut écouter et comprendre cette violence comme une provocation, c'est-à-dire, selon la signification étymologique de ce mot, comme un appel. La violence s'enracine dans une angoisse et veut être un appel au secours. La violence voudrait être une parole ; elle est, du moins, un cri. Il s'agit donc d'entendre cette violence, alors qu'il est vain de la condamner avec un surcroît d'indignation. En définitive, cette violence est l'expression d'un désir de communication, un besoin de dialogue. Il appartient à la société d'entendre cet appel.

La délinquance cause la rupture du lien social, mais elle en est d'abord la conséquence. À partir du moment où un individu, surtout un jeune, ne trouve pas dans la société un enracinement qui structure sa personnalité et donne un sens à son existence, il se trouve dans une situation de rupture. S'il est en échec scolaire, il va se retrouver sans travail et sera privé d'une véritable citoyenneté. Le plus souvent, la discrimination ethnique vient renforcer l'exclusion. C'est un engrenage. L'incivilité est précisément la conséquence d'une privation de citoyenneté.

La violence permet d'autant mieux de se faire reconnaître qu'elle est interdite par la société. Elle symbolise la transgression d'un ordre social qui ne mérite pas d'être respecté. Ce que les acteurs de la violence recherchent, c'est précisément cette transgression. Ils estiment qu'ils n'ont aucune raison de respecter les lois d'une société qui ne respecte pas leurs droits.

À ceux que la loi exclut de toute reconnaissance, la violation de la loi apparaît comme le meilleur moyen de se faire reconnaître. En outre, la violence de transgression, en détruisant les symboles d'une société inéquitable, en jetant à terre les attributs d'un ordre injuste, procure un malin plaisir, une réelle jouissance. De ce fait, la violence exerce une fascination sur ceux qui ressentent la frustration et l'humiliation d'être des exclus.

La violence est pour eux une tentative désespérée de se réapproprier le pouvoir sur leur propre vie dont ils ont été dépossédés. N'est-ce pas là une manière dégénérée, dévoyée, gauchie d'accès à une forme de transcendance ? Toute tentative de "moralisation" est vouée à l'échec. Pire encore, toute stigmatisation ne peut qu'aggraver la situation et rendre impossible l'apaisement. Davantage qu'une erreur, elle constitue une faute politique.

La répression policière est une fuite en avant qui élargit la fracture sociale et éloigne le retour à la paix. La « tolérance-zéro » doit d'abord concerner les incivilités policières dont les jeunes des banlieues sont trop souvent victimes. Force est de reconnaître que, malgré la rhétorique officielle, notre démocratie a mal à sa police. Il faut certes « rétablir l'ordre », mais cela doit signifier qu'il faut d'abord « rétablir la justice » dans ces quartiers déshérités.

S'efforcer de comprendre la violence ne signifie pas "laisser dire et laisser faire". Au contraire, comprendre la violence c'est aussi l'interdire. Mais ce n'est que si la société est elle-même capable de donner un signal fort

de non-violence qu'il lui sera possible de signifier l'interdit de la violence. Cette violence manifeste que ceux qui s'y abandonnent ne rencontrent pas de limites ; dans le même temps, ils demandent qu'on leur impose des limites. Celles-ci leur serviront de repères qui leur procureront la sécurité dont ils ont un besoin vital et leur permettront de structurer leur personnalité. Il faut donc répondre à la violence en tentant de rétablir la communication. Le pire est de répondre à cette violence par la violence. C'est un formidable aveu d'impuissance de la part de la société. Il faut donc répondre à cette violence en mettant en œuvre une stratégie non-violente qui vise à créer des espaces intermédiaires où des médiateurs pourront rétablir la communication entre les exclus et la société. Il sera alors possible de faire prévaloir le respect de la loi.

Si la violence est l'expression d'une parole qui n'a pu être dite, lorsque le délinquant pourra dire sa violence, il sera déjà en mesure de la maîtriser et de la convertir. La parole libère de la violence. La médiation doit viser à permettre aux exclus et aux délinquants de se réapproprier leur vie par la parole. La parole a une vertu efficace. Mettre en paroles - "paroliser" - ses souffrances, ses peurs, ses frustrations, ses désirs, c'est prendre une distance qui permet d'apprivoiser la réalité par la réflexion.

Le véritable défi lancé par ces violences à la société est de déconstruire la culture de violence qui domine notre civilisation. Il appartient à tous les citoyens de s'investir dans la promotion d'une culture de la non-violence qui permette d'inventer des comportements et des méthodes qui permettent une résolution humaine des inévitables conflits humains qui constituent la trame de notre vie collective.

**Jean-Marie Muller** ■

Jean-Marie Muller est le porte-parole national du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN). Il est l'auteur du *Dictionnaire de la non-violence* (Le Relié Poche).

## Cahiers

Voilà une petite histoire qui en dit long sur l'évolution des mentalités : ma fille de 12 ans est rentrée furieuse car son professeur lui a interdit d'utiliser son cahier de l'an dernier à moitié vide et l'a menacé de punition si elle ne lui en présente pas un neuf au prochain cours. Combien de pages gaspillées avant que cette pratique des enseignants (j'en fais partie) ne cesse ? Devinez la matière enseignée : Sciences et Vie de la Terre !

**Anne Betting** ■

Nord.

## Micro-ondes

Je vous écris pour vous faire part de plusieurs critiques qui nous sont venues à l'esprit en lisant l'article « Micro-ondes dangers » du n°322. Déjà, l'article ne possède pas de sources, ce qui le discrédite. Et, d'autre part, le contenu est assez flou. On comprend bien que cette machine inutile (oups ! Petit jugement de valeur) entraîne de nombreuses conséquences sur la santé. Mais, à quel degré ? De quelle étude sanitaire proviennent ces infos ?

**Benoît Papon** ■

Charente-Maritime.

*S!lence : La brève était, il est vrai, un peu incomplète. Cependant, la revue avait déjà publié des brèves sur ce sujet et mentionné notamment une étude parue dans "The Lancet" (important journal de santé britannique) de mars 1990 (S!lence n°249). Quant au degré de nocivité, nul ne le connaît exactement. Reste que, dans le doute, mieux vaut s'abstenir...*

## Recette de yaourt maison

« Avec du lait pasteurisé ; on le rate, le yaourt maison... » Pas du tout ! *S!lence* n'est pas une revue de cuisine, mais il me paraît intéressant d'encourager beaucoup de ses lecteurs qui ne la connaissent pas encore — et qui seraient induits en erreur par Madeleine Nutchey — à suivre cette petite recette de délicieux yaourt maison, pas raté du tout, très simple à faire, hautement écologique et très économique : dans un bocal en verre, mettre trois bonnes cuillerées à soupe de bon yaourt fermier, ou même du bon yaourt pasteurisé bio. Porter 1 litre de lait (pasteurisé, donc... bio de préférence) à une température de 55°C (il faut être équipé d'un thermomètre de cuisson). Verser le lait sur le yaourt, bien mélanger, fermer le bocal et l'envelopper dans une vieille écharpe ou couverture de laine, pour le faire refroidir lentement (près d'un radiateur en hiver...) Le yaourt prend, il est excellent et l'on peut le réutiliser pour en refaire, jusqu'à six fois ou plus...

**Michel Poulard** ■

Gard.



## Pique-niques et barbecues de légumes

**Catherine Schiellein**  
Ed. La Plage (34200 Sète)  
2005 - 96 p. - 5 €

Rien de plus facile que manger bio en pique-nique : outre les légumes qui se mangent comme, cela, on peut améliorer l'ordinaire en préparant des potages froids, des tapenades, des sauces, des sandwichs, des gâteaux, etc. Dans cette agréable collection, on peut aussi découvrir *Sauces végétariennes* de ainsi que *Petits déjeuners bio* et *Pâtés végétaux et tartines* de Valérie Cupillaud. F.V.

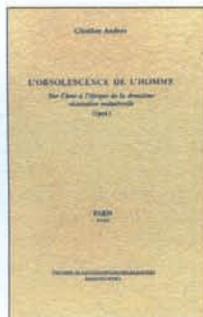
## L'obsolescence de l'Homme

**Günther Anders**  
Ed. Encyclopédies des Nuisances (Paris)  
2005 - 360 p - 25 €

Ce philosophe phénoménologue allemand est quasiment inconnu en France. Peut-être est-ce à cause de sa critique de la philosophie nihiliste française du milieu du 20<sup>e</sup> siècle ? Juif, Günther Anders (1902-1992) fut les nazis pour la France, où il écrit dans des revues philosophiques. Mais la fuite doit se prolonger vers les Etats-Unis d'Amérique. Outre Atlantique, la philosophie ne nourrit pas son homme et tout intellectuel qu'il est, il va travailler à la chaîne dans les usines de Californie. C'est là, qu'il découvre la société industrielle et qu'il comprend que les thèses de ses propres maîtres, Husserl (chez qui il a soutenu son doctorat) et Heidegger ont pris un coup de vieux. Ce n'est plus l'être humain qui est au centre des concepts, mais la machine et le système qui en découle. En résidant en Autriche après la seconde guerre mondiale, il s'engage non seulement par ses écrits, mais aussi dans le mouvement pacifique en lutte contre la bombe atomique. Il refuse la voie universalitaire, car ses spéculations philosophiques traitent de la vie courante (c'est ce qui les rend accessibles aux non-philosophes). Critiquant dès le milieu du 20<sup>e</sup> siècle, la technologie et les media, Günther Anders fut catalogué comme un réactionnaire romantique par les propagandistes du "progrès". La critique de la machine, sous-entend qu'il est

sentimental puisque l'homme, par opposition à cette première, est doté de sentiments. Mais rien de tout cela dans ses écrits : des faits et des phénomènes mis en lumière.

Mais rentrons dans le vif. Après la première révolution industrielle, créant un salariat servile (encore de nos jours), la seconde révolution impose le consumérisme de nouveaux produits, de la télé à la bombe atomique. Vingt ans avant Illich, Günther Anders martèle déjà, dans cet essai écrit en 1956, que la technique a fait de l'homme un esclave. Il n'est plus libre alors que les produits le sont. Günther Anders parle de décalage prométhéen pour expliquer que ses créateurs sont dépassés par leurs produits. La misère accumulative, la prééminence de l'offre par rapport à la demande, les rites de déshumanisation pour passer à l'âge adulte, tous les phénomènes d'asservissement sont décrits. Alors que l'homme était encore au centre de tout dans les spéculations spirituelles et philosophiques jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, celui-ci a maintenant moins de valeur qu'une machine ou les produits qui en sont issus : une ampoule est immortelle au niveau conceptuel, puisqu'elle est remplacée par son clone. Günther Anders conclut la première partie en posant en termes philosophiques que le "Je" se trouve écrasé entre le "On-naturel" (le corps, l'espèce, etc.) et le "On-appareil" (la mégamachine). Le "Je" en est même à espérer sa propre disparition.



Vient ensuite une analyse des media, de la radio et de la télé en particulier. Son scalpel est d'une efficacité redoutable lorsqu'il fait apparaître l'ermite de masse que nous sommes devenus, au point de payer pour devenir les collaborateurs dociles du complexe médiatique en vue de notre propre transformation en "homme de masse". Tout ce qui est si drôlement caricaturé dans le journal "La Décroissance" trouve ses fondements philoso-

phiques dans sa thèse et son bis-touri plonge encore plus loin. Alors que l'on nous livre des informations "fabriquées", nous restons finalement sans expérience. Dans son entreprise de neutralisation, le media radiophonique et télévisuel a non seulement marchandisé toute apparition, effaçant du même coup sa signification politique, mais on se retrouve dans une fausse fraternité fantomatique dans un univers géographique neutralisé : la télé est artificiellement objective. Sont expliqués dans cet ouvrage l'immédiateté, la schizophrénie du spectateur, l'individu divisé, la difficulté de résister aux stéréotypes médiatiques, formant un monde du mensonge gavé de vérités, etc. Les objecteurs de media deviennent immoraux. Soutenus par cette envergure métaphysique, les arguments pour critiquer la télé sont plus efficaces.

Günther Anders enchaîne ensuite sur une étude de la pièce "En attendant Godot" de Beckett. Il la replace dans le contexte de la société industrielle qu'il estime insensée. La paire Wladimir et Estragon, figures pourtant chaleureuses, a perdu le sens de la vie et se réfugie dans un immobilisme de circonstance. Elle se retrouve confrontée à une autre paire dialectique, Pozzo et Lucky, le maître et l'esclave, symbolisant l'histoire, qui ne sait pas où elle va, mais elle y va...

Je ne devrais pas annoncer la quatrième partie du livre, de peur de décourager les éventuels lecteurs, mais le titre, lui-même, se propose de découvrir la racine de notre cécité face à l'apocalypse provoquée par la Bombe. Finalement, je me suis rendu compte, que c'est le meilleur moyen d'arracher cette dent jusqu'à la racine. Sa démonstration est si bien mise en lumière, qu'elle stimule notre énergie pour justement sortir de notre cécité. En partant de ce démontage du "mécanisme" d'immobilisation sociale, on est tout à fait en droit de la généraliser à d'autres phénomènes nécrogènes ; l'économisme, la destruction de la nature, etc.

Dans un style direct, plein de suspense, Günther Anders dissèque à la manière d'un médecin légiste l'Homo sapiens dans son contexte social pour finalement espérer que notre esprit renaisse de ses cendres. Tel un François Partant, que l'on traitait de pessimiste en dressant pourtant un tableau réaliste de la situation économique, Günther Anders fait de même sur le plan philosophique. Malgré un

constat sombre, que je qualifierais plutôt de clair et réaliste, il sait nous donner en fin d'ouvrage des pistes pour reconquérir notre liberté. Celles-ci sont dénuées de complexité et étonnamment pratiques pour nous, les militants de la convivialité. Eberhardt Wittich.

## Les Yes Men

**Andy Bichlbaum et Mike Bonanno**  
Ed. La Découverte  
2005 - 192 p. - 19,90 €



Le premier s'est fait licencier après avoir introduit des personnages pacifistes dans la programmation d'un jeu de guerre. Le deuxième a traqué les sons des poupées Barbie pour leur faire aboyer des slogans typiques de l'Américain moyen. Les deux ont décidé de participer à leur manière à la lutte contre l'OMC, Organisation mondiale du commerce, en mettant en place un faux site internet. Ce faux site leur a valu des confusions et des invitations pour participer à de vraies conférences. Osant y aller, ils multiplient alors les provocations dans des discours plus libéraux que les ultra-libéraux... le plus souvent sans que les auditeurs ne bronchent. Pour terminer ce cycle, ils décident d'annoncer que l'OMC va se dissoudre pour créer l'organisation de réglementation du commerce qui appliquera strictement les droits de l'homme devant des hommes d'affaires australiens... qui applaudissent ! Largement illustré, le livre de leurs canulars. MB.

## ROMANS Dièse à la clef

**Sylvestre Simon Samb**  
Ed. l'Harmattan  
2005 - 240 p. - 21 €

Maguilen, enfant noir, assiste à un drame racial. Il va s'enfuir à Haïti pendant huit ans avant de revenir dans sa famille, en Afrique. A travers le récit de mul-



tiples anecdotes de sa vie, mais aussi des personnes qu'il rencontre, l'auteur aborde de nombreuses questions sur les rapports entre les Blancs et les Noirs. Comment ces derniers ont-ils pu se laisser domestiquer ? Comment arrêter le colonialisme ? Y a-t-il de bons Blancs ? Le livre part un peu dans tous les sens, mais les récits, presque des contes, sont souvent agréables. La tension monte au fur et à mesure du livre et si l'on s'accroche au début, la fin devient de plus en plus agréable à lire. FV.

## Les chemins des hautes plaines

**Robert James Waller**  
Ed. Albin-Michel  
2005 - 370 p. - 19,90 €

Le héros du livre fuit la Californie et son monde pourri par l'argent. Après avoir erré longtemps, il s'installe à Salamander, une ville en train de mourir, en plein milieu des grandes plaines du centre des Etats-Unis. Alors qu'il redémarre à zéro et redécouvre les plaisirs de la simplicité volontaire, le héros apprend qu'un projet d'autoroutes doit apporter la richesse



au pays. Le combat commence entre les investisseurs et les élus corrompus d'un côté qui apportent le progrès et le héros, les agriculteurs bio et les indiens qui dénoncent les illusions de ce progrès. L'équilibre entre histoire d'amour et histoire sociale est remarquable. Avec finesse, l'auteur nous amène à réfléchir à la course sans fin de la croissance... alors que le bonheur tient souvent à beaucoup moins. Un livre fort agréable à lire. FV.

B . D .

## Guide de la survie en entreprise

**Manu Larcenet**  
Ed. Fluide Glacial  
2005 - 48 p. - 10 €



L'entreprise est une jungle dans laquelle il faut survivre. Avec son humour décalé, Manu Larcenet nous apprend comment se comporter pour résister au monde impitoyable du capitalisme et de la mondialisation. Savoir obéir peut être vital. A offrir à votre patron... si vous en avez un. FV.

## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **Jean Henri Fabre, l'observateur incomparable**, *Alix Delage, éd. du Rouergue (12035 Rodez), 2005, 410 p. 24 €*. Extraordinaire observateur des sciences, vulgarisateur, Jean Henri Fabre, mort en 1915, a écrit plus d'une centaine d'ouvrages qui ont ouvert la route vers les connaissances actuelles de l'évolutionnisme, de la physiologie, de la génétique... Ce livre retrace la vie de ce grand naturaliste.
- **La mort n'est pas au programme**, *sous la direction d'Hugues Lethierry, éd. l'Harmattan, 2005, 274 p. 23,50 €*. La mort fait partie de la vie et sans elle, il n'est pas possible de comprendre le sens de nos actions. Et pourtant, à l'école comme dans d'autres domaines de la pédagogie, le sujet semble tabou. Ce livre retrace l'histoire de ce refus du sujet, et propose des moyens de se la réapproprier. Ce livre est né de l'envie de formateurs d'enseignants qui se sont vu plusieurs fois répondre que la mort n'était pas au programme. Que faut-il alors faire lorsque l'enfant pose la question ? S'expliquer et ne surtout pas mentir. Un livre richement illustré (dessins, poésies, extraits) selon le principe cher à Hugues Lethierry que l'humour est souvent la meilleure arme pour aborder les sujets difficiles. Hétérogène et utile.
- **Tout bon, tout bio**, *Stéphanie Schwartzbrod, éd. Librio, 2005, 64 p. 2 €*. Petit livre de recettes de cuisine pour écolos gourmets. Belles photos.
- **Calendrier lunaire 2006**, *6, rue des Prés-Verts, 39120 Chêne-Bernard, 2005, 112 p. 7,30 €*. Comment faire son jardin, ses cultures, mais aussi se couper les cheveux, se soigner en fonction de la lune.
- **Agir avec Proudhon**, *Jacques Langlois, éd. Chronique sociale (Lyon), 2005, 204 p. 19,50 €*. La pensée de Proudhon (1809-1865), peut-elle encore être d'actualité ? L'auteur liste la longue série d'apports théoriques de ce précurseur de la pensée anarchiste : l'intérêt et la force de l'action collective, le fédéralisme, le droit social, la justice, le pluralisme, l'importance des conflits, le primat de la société civile, la liberté, etc. Au moment où le socialisme étatique s'est discrédité et où le real-socialisme plonge dans le libéralisme, un retour sur la pensée de Proudhon peut permettre d'ouvrir une nouvelle voie politique. L'auteur dans cet ouvrage montre les nombreuses filiations entre ces idées du 19<sup>e</sup> siècle et les idées d'aujourd'hui. Proudhon a surtout proposé d'organiser la société du bas vers le haut et de penser le changement ainsi, loin des élites éclairées du libéralisme, du fascisme et de la dictature du prolétariat. Une pensée à découvrir ou redécouvrir pour appuyer aujourd'hui l'avancée des nouveaux mouvements sociaux.
- **Acheter, c'est voter**, *Laure Waridel, éd. Ecosociété (Montréal), 2005, 176 p. 15,60 €*. Après une présentation correcte du commerce international, l'auteur se lance dans une présentation lénifiante du commerce équitable. N'en sont-ils donc qu'à ce niveau de réflexion en Amérique du Nord ? Silence répercuté le débat sur le sujet depuis un dossier paru en novembre 2003 ! Nous comptons en France une coordination de près d'une centaine de boutiques clairement anti-Max Havelaar ; Artisans du Monde vient de débattre pendant un an pour refuser d'être dans les grandes surfaces... Ce débat n'aurait donc pas franchi l'Atlantique ?
- **L'Etat de la planète 2005**, *Worldwatch institute (en vente sur www.delaplanete.org), 2005, 264 p. 19 €*. Depuis 1974, cet institut américain publie d'importantes études sur les grands sujets d'environnement. Les données sont souvent intéressantes et les éclairages originaux, même si cela reste très développement durable : pas question de remettre en question le niveau de vie nord-américain ! Axe choisi pour cette année : la notion de sécurité. Des chercheurs déclinent ce thème dans différents domaines : évolution des budgets militaires et teneur des conflits internationaux, crime international (mais rien sur les paradis fiscaux), risque démographique (peur d'être envahis par les pauvres du Sud ?), risque de pandémies à l'échelle mondiale et risque de guerre bio-chimique, gestion des conflits liés à l'eau... L'ouvrage explore de bonnes questions : les énergies renouvelables peuvent-elles permettre d'éviter la guerre du pétrole ? La coopération environnementale au niveau international peut-elle éviter des conflits ? Même si c'est assez peu radical et très nord-américain.
- **Ecologisme et travail**, *Gérard Boudesseul, éd. l'Harmattan, 2005, 252 p. 22,50 €*. Le titre est trompeur car on pourrait penser qu'il s'agit de comparer les théories liées à la notion de travail au sein de la sphère écologiste... alors qu'il s'agit d'une enquête de sociologie sur les militants Verts ayant une activité syndicale (donc dans le monde du travail). Etude qui indique qu'en gros la moitié des Verts sont syndiqués, dont la moitié à la CFDT. Bizarrement, la Confédération paysanne n'apparaît pas dans l'analyse et l'investissement associatif souvent cité est peu analysé. Le langage est horriblement jargonnant et le livre devient donc d'une lecture pénible.
- **Atlas de la menace climatique**, *Frédéric Denhez, éd. Autrement, 2005, 80 p. 15 €*. Une très bonne présentation de ce que l'on sait aujourd'hui sur l'évolution du climat, avec une cartographie facilement compréhensible, mais des conclusions contestables du genre "en ce qui concerne les pays occidentaux, il n'est pas question de vivre à nouveau comme au temps où nous n'émettions rien dans l'atmosphère. Se déplacer librement, vivre dans sa maison et acheter des biens sont des acquis sociétaux sur lesquels il est impensable de revenir". Faute de penser, l'auteur ne voit alors plus que les surgénératateurs pour nous sauver et la création de nouveaux marchés. Dommage.
- **Au clair de lune**, *Claude Mettra et coll., éd. du Rouergue, 2005, 40 p. 29 €*. Livre extrêmement coûteux pour un hommage à la Lune avec surtout des photos de la Nasa.

B . D .

## Ma vie en l'air

**Anne Sibran, Didier Tronchet**  
Ed. Dupuis Aire Libre  
2005 - 64 p. - 13 €

Après avoir mis en image avec succès un livre de sa compagne "Là-bas", Didier Tronchet recommence ici avec un livre qui aborde l'enfance volée par des parents adultères. L'héroïne se réfugie dans ses rêves et plane au-dessus du monde, mais les chutes sont lourdes. Si dans un livre, il est facile de passer du rêve à la réalité, l'exercice se révèle ici périlleux et donne une bande dessinée pour le moins étrange. Le trait épais du dessin de Tronchet manque parfois de nuances. Reste une histoire dérangeante qu'il faut prendre le temps de relire plusieurs fois pour sentir les douleurs d'une enfant et ses fuites dans l'imagination. MB.



## Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

## Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

## Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

## Stand, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 vendredi 10h15-12h15/14h-17h

## Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

## Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33

B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

## Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

tél : (41) 22 740 46 12

CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé

blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient

Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1<sup>er</sup> trimestre 2006

Tirage : 8000 ex

Editeur : Association Silence

Permanence : le mardi 10h-12h et 14h-17h

04 78 39 55 33

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

## RÉALISATION DE LA REVUE

### Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

### Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stand, lieux de dépôts : Dorothée Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Alain-Claude Galtié, René Hamm,

Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret,

Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli,

Francis Vergier

Dessinateurs : Lasserpe, Mahlen, Farine

Correcteurs : Raymond Vignal,

Françoise Weité

Photographes : Marie Clem's,

Silvain Ferrari, Dominique Hausser,

Su Hyun, Jean Soum, Raymond Vignal,

Sébasto Yseul

Et pour ce numéro : Linda Bullard, Christiane Bessenay, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Aymeric Mercier, Mireille Oria, Reine Rosset, Paul Roullaud, Myriam Travostino, Bernard Valette.

Couverture : Eric Berthomieu

# Bon de commande

**Anciens numéros** - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex, 3 € pour 2 ex, 4 € pour 3 ex et plus.

## Numéros régionaux

### 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents 6 €

### 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage 6 €

### 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia 6 €

### 298-299 Franche-Comté

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Biolopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité 6 €

### 305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse

Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Mai. GERES. Graines de vie. Pic Noir 6 €

### 312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17 6 €

### 318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofouille. Le loup. Jeûne et randonnée. La CR11-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires 6 €

### 325-326 Nord-Pas-de-Calais.

Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. 6 €

## Autres numéros

### 300 Nos lecteurs ont du talent

40 pages réalisées par les lecteurs... 4 €

### 304 Toujours sexistes ?

Société de frugalité. Auto-déstruction. Nucléaire : secret défense. 4 €

### 307 Ecocités

Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. 4 €

### 310 Nature politique de l'écologie

Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin 4 €

### 311 OGM Violence marchande

Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. 4 €

### 314 Le réseau REPAS

Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. 4 €

### 315 Décroissance et non-violence

Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires. 4 €

### 316 Réflexions fêtes

Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio 4 €

### 317 Vivre à la campagne sans voiture ?

Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération 4 €

### 320 Ecologie et cultures alternatives

Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie 4 €

### 323 L'écologie au quotidien

Santé : les soins par les abeilles. Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire ! 4 €

### 324 Voyages au pays de chez soi

Alternatives : la bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. Energies : Une technologie qui tombe pile 4 €

### 327 De nos [in]cohérences

REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire 4 €

### 328 Décroissance, social et emploi

Téléphone portable : gadget de destruction massive. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche 4 €

### 329 Désobéissance civique

Une Ecozac à Paris. Wwoof autour de la Terre. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2) 4 €

### 330 Des entreprises solidaires

Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance 4 €

Annuaire de la presse alternative, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

# Abonnement

## France métropolitaine

□ Découverte 1 <sup>er</sup> année	6 n°	15 €
□ Particulier	1 an	40 €
□ Institution	1 an	80 €
□ Soutien	1 an	50 € et +
□ Petit futé	2 ans	65 €
□ Groupés par 3 ex	1 an	100 €
□ Groupés par 5 ex	1 an	150 €
□ Petit budget	1 an	25 €

je règle un total de :

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

**France** : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

**Belgique** : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain  
tél : 00 32 2 633 10 48  
CCP 000 15 19 365 54

**Suisse** : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8  
tél : (41) 22 740 46 12  
CCP 17-497696-4





## Chronique d'une alliance

**Alastair McIntosh**  
**Ed. Yves Michel**  
2005 - 350 p. - 22 €



Habitant dans un village de pêcheur écossais, l'auteur raconte la mondialisation vue par les Écossais, une vision finalement assez proche de celle que subissent les pays colonisés du Sud. Comment de la solidarité locale, on glisse progressivement, sous couvert de la loi, à des relations monnayées. Comment un projet de carrière sur un île voisine provoque une réaction de la population, un lien entre cultures traditionnelles et écologie et comment en 2004, Lafarge renonça à son projet. Un récit très local agréable à lire. FV.

## En Méditerranée, les jardiniers de l'avenir

**Christophe Beau,**  
**Mark Léger**  
**Ed. Les 3 Spirales**  
**(84240 La Motte-d'Aigues)**  
ou chez l'auteur, domaine  
Beauthorey, chemin Neuf,  
30260 Corconne  
2005 - 142 p. - 25 €  
(+ 3 € de port)



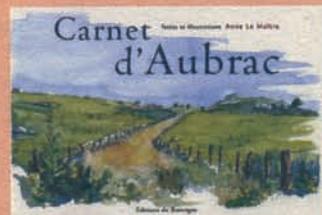
Christophe Beau, viticulteur en biodynamie dans le Gard, membre du Repas, Réseau d'échanges de pratiques alternatives et soli-

daïres, présente dans ce bel ouvrage préfacé par Pierre Rabhi des expériences agricoles compatibles avec la protection de la nature. Le tour de la Méditerranée est un peu limité (France, Turquie, Liban, Palestine, Egypte, Tunisie), mais la démarche est intéressante : un peu partout, des paysans se lancent dans des formes d'agriculture bio et solidaires. MB.

## Carnet d'Aubrac

**Anne Le Maître**  
**Ed. du Rouergue (Rodez)**  
2005 - 108 p. - 15 €

Le plateau d'Aubrac est le dernier plateau du Massif central en allant vers l'océan. Gorges boisées et grands espaces incitent à prendre son temps, à flâner, à marcher à l'écoute des saisons. Anne Le Maître, dans ce livre qui alterne textes et aquarelles, rend bien cette ambiance et donne envie d'aller se perdre sur les sentiers. Tout en sensibilité. Un beau livre. FV.



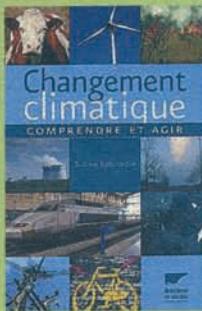
## Dictionnaire de la non-violence

**Jean-Marie Muller**  
**Les éditions du Relié-poche**  
2005 - 408 p. - 12 €

Selon les termes mêmes de son auteur, cet ouvrage aurait pu s'appeler *Les mots pour dire la non-violence* : à travers 108 entrées, il cherche à exprimer les intuitions de la non-violence sur des sujets tels que l'éducation, l'Etat, l'obéissance, la torture, la police, l'intégrisme, la mondialisation, ou encore sur les différents moyens d'action non-violente que sont le boycott, la médiation, l'usurpation civile, l'accompagnement, etc. Ce livre ne cherche pas à donner une définition achevée et définitive des termes abordés, mais constitue un ensemble de méditations de trois ou quatre pages chacune, qui permettent une lecture facile de l'ouvrage, par entrée, selon

## Changement climatique Comprendre et agir

**Sabine Rabourdin**  
**Ed. Delachaux et Niestlé**  
2005 - 286 p. - 22 €



Sabine Rabourdin, ingénieur, journaliste et écrivain, est impliquée dans le Réseau-Action-Climat France où elle a participé, entre autres, à la campagne *Le Pari contre l'effet de serre* que Silence avait relayé en son temps. Dans ce livre extrêmement bien structuré, une première partie rappelle les enjeux du changement climatique, les scénarios possibles et donc l'importance d'agir vite pour

limiter nos émissions de gaz à effet de serre. Car même si nous devenions immédiatement vertueux, nous aurons à subir le réchauffement actuel pendant encore de longues décennies. Une deuxième partie est consacrée aux sources de ces gaz et à définir nos besoins : énergie, transports, bâtiments, agriculture, déchets, gaz pour le froid... La troisième partie est consacrée aux modes d'action possibles en commençant par ce que l'on peut faire soi-même, puis de manière collective, ce que peuvent faire les élus, les industriels, les écoles... Une quatrième partie est intitulée "voir plus loin" et étudie les perspectives dans différents domaines : l'après Kyoto et le monde de la diplomatie, les solutions techniques et leurs limites, les débats entre les pays gros émetteurs et les pays du Sud peu consommateurs. Enfin, elle termine par une sorte d'appel à la raison en abordant la question psychologique : si chacun attend que l'autre commence, on va à la catastrophe ! Les parties sont conçues pour être lues indépendamment. Chacun est lui-même sous-divisé en de multiples questions. Pour chacun des points abordés, l'auteure distingue bien ce que sont les données objectives, ce qui est plus subjectif (les choix sont multiples) et presque à chaque fois, elle complète par un exemple concret qui montre que la mesure est possible. C'est une véritable mine d'informations qui a l'avantage de fédérer pas mal de questionnements écologiques : lutter pour sauver le climat ou pour sauver la planète, c'est sensiblement la même chose. Seul regret peut-être : comme dans le scénario Negawatt, l'auteur n'ose parfois pas franchir certaines limites comme par exemple remettre en cause notre besoin grandissant de mobilité. Car si l'on peut diminuer nos émissions de gaz à effet de serre en choisissant le bateau plutôt que l'avion, le train plutôt que la voiture, on peut quand même s'interroger sur l'utilité même de notre gabegie de déplacement. Ce bémol mis à part, c'est vraiment une somme impressionnante de gestes à adopter au plus vite, seul ou en collectivité. MB.

l'humeur ou les nécessités du moment. S'appuyant au départ sur les intuitions qu'il exprimait dans son *Lexique de la non-violence* paru dans les années 80, Jean-Marie Muller débouche ici sur un travail considérable qui synthétise sa réflexion entamée depuis plusieurs décennies à partir de l'action et au travers de nombreux ouvrages de référence sur le sujet. Le parti-pris de l'auteur de ne pas utiliser d'exemple concret rend parfois le texte un peu aride. Et cela, alors même que notre culture a besoin d'illustrations pour venir renforcer et crédibiliser les méthodes de la non-violence active. Mais ce que le texte perd en pédagogie, il le gagne en clarté conceptuelle et en concision. Au terme *Démocratie*, l'auteur constate par exemple que

"l'histoire nous apprend que la démocratie est bien plus souvent menacée par l'obéissance aveugle des citoyens que par leur désobéissance".  
Ceux qui connaissent la plume de Jean-Marie Muller y retrouveront nombre de réflexions rencontrées au fil du chemin. Les autres trouveront l'exposé d'une pensée rigoureuse et vigoureuse qui embrasse à la fois les exigences éthiques de la non-violence et ses dimensions stratégiques. On a le sentiment d'être devant la synthèse d'une réflexion développée dans plus d'une vingtaine de livres. Un ouvrage sans équivalent sur le sujet. Guillaume Gamblain.



DICTIONNAIRE DE LA NON-VIOLENCE  
Jean-Marie Muller

Le Relié-Poche